

RAPPORT D'ÉVALUATION 2023
MONITORING DU PARCOURS D'ACCUEIL
POUR PRIMO-ARRIVANT·ES



Centre Bruxellois d'Action
Interculturelle (CBAI)
Juin 2024

REMERCIEMENTS :

Nous tenons à remercier ici l'ensemble des acteurs du parcours d'accueil (Bureau d'accueil, opérateurs de formation linguistique, partenaires) ainsi que l'Administration de la Commission Communautaire Française (COCOF) et l'Administration de la Commission Communautaire Commune (COCOM). C'est grâce à leur disponibilité et leurs explications des réalités de terrain que nous pouvons mieux comprendre ce dispositif.



Table des matières

INTRODUCTION	1
OBJECTIFS ET STRUCTURE DU RAPPORT	1
METHODOLOGIE : SOURCES, DONNEES ET DEMARCHE.....	1
SYNTHESE DU MONITORING : QUELQUES CHIFFRES CLES	4
PARTIE I : LE CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PARCOURS D’ACCUEIL.....	6
1. CONTEXTE INSTITUTIONNEL : ÉLARGISSEMENT DU PUBLIC ET OBLIGATION.....	6
2. CONTEXTE TERRITORIAL : IMMIGRATION INTERNATIONALE ET PRIMO-ARRIVANT·ES	9
2.1. L’IMMIGRATION INTERNATIONALE EN RBC	10
2.1.1. LES NATIONALITÉS DES PERSONNES NOUVELLEMENT ARRIVÉES	10
2.1.2. RÉPARTITION COMMUNALES DES PERSONNES PRIMO-ARRIVANTES	11
2.2. LES TITRES DE SEJOUR DES PERSONNES ETRANGERES EN BELGIQUE	12
2.2.1. LES PREMIERS TITRES DE SEJOUR ET LES MOTIFS EN BELGIQUE	12
2.2.2. L’ASILE ET L’OCTROI DU STATUT DE RÉFUGIÉ·E EN BELGIQUE	13
PARTIE II : SITUATION GENERALE	16
1. ÉVOLUTION DU STOCK DE DOSSIERS ACTIFS	16
2. ÉVOLUTION DES FLUX D’ADMISSIONS ET DES FINS DE PARCOURS	18
3. LES SUSPENSIONS	22
4. SATURATION ET RESSOURCES HUMAINES	23
4.1. LISTE D’ATTENTE.....	23
4.2. LES RESSOURCES HUMAINES	24
PARTIE III : PROFILS DES BENEFICIAIRES ADMIS/INSCRITS	25
1. ÉVOLUTION DES ADMISSIONS EN 2023	25
2. SITUATION SOCIODÉMOGRAPHIQUE : GENRE, ÂGE ET COMPOSITION DU MÉNAGE	27
3. NATIONALITE : REGIONS ET PAYS D’ORIGINE	29
4. SITUATION SOCIOPROFESSIONNELLE : REVENUS ET PLUS HAUTS DIPLOMES.....	33
5. SITUATION SOCIOJURIDIQUE : TITRES ET MOTIFS DE SEJOUR.....	36
6. GEOGRAPHIE RESIDENTIELLE : COMMUNES DE RESIDENCE	38
PARTIE IV : ACTIONS MISES EN ŒUVRE PAR LES BAPAS.....	42
1. VOLET PRIMAIRE.....	42
1.1. BILANS SOCIAUX ET LINGUISTIQUES.....	42
1.2. MODULES DROITS ET DEVOIRS	45
1.3. LES VOLETS PRIMAIRES TERMINES	48
2. VOLET SECONDAIRE.....	48
2.1. LES VOLETS SECONDAIRES ENTAMES.....	48
2.2. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL.....	50
2.3. FORMATIONS CITOYENNES	53
2.4. FORMATIONS LINGUISTIQUES	55
3. LES FINS DE PARCOURS : ATTESTATIONS.....	57
CONCLUSION : LES PERSPECTIVES DU PARCOURS D’ACCUEIL EN 2024	60

A propos de l'écriture inclusive :

Dans ce rapport, nous avons appliqué l'écriture inclusive à l'exception des noms de nationalité – substantifs désignant les habitants d'une région, (*e.g.* les Afghans).

Dans la plupart des cas, les noms sont dédoublés en appliquant l'accord du plus proche (souvent le féminin). Mais, pour certains noms récurrents (dans un même paragraphe), tels que primo-arrivant·es, travailleur·ses, accompagnateur·rices ou encore formateur·rices, le point médian est appliqué en accordant les adjectifs au féminin.

INTRODUCTION

Objectifs et structure du rapport

Comme défini par l'Arrêté 2016/584, ce rapport d'évaluation constitue **un monitoring annuel de la politique d'accueil francophone** sur base d'indicateurs quantitatifs et descriptifs, ainsi que des témoignages issus des rapports d'activités des BAPAs¹.

Il se compose de cinq parties. La première consiste en une introduction au contexte territorial, à savoir les contextes migratoire et institutionnel, dans lequel prend place le parcours d'accueil francophone en Région de Bruxelles-Capitale.

Les trois parties suivantes visent à appréhender globalement le fonctionnement du parcours d'accueil. Basées sur des indicateurs quantitatifs standardisés, elles doivent permettre de saisir les évolutions de son fonctionnement au regard des années précédentes. À la demande des pouvoirs publics, nous y distinguons le travail des différents BAPAs et le genre des bénéficiaires quand cela est pertinent. Ces trois parties s'attachent à des aspects spécifiques du parcours (*figure 1*) :

- Partie II : l'organisation générale des bureaux d'accueil (stock de dossiers actifs et suspendus, flux d'admissions-inscriptions, ressources humaines, etc.).
- Partie III : les publics du parcours d'accueil (profils sociodémographiques) ;
- Partie IV : le suivi des activités du parcours d'accueil (formations des volets 1 et 2) ;

Nous concluons le rapport en pointant les enjeux et les perspectives auxquels la politique d'accueil sera amenée à faire face dans les années à venir au regard des chiffres présentés.

Méthodologie : sources, données et démarche

Les analyses de ce rapport reposent principalement sur l'exploitation des données de l'*Application Primo-Arrivants* (APA), qui est l'outil employé par les travailleur·ses des BAPAs pour gérer les dossiers des bénéficiaires². Le CBAI est chargé de produire des données agrégées à partir de cette base de données, de façon à alimenter la rédaction des rapports d'activités des BAPAs. Ce rapport se base donc sur les mêmes données et méthodologies que celles utilisées pour fournir aux BAPAs les informations utiles à la rédaction de leurs rapports d'activités (extraction en janvier 2024).

Nous avons complété cette source principale en mobilisant les rapports d'activités des BAPAs. Ceux-ci comprennent en effet des données, tant quantitatives (registre de présence) que qualitatives (témoignages de terrain), qui précisent, nuancent et contextualisent les données de l'APA. En particulier, les données qui ont trait à l'offre pour lesquelles les

¹ Les objectifs et contenus des rapports d'évaluation (juin) et de recherche (décembre) ont été mieux distingués et spécifiés au fil des années : alors que le rapport d'évaluation consiste à une analyse descriptive des données quantitatives de l'APA et des rapports d'activités annuels des BAPAs, le rapport de recherche consiste à une analyse explicative à partir d'une question de recherche précise, et de méthodes et données spécifiquement appropriées.

² Depuis l'entrée en vigueur de l'obligation de suivi du parcours (juin 2022), l'APA interagit directement avec celle des communes, l'application *BruWelcome* développée par la COCOM en vue de suivre les PA soumis à l'obligation.

registres de présence des BAPAs sont plus précis que l'APA (modules D&D et FOCl).

Enfin, les données de la contextualisation territoriale (partie 1) viennent de l'Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – autant de leur site web pour les flux de l'immigration que d'une demande de données plus précise pour les effectifs de personnes primo-arrivantes –, ainsi que du Commissariat Général des Réfugiés et Apatrides (CGRA) et du Centre fédéral Migration (Myria).

Concernant la démarche, il faut distinguer deux approches complémentaires de comptabilisation des dossiers des BAPAs, et *ipso facto* des bénéficiaires, des activités et de la charge de travail des bureaux d'accueil, selon :

- une **logique de flux** : une somme d'individus et/ou de dossiers entrant (sortant) dans (d') un territoire et/ou dispositif sur une durée déterminée (souvent une année) ;
- une **logique de stock** : une somme d'individus et/ou de dossiers sur un territoire ou dans un dispositif à une date précise (souvent à la fin ou au début de l'année).

Bien que ce monitoring mobilise les deux approches – les flux pour évaluer l'évolution des publics aux différentes étapes du dispositif et les stocks pour évaluer la charge de travail réelle des BAPAs – la législation actuelle détermine le régime de subvention selon une logique de stock (le nombre de dossiers actifs au 31 décembre, peu importe l'année d'admission du bénéficiaire).

Au niveau de la présentation des données, nous distinguons dorénavant trois sous-catégories de bénéficiaires définies par les deux grandes modifications législatives qu'a connues la politique d'accueil en 2022 : l'obligation de suivi du parcours et l'élargissement du public aux personnes étrangères (cf. infra : Partie I). En outre, dans la perspective d'observer les tendances à l'œuvre, nous avons systématiquement comparé les chiffres de l'année 2023 avec l'année 2022 (dernière année de la crise sanitaire) et à la moyenne des années prépandémiques (2016-2019), ou à défaut, avec ceux de l'année 2019.

Enfin, il est important de noter que l'APA a connu plusieurs problèmes techniques au cours de l'année 2023. Ceci a compliqué l'exploitation des données, amenant à des limites qu'il convient de souligner.

Tout d'abord, nous nous sommes rendus compte que certains changements de statut – en particulier liés aux archivages automatiques de dossiers suspendus – n'étaient pas toujours indiqués dans l'historique des dossiers. Une analyse approfondie des indicateurs relatifs aux suspensions n'a pas pu être menée aussi loin que voulu. C'est notamment le cas pour les personnes prioritaires, pour qui nous ne pouvons pas connaître les motifs de suspensions lorsque c'est la commune qui a suspendu à travers la plateforme BruWelcome.

Deux autres problèmes sont survenus avec la liaison de la plateforme BruWelcome de la commune. Premièrement, certaines nationalités de personnes prioritaires sont absentes. Ceci est dû à des problèmes d'incompatibilités entre plateformes (Registre national, BruWelcome et APA). Deuxièmement, des problèmes concernant les données de résidences des bénéficiaires sont survenus, limitant les analyses spatiales possibles. Les codes postaux des anciennes communes de la « Ville de Bruxelles » (Haren, NOH et Laeken) ont disparu, imposant une agrégation de ces bénéficiaires au sein de cette dernière. Les secteurs statistiques des bénéficiaires ont aussi disparu en 2023, empêchant toute analyse à l'échelle infra-communale.

Ces limites seront également explicitées dans les parties concernées. Malgré cela, les chiffres permettent néanmoins d'analyser les évolutions qu'a connu le parcours d'accueil depuis le début de sa mise en œuvre jusqu'à aujourd'hui ainsi que les nouvelles tendances subséquentes aux changements législatifs.

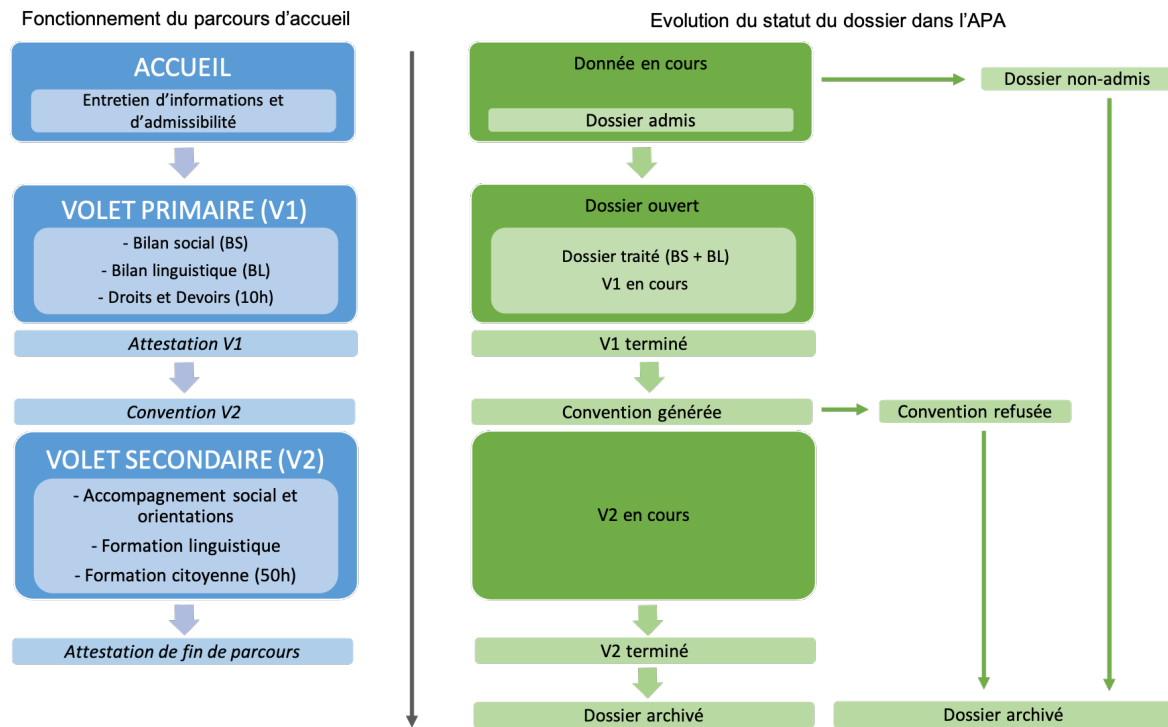


Figure 1. Fonctionnement du parcours d'accueil (étapes) au regard des statuts des dossiers (APA).

Synthèse du monitoring : quelques chiffres clés

Au 31 décembre 2023, on dénombre **5.628 dossiers actifs** (non suspendus), correspondant à une augmentation de 69 % par rapport à 2022. La moyenne journalière de l'année s'élève à 4.756 dossiers actifs. Le stock de bénéficiaires selon les différentes catégories issues des changements législatifs, se distribue comme suit : 35 % le public prioritaire, 45 % les primo-arrivant·es ayant-droit et 21 % les personnes étrangères. Au 16 janvier 2024, 341 bénéficiaires sont en liste d'attente, dont 210 à VIA et 131 à BAPA-BXL.

Au cours de l'année 2023, **6.255 personnes ont été admises** au sein du parcours d'accueil, ce qui correspond à **plus du double de bénéficiaires** (+ 161 %) par rapport à 2022.

Au niveau de la répartition de ce flux selon les BAPAs, VIA se retrouve en tête avec 42 % du public, puis BAPA-BXL avec 37 % et enfin Convivial avec 21 %. Le flux de ce dernier a quadruplé (+279 %) et son poids a augmenté de 6 points de pourcentage (pp) par rapport à 2022. Nous observons une relative équitpartition - pour le flux - entre les catégories de bénéficiaires : **le public prioritaire – les « personnes primo-arrivantes obligées » - représentent 36 %** des bénéficiaires, **les primo-arrivant·es non prioritaires (« ayant-droit ») représentent 31 %** et enfin **les personnes étrangères 33 %**.

Concernant le profil du public admis, on retiendra quelques évolutions marquantes :

- Une dominance féminine qui persiste (61 %) et **un vieillissement du public** des BAPAs (médiane de 36 ans, soit 2 ans de plus que l'année dernière et 4 ans de plus qu'en 2021). Cette tendance s'explique en partie, par l'arrivée des personnes étrangères dans le parcours, qui ont une médiane d'âge de 39 ans.
- Même si on ne peut pas faire une analyse exhaustive des nationalités, on peut toujours noter qu'au niveau des pays d'origine **96 % des bénéficiaires continuent à être issu·es d'un pays hors de l'UE**. Nous observons aussi le renforcement de la nationalité **marocaine**, représentant 21 % du public. La **Syrie** est la deuxième nationalité plus représentée (10 %) mais est sûrement sous-estimée par le nombre de nationalités inconnues dans la base de données. De nouvelles nationalités apparaissent en tête comme **l'Algérie et le Cameroun** du fait des changements législatifs.
- Au niveau socio-économique, on observe un renforcement, depuis 2017, de la **dualisation socioprofessionnelle** mais qui en 2023 semble caractériser des catégories de bénéficiaires. Avec d'un côté, un public « en emploi » (+14 %) et/ou un public diplômé *a minima* du secondaire (+2 %) prédominant chez les primo-arrivant·es (non)prioritaires, et de l'autre, un public « sans revenu » (+18 %) et/ou infradiplômé (-2 %) plus caractéristique des personnes étrangères.
- Au **niveau sociojuridique**, le **regroupement familial est le premier motif de séjour** (61 %) et augmente sa part de 5 pp. par rapport à 2022. De plus, du fait de l'élargissement du public et de l'obligation de suivi, les titres de séjours illimités augmentent (+22 pp.) au détriment des séjours limités.
- Une **relative « décentralisation spatiale »** depuis les changements législatifs, 55 % du public admis en 2023 réside dans les cinq communes d'implantations des BAPAs, une diminution de 7 pp. par rapport à la part observée entre 2016-2022.

Pour ce qui est du suivi du parcours d'accueil à ses différentes étapes, on retiendra en 2023,

l'explosion des flux suite aux changements législatifs :

- Parmi les 4.869 bilans linguistiques, **2.519 personnes, soit plus de la moitié (52 %), détenaient le niveau linguistique requis**, une augmentation de 16 pp qui s'explique par l'élargissement du public : parmi les bénéficiaires ayant le niveau requis de français, la moitié sont des personnes étrangères. Ensuite, 2.322 personnes ont été positionnées dans des modules linguistiques selon une répartition en sous-filières comme suit : 24 % en Alpha, 2 % en FLE NAL, 33 % en FLE A et 40 % en FLE B.
- Le nombre de modules de droits et devoirs est le plus élevé depuis l'ouverture des BAPAs avec au total 266 modules organisées en 2023 (+ 30 % par rapport à l'année dernière). Les BAPAs ont accueilli **plus du double de participant-es** qu'en 2022, soit 4.727 bénéficiaires (capacité effective de 19 participant-es par module).
- **Une augmentation de 63 % des attestations de fin de volet primaire** (3.264 attestations) et une diminution du temps médian du volet primaire à 2 mois et demi (égale au temps prépandémique).
- Une **augmentation de 72 % des conventions signées de volet secondaire (2.980)**, correspondant à un taux de signature de 91 %. Concernant le contenu des conventions, la formation citoyenne est toujours la plus fréquente (93 %), s'en suit l'accompagnement social (74 %), et enfin la formation linguistique (39 %). Plus d'un quart des conventions signées (27 %) portent sur des volets secondaires « complets ».
- **Un nombre quasi identique de modules de Citoyenneté** par rapport à 2022 (131 réalisés en 2023, dont 83 % sont en français ou en arabe) mais avec **une capacité effective qui augmente** de 20 % et qui double par rapport à 2021, avec 2.338 participant-es en 2023. Cette évolution marque la fin des mesures sanitaires avec une capacité médiane de 19 participant-es par module.
- **Une augmentation de 58 % des attestations de fin de volet secondaire (2.543) – et quatre fois plus qu'en 2019 (+361 %).** Le temps médian pour réaliser le volet secondaire diminue considérablement, passant à environ 3 mois, alors qu'en 2022, il s'élevait à 13 mois. Cette évolution est directement liée à la diversification des besoins dans le parcours qui fait varier considérablement les temps pour réaliser celui-ci.
- **La moitié des bénéficiaires ayant terminé le parcours en 2023 avait été admis cette même année**, ce qui correspond à une augmentation de 34 pp. par rapport à 2022. Le temps moyen pour réaliser le parcours a lui aussi diminué fortement : de 27 mois en 2022 à 16 mois en 2023.

En définitive, les changements législatifs ont eu des impacts importants, entraînant une croissance sans précédent du public et une diversification de celui-ci. Cette diversification a engendré **des besoins et des parcours très variés**, particulièrement visibles au niveau des temps de parcours. Du côté des bureaux d'accueil, les travailleurs-euses social-es ont dû faire face à une **augmentation importante de la charge de travail**, avec un empiétement croissant de la charge administrative sur le temps d'accompagnement effectif, conduisant à la **saturation** de leurs services, notamment à VIA et à BAPA-BXL.

PARTIE I : LE CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PARCOURS D'ACCUEIL

1. Contexte institutionnel : élargissement du public et obligation

L'année 2023 est marquée par la consolidation et l'évolution des deux changements législatifs majeurs qui ont affecté l'organisation du travail des BAPAs et leur public. D'une part, **la pleine mise en œuvre de l'obligation de suivi depuis juin 2022**³ et d'autre part, **l'élargissement du public aux personnes étrangères depuis décembre 2022**⁴. Bien que ces changements soient entrés en vigueur en 2022, leur impact sur le public et sur le travail des BAPAs est particulièrement visible cette année, d'où l'importance d'en faire le monitoring.

Cette double modification législative induit en 2023 la distinction de trois sous-catégories de bénéficiaires (*Figure 2*). Notons toutefois que cette distinction n'a déjà plus cours en 2024 dans le nouveau cadre législatif, l'exercice de la compétence ayant été transféré de la COCOF vers la COCOM.

1. **Primo-arrivant-es prioritaires** (non-exempté-es de l'obligation) : toutes les personnes étrangères majeures et de moins de 65 ans, originaires d'un pays hors de l'UE27+ et ne remplissant pas l'une des autres conditions d'exemption⁵, séjournant légalement en Belgique depuis moins de trois ans, et inscrites avec un titre de séjour de plus de trois mois au registre national d'une commune de la RBC.
2. **Primo-arrivant-es non-prioritaires et « ayant droit »** (exempté-es de l'obligation) : toutes les personnes étrangères majeures et de moins de 65 ans, originaires d'un pays de l'UE27+ ou remplissant une des autres conditions d'exemption, séjournant légalement en Belgique depuis moins de trois ans, et inscrites avec un titre de séjour de plus de trois mois au registre national d'une commune de la RBC. Par ailleurs, jusqu'en juin 2023, il faut rajouter à cette catégorie les personnes primo-arrivantes qui étaient inscrites avant l'entrée en vigueur de l'obligation.
3. **Personnes étrangères non-prioritaires et « ayant droit »** : toutes les personnes étrangères majeures, séjournant légalement en Belgique depuis plus de trois ans et inscrites au registre national d'une commune du territoire bilingue de la RBC.

Concernant la capacité d'accueil des sous-catégories de bénéficiaires, l'Arrêté Cocof

³ Arrêté du 5 mai 2022 du Collège réuni de la Commission communautaire commune (M.B., 31 mai 2022) fixant la date d'entrée en vigueur de l'Ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants, de l'Arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2018 portant exécution de l'ordonnance de la COCOM du 11 mai 2017, et de l'Accord de coopération relatif au parcours d'accueil obligatoire en RBC du 20 décembre 2018, dénommé ci-après « Arrêté COCOM 2022 ».

⁴ Décret du 10 juin 2022 de la Commission communautaire française modifiant le décret du 18 juillet 2013 relatif aux parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale (MB du 02/12/2022), dénommé ci-après « Décret COCOF 2022 ».

⁵ Les autres critères sont : le caractère temporaire du séjour (moins d'un an), la fonction de diplomate, le fait d'avoir séjourné légalement et durablement au sein d'un pays de l'UE27+ (et avoir rempli les conditions d'intégration), le fait de composer un ménage avec un ressortissant de l'UE27+, la reconnaissance d'une maladie ou d'un handicap, la possession d'un autre certificat d'intégration, l'inscription précédente dans une autre commune/région où on a été dispensé de parcours d'accueil, et la reconnaissance d'un certificat d'étude organisé par une des trois Communautés belges.

2022/607⁶ prévoit un minimum de 4.000 places pour les PA prioritaires (obligés) sur l'ensemble de la capacité agréée des bureaux d'accueil (en réalité, 5.500 places en 2023 et 6.000 places prévues à partir de janvier 2024). Le public non-prioritaire – PA « ayant droit » et personnes étrangères – se partage les places disponibles.

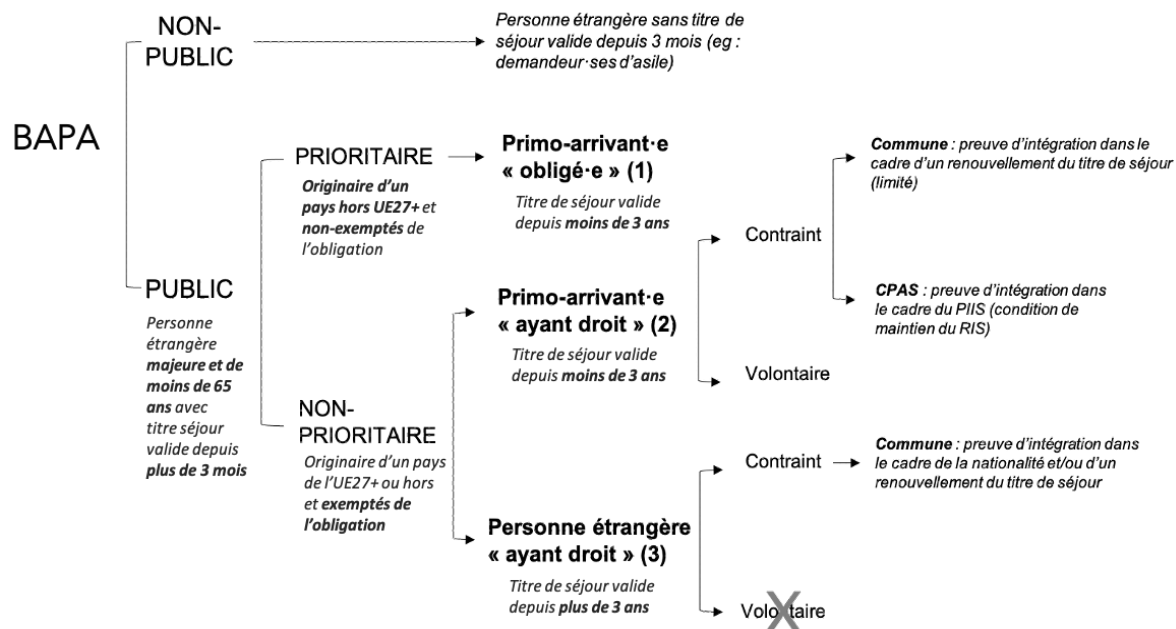


Figure 2. Public des BAPAs selon la catégorie de bénéficiaires

En 2023, le parcours d'accueil pour primo-arrivant·es a été mis en œuvre par trois associations agréées par la Cocof (BAPA) – VIA (2016), BAPA-BXL (2016) et Convivial (2020), mais dans quatre implantations dans la mesure où les activités de VIA se déroulent dans deux implantations distinctes : VIA – Schaerbeek et VIA – Molenbeek. Si VIA et BAPA-BXL ont l'agrément de type 4 (capacité de 2.000 dossiers actifs), Convivial a obtenu l'agrément de type 3 en juillet 2022 (1.500 dossiers actifs) et l'agrément de type 4 fin 2023 en parallèle à l'ouverture de son antenne à Anderlecht début 2024. Ainsi, en 2024, le dispositif comptera 5 implantations pour trois opérateurs.

Comme mentionné précédemment, les changements législatifs ont eu des répercussions sur les bureaux d'accueils. Tout d'abord, les BAPAs ont connu une **croissance massive de leur public**, ce qui a conduit en octobre 2023 à la saturation des deux BAPAs historiques, BAPA-BXL et VIA, avec plus de 2 000 dossiers actifs pour lesquels ils sont agréés. Ces BAPAs ont alors dû mettre en place une liste d'attente, en concertation avec la COCOF, pour les bénéficiaires non-prioritaires⁷.

De plus, cette croissance massive s'est accompagnée d'une **diversification du public** et

⁶ Arrêté 2022/607 du 30 juin 2022 du Collège de la Cocof modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège (MB 31/10/2022), entré en vigueur au 01/06/2022, et dénommé ci-après « Arrêté Cocof 2022/607 ».

⁷ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p.4 ; Rapport d'activités 2023, VIA, p.5

notamment de leur besoins. Les BAPAs ont dû adapter leur formation ainsi que l'accompagnement social selon le contexte de chacun·e.

« Les équipes pédagogiques ont également été éprouvées cette année, devant faire face à des groupes de plus en plus importants, à un public très hétérogène mêlant des personnes arrivées en Belgique depuis moins de 6 mois avec des personnes installées depuis plus de 5 ans et à une intensification de la dispense de formation. Par conséquent, ils ont dû adapter les outils pédagogiques, les contenus, les rythmes, les horaires afin de s'adapter aux besoins et réalités du public et aux moyens logistiques internes. »⁸

Ensuite, ce changement de cadre réglementaire a **renforcé la charge de travail administrative** :

« Cette année a été particulièrement intense pour les équipes de notre bureau d'accueil. En effet, en plus du flux important des nouvelles inscriptions, nous avons dû faire face à une surcharge de travail administratif conséquente avec les suivis des parcours prioritaires (nouvelles attestations, suivis des suspension et exemption auprès des communes etc.) et des parcours volontaires (urgences dans les demandes attestations). Nous avons également subi beaucoup de pressions émanant des personnes étrangères, qui souhaitaient rapidement finaliser leurs parcours et recevoir leur attestation.»⁹

Toutefois, ces changements ne concernent pas seulement les BAPAs mais tout une série d'acteur·trices institutionnels, tels que les communes et les CPAS, qui doivent aussi adapter leur travail et se tenir à jour des modifications. A ce sujet, les BAPAs soulèvent le travail de plaidoyer effectué auprès des communes bruxelloises concernant la reconnaissance des attestations de fin de parcours dans le cadre du code de la nationalité¹⁰.

En ce qui concerne le contexte socio-économique du public, les BAPAs relèvent trois grands enjeux : la précarisation, les troubles psychologiques et l'exclusion numérique. La précarisation augmente les besoins socio-économiques et sociojuridiques (gestion de dette, difficulté à payer les factures d'énergie, retard de paiement des allocations, etc.), les troubles psychologiques rendent difficiles le suivi du parcours et l'orientation vers des soins psychologiques est compliquée par la saturation des services de première ligne. Ces troubles sont parfois liés à des situations de violences intrafamiliales et conjugales qui peuvent aussi déboucher sur des besoins sociojuridiques. Enfin la digitalisation des services publics a augmenté un peu plus l'exclusion sociale. Si les bureaux d'accueil ont continué à développer de nouveaux services spécifiques – hors budget BAPA – pour y répondre (permanence juridique, permanence psychologique, tables de discussion pour femmes, ateliers numériques, etc.), les effets sociaux des changements réglementaires ainsi que de la crise sanitaire ont eu pour conséquence pour les BAPAs : d'une part la gestion du retour d'anciens bénéficiaires (dossiers suspendus), et d'autre part l'augmentation considérable de la charge de travail des travailleurs·euses social·es (tâches administratives et demandes sociales urgentes).

⁸ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p.5

⁹ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p.5

¹⁰ Rapport d'activités 2023, Convivial, p.6 ; Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p. 5

Ensuite, le parcours d'accueil adapté aux Bénéficiaires de la Protection Temporaire Ukrainiens (BPTU) s'est poursuivi jusqu'en fin 2023. Pour rappel, une directive européenne¹¹ a été activée pour absorber l'afflux massif des Ukrainiens fuyant la guerre à partir de 2022. Cette directive donnait droit à ces personnes d'obtenir immédiatement une protection temporaire d'un an, et qui a été ensuite prolongée durant trois ans. Du fait de ce processus et de ce statut de séjour différent, la Cocof a développé et financé dès avril 2022 **un parcours d'accueil BPTU**, et dont le pilier est une formation citoyenne accélérée « Vivre en Belgique » (15h). Si l'évaluation de ce dispositif destiné aux BPTU ne fait pas partie de ce rapport (subventionnement différent), il est évident que l'organisation de ce « parcours BPTU » a constitué une charge de travail supplémentaire pour les BAPAs. À partir de 2024 le public ukrainien suivra directement l'entièreté du parcours d'accueil ; le « parcours BPTU » ayant pris fin par la baisse importante de ce public.

Enfin, cette année a été marquée par la préparation de la « cocomisation » des BAPAs, qui sont devenus des opérateurs d'une politique encadrée par la COCOM – et non plus par la COCOF. Ce changement implique des modifications conséquentes dans le parcours. En effet, à partir de l'année 2024, les volets primaires et secondaires seront fusionnés et il sera possible d'organiser les formations DD (10h) et formations citoyennes (50h) en une seule formation de 60h. De plus, les bureaux d'accueil devront pouvoir accueillir et accompagner des bénéficiaires en français et néerlandais. Ainsi, les directions ont été souvent sollicitées cette année pour travailler à la préparation de ces modifications. Les BAPAs ont également dû adapter leurs outils de communications, répondre à une nouvelle procédure d'agrément et s'approprier les changements de la plateforme APA.

Il convient également de noter que du fait des changements réglementaires la plateforme APA a également subi des modifications et des mises à niveau, notamment avec la liaison de BruWelcome, l'application des communes, pour faciliter la transmission des informations du public prioritaire. Cependant, ces actualisations ont aussi amené à des problèmes techniques entre les plateformes et des bugs qui ont eu un impact tant sur les usagers-ères de la plateforme pendant l'année que sur notre capacité à exploiter certaines données de l'année 2023.

2. Contexte territorial : immigration internationale et primo-arrivant·es

Le parcours d'accueil francophone pour primo-arrivant·es (Cocof) est mis en œuvre sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). Toutefois, certaines données statistiques ne sont disponibles qu'à l'échelle nationale¹², comme les données relatives aux titres de séjour et aux demandes de protection internationale. Les données sur les flux d'immigration internationale et les personnes primo-arrivantes concernent elles la RBC.

¹¹ L'U.E. a activé le 4 mars 2022 la directive « Protection temporaire » (Directive 2001/55/CE du Conseil), qui permet l'octroi d'une protection fondée sur la nationalité et donc d'un statut de séjour dès l'introduction de leur demande, sans examen individualisé de la demande, contrairement à une demande d'asile.

¹² Dans le cadre de ce monitoring, nous n'avons pas trouvé nécessaire de faire une demande plus spécifique – à l'échelle de la RBC. Le cas de la Belgique illustre en effet en premier lieu la situation bruxelloise.

2.1.L'immigration internationale en RBC

En 2023, les personnes étrangères en RBC représentent 37 % de la population régionale. Cette proportion est largement supérieure aux deux autres régions belges (11 % chacune)¹³. De même, la part des personnes nées à l'étranger atteint 60 %, contre 21 % en Wallonie et 19 % en Flandre. Parmi ces personnes nées à l'étranger, en RBC et en Flandre 58 % ont des nationalités hors de la zone UE-27 contre 44 % en Wallonie. Cette part ne cesse d'augmenter depuis les 20 dernières années et montre ainsi la diversification de l'immigration tant en termes de nationalités que de motifs (cf. Infra : titre de séjour). Notons que la France est la première nationalité étrangère depuis 2005 en RBC et représente 6 % de la population de la région (soit 69 984 personnes). Les suivent les personnes ayant la nationalité roumaine, italienne puis marocaine.

La population étrangère récemment arrivée à Bruxelles est importante, en moyenne au cours des cinq dernières années, la Région a accueilli chaque année plus de 47 000 personnes en provenance de l'étranger. Sur les 1 250 000 habitant-es que comprend la Région au 1^{er} janvier 2024, plus de 500 000 n'étaient pas présents 10 ans auparavant : 124 000 personnes sont nées entre 2014 et 2024, 122 000 ont déménagé depuis une autre Région belge, et 260 000 ont immigré depuis l'étranger. En 2024, on peut donc considérer que 21 % des Bruxellois-es sont arrivé-es dans la capitale à la suite d'une immigration internationale au cours des dix dernières années.

2.1.1. Les nationalités des personnes nouvellement arrivées

Le flux des premières entrées internationales se situait depuis 2010 jusqu'à 2021 entre 40.000 et 50.000 personnes (*Figure 3*), c'est-à-dire un volume équivalant à 5 % de la population régionale (sans prise en compte des sorties). En 2022, ce flux entrant a connu une augmentation de 24 % atteignant le seuil maximal depuis 2011 (58.685 nouvelles entrées). Cette augmentation est due principalement à l'importante chute de l'immigration en 2020-21 liée à la pandémie mondiale, mais aussi à l'arrivée massive en 2022 des personnes Ukrainien·nes fuyant la guerre.

En effet, du point de vue des nationalités on observe que la part des personnes du « reste de l'Europe » est en 2022, cinq fois que la moyenne des années précédentes. Les autres nationalités restent relativement stables par rapport à l'année dernière. Les personnes issues des pays membres de l'UE-27 représentent plus de la moitié des premières entrées internationales (51 %), proportion presque inchangée depuis 2011.

¹³ Selon les données de l'IBSA au 1^{er} janvier 2023. Ici une personne étrangère est définie comme une personne n'ayant pas la nationalité belge au 1/01/2023 tout âge confondu.

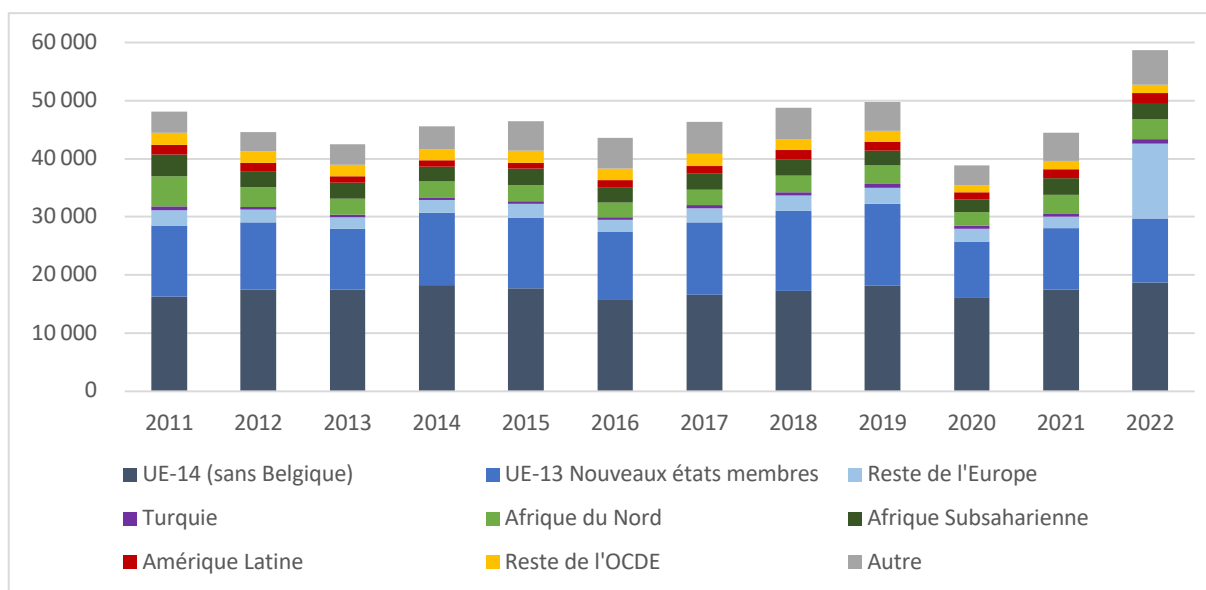


Figure 3. Évolution de l'immigration internationale à Bruxelles entre 2011 et 2022 - par groupes d'âge d'origine (Source : IBSA)

2.1.2. Répartition communales des personnes primo-arrivantes

Dans cette partie, nous nous limiterons à une présentation du stock des personnes primo-arrivantes, prioritaires ou non, par commune. Nous distinguons les PA de l'UE27- exemptés de l'obligation et par conséquent non-prioritaires - et hors de l'UE27. Cette deuxième catégorie comprends en majorité des primo-arrivant-es « *prioritaires potentiels* », mais 1 % (soit 554) de non-prioritaires. Les données que nous détenons ne nous permettent pas d'isoler les quatre États associés à l'Espace Schengen : l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse et dont les ressortissants sont exempté de l'obligation. (Tableau 1). Ces chiffres ne prétendent pas donner une indication sur le volume des personnes soumises à l'obligation, mais plutôt sur la structure spatiale en RBC de ces dernières.

On constate premièrement que cinq communes accueillent plus de la moitié (58 %) des personnes primo-arrivantes : la Ville de Bruxelles (21 %), Ixelles (14 %), Schaerbeek (9 %), Anderlecht (7 %) et Etterbeek (7 %). Ces proportions sont identiques à l'année 2022. Toutefois, si nous regardons la spécificité¹⁴ des personnes primo-arrivantes « potentiellement prioritaires » (hors EU27) dans la commune, plutôt que les effectifs absolus, nous observons un Top 5 différent : Molenbeek (1,50), Evere (1,49), Berchem-Sainte-Agathe (1,29), Jette (1,26) et Anderlecht (1,20). On soulignera encore que les communes de première couronne sud-est, telles qu'Etterbeek, Ixelles et Saint-Gilles, ont des effectifs importants de personnes primo-arrivantes, mais sont moins spécifiques aux ressortissant-es des pays tiers, et par extension aux PA susceptibles d'être prioritaires.

¹⁴ Le coefficient de spécificité représente le rapport entre la proportion de PA « Hors-UE » dans une commune par la proportion totale de l'échantillon dans cette même commune. Si le coefficient est supérieur 1 alors la commune se caractérise par une présence plus importante de PA « hors-UE » que la normale. Au contraire, s'il est inférieur à 1 celle-ci se caractérise par une présence moindre de ce public.

Communes de résidence	UE27	Hors-UE27	Total		Coef. Spécificité des prioritaires
			Effectif	Part	
Anderlecht	3 239	3 654	6 893	7 %	1,20
Auderghem	1 119	1 247	2 366	3 %	1,19
Berchem Ste-Agathe	313	418	731	1 %	1,29
Bruxelles	10 896	8 550	19 446	21 %	1,00
Etterbeek	4 276	2 243	6 519	7 %	0,78
Evere	864	1 675	2 539	3 %	1,49
Forest	1 939	1 291	3 230	3 %	0,90
Ganshoren	570	549	1 119	1 %	1,11
Ixelles	8 677	4 316	12 993	14 %	0,75
Jette	1 146	1 439	2 585	3 %	1,26
Koekelberg	760	767	1 527	2 %	1,14
Molenbeek St-Jean	1 353	2 666	4 019	4 %	1,50
St-Gilles	3 848	2 014	5 862	6 %	0,78
St-Josse-ten-Noode	1 841	1 199	3 040	3 %	0,89
Schaerbeek	4 693	3 670	8 363	9 %	0,99
Uccle	2 681	1 858	4 539	5 %	0,93
Watermael-Boitsfort	410	419	829	1 %	1,14
Woluwe St-Lambert	2 381	2 302	4 683	5 %	1,11
Woluwe St-Pierre	1 420	1 196	2 616	3 %	1,04
Région de Bruxelles-Capitale	52 426	41 473	93 899	100 %	1,00

Tableau 1. Stock de primo-arrivant-es au 1^{er} janvier 2023 selon leur commune de résidence. Source : IBSA et Statbel (Registre national)

2.2. Les titres de séjour des personnes étrangères en Belgique

2.2.1. Les premiers titres de séjour et les motifs en Belgique

En 2022, la Belgique a connu une forte croissance des premiers titres de séjour¹⁵ délivrés, arrivant au chiffre plus important depuis 2010, soit 171 405. Ceci est lié à l'arrivée massive de personnes déplacées suite à la guerre entre l'Ukraine et la Fédération de Russie. Ainsi, contrairement aux années précédentes **la grande part, près de deux tiers (64 %), des premiers titres de séjour ont été délivrés à des ressortissants-es de pays tiers**, soit 109.295 contre 62.110 pour les citoyens·nes européens·nes (Figure 4). Le nombre de premiers titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers a doublé (+105 %) par rapport à 2021 principalement par le nombre de bénéficiaires de la protection temporaire. Ceux-ci représentent près de la moitié des titres de séjour (47 % soit 51.721), parmi lesquelles la grande majorité (99 %) sont des Ukrainiens·nes.

¹⁵ Juridiquement, il serait plus exact de parler de cartes et de documents de séjour, car aucun « titre de séjour » n'est délivré aux citoyens de l'UE. Par facilité de langage, le terme « titre de séjour » est utilisé par Myria pour désigner à la fois les citoyen·nes de l'UE et les citoyen·nes non européens.

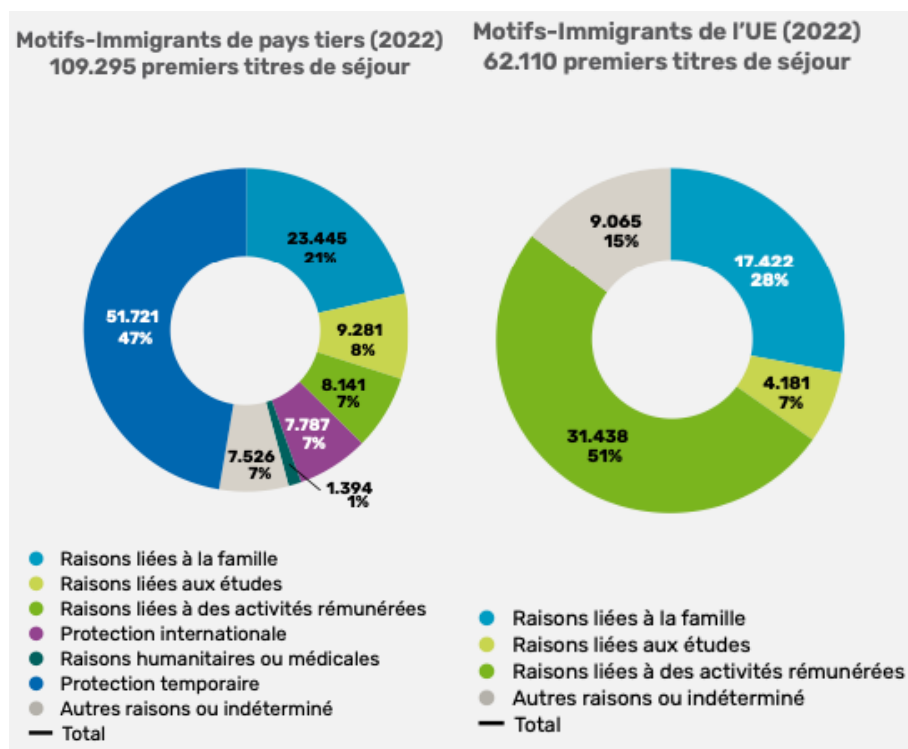


Figure 4. Motifs de délivrance des titres de séjours en Belgique. Source : Myria (2024)

Concernant les motifs de séjour (Figure 4), plus de la moitié des premiers titres de séjour des citoyen·nes de l'UE sont octroyés pour des raisons liées à une activité rémunérée (51 % - et 58 % en y ajoutant les études). Tandis que pour les ressortissants·es de pays tiers, après les protections temporaires, ce sont les raisons familiales (21 %), suivies des études (8 %) et enfin les activités économiques (7 %) et la protection internationale (7 %).

Notons que pour les premières délivrances de titre de séjour, le motif lié à la famille a augmenté de 37 % par rapport à 2020 et de 19 % par rapport à 2018. Si l'on déduit le nombre de protections temporaires en 2022 (BPTU), les raisons liées à la famille représentent 41 % des premiers titres de séjour. Le regroupement familial devient une des principales voies dans l'accès, tandis que l'asile et l'octroi du statut de réfugié diminue en 2023 (cf : *infra*).

2.2.2. L'asile et l'octroi du statut de réfugié·e en Belgique

Pour rappel, après une reprise progressive en 2021 des demandes de protection internationale dans l'ensemble des pays européens suite à la crise sanitaire, l'année 2022 avait été marquée par l'arrivée des Ukrainiens (BPTU). Ce qui avait amené certains pays européens, comme la Belgique, à une année record en termes d'accueil de demandeurs de protection internationale. Cependant, en 2023, la Belgique connaît une diminution de 8 % des premières demandes de protection internationale par rapport à 2022. Au total, en 2023, 29 589 personnes ont introduit pour la première fois une demande de protection internationale.

Au niveau des nationalités, la Syrie est redevenue la première nationalité avec 4 009 premières demandes, soit 14 % du total. Ceci résulte d'une augmentation de 23 % des premières demandes des syriens·nes mais aussi de la chute des demandes des ressortissants·es afghans·nes (-56 %) devenant la troisième nationalité. Les demandes de

protection internationale des personnes palestiniennes augmentent de 18 % par rapport à 2022, se positionnant comme deuxième nationalité avec le plus de demandes, soit 2 963 (10 % du total). Cette croissance peut s'expliquer par la guerre que l'État d'Israël mène dans le territoire Palestinien depuis octobre 2023. Il est fort probable que le nombre de personnes fuyant les massacres continuera d'augmenter en 2024. Ensuite, on retrouve comme en 2022, des Turcs (4^{ème} nationalité), des Erythréens (5^{ème} nationalité), des Guinéens (6^{ème} nationalité) et des Moldaves (10^{ème} nationalité). Alors que le Burundi, la Géorgie et l'Iran sortent des dix premières nationalités en 2023, la RDC, le Cameroun et la Russie font leur (ré)apparition. La RDC connaît une crise humanitaire qui s'aggrave depuis 2021 par le regain de la violence dans le pays. Parmi les pays présents dans le top dix de 2022, la Guinée et la Turquie connaissent les croissances les plus marquantes de 60 % et de 47 % respectivement. Depuis deux ans, les demandes de protection internationale de guinéens ont augmenté suite au coup d'état de 2021.

Ce classement des nationalités selon le nombre de premières demandes de protection internationale diffère toutefois de celui du nombre de décisions de reconnaissance du statut de réfugié ou de protection subsidiaire (*Figure 5*). Deux raisons peuvent l'expliquer. D'une part, un décalage temporel - un délai de plusieurs années dans certains cas – entre les demandes de protection et les décisions de reconnaissance. D'autre part, un taux de refus variable selon les nationalités (*Figure 5*). La comparaison entre les ressortissants-es afghan·nes et syrien·nes en est très symptomatique : alors que le nombre de demandes de reconnaissance des Afghans est plus de deux fois supérieur à celui des Syriens en 2023, le nombre de décisions positives est largement inférieur à celui des Syriens. Ceci s'explique par un taux de refus cinq fois supérieur : 65 % pour les Afghans contre 13 % pour les Syriens. En sachant que le taux de refus -toutes nationalités confondues- est de 55 %, d'autres nationalités connaissent des taux élevés, tels que les Guinéens (74 %). Le taux des ressortissant·es érythréen·nes (10 %) et burundais·es (19 %) est quant à lui plus faible.

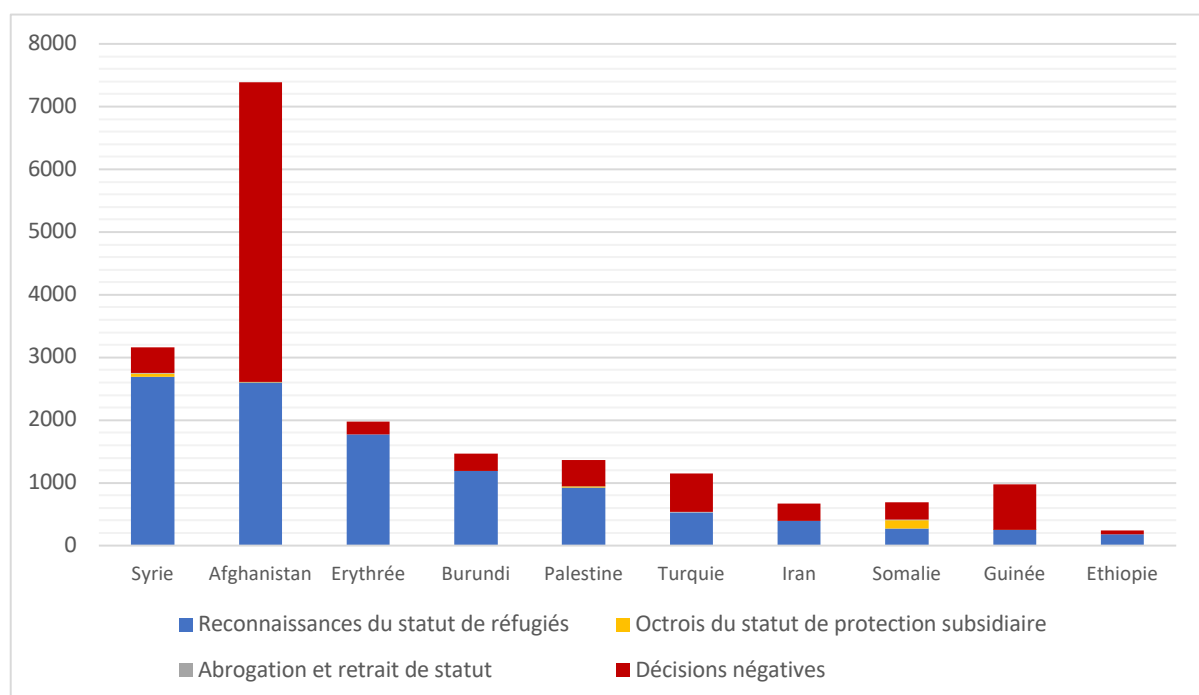


Figure 5. Top 10 des nationalités selon le nombre et le type de décision de reconnaissance du statut de réfugié. Source : CGRA. Statistiques d'asile - Aperçu 2023.

En somme, si les BAPAs ont commencé leur travail dans un contexte migratoire marqué par un afflux exceptionnel de demandes d'asile (la « crise des Syriens » en 2015), la reconnaissance du statut de réfugié a diminué au fil des années malgré sa légère reprise depuis le début de la pandémie avec un taux de refus redescendu sous les 60 % (Figure 6). Ainsi, cette voie d'accès au territoire a eu globalement tendance à se réduire.

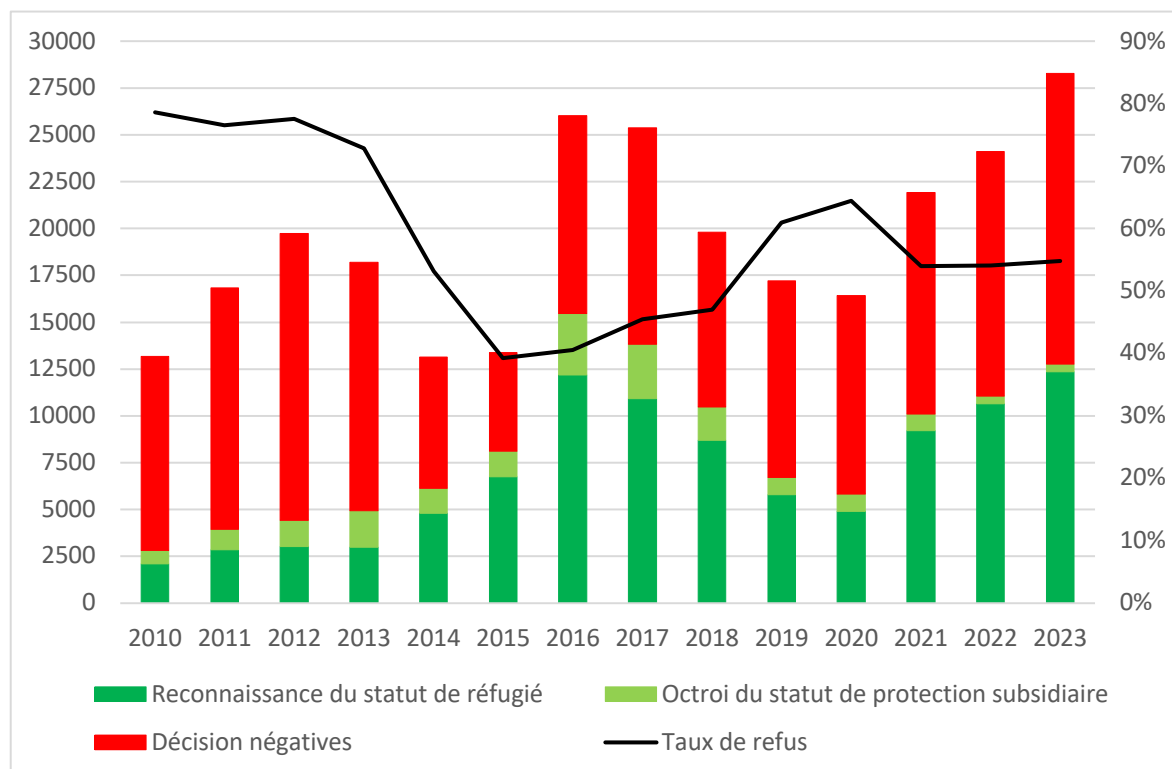


Figure 6. Évolution du nombre de décisions de reconnaissances du statut de réfugié et de protection subsidiaire. Source : CGRA - Statistiques d'asile - Rapports annuels (2010-2023).

PARTIE II : SITUATION GENERALE

Nous présentons tout d'abord les données des BAPAs dans une logique de stock, c'est-à-dire les dossiers actifs à une date précise, en l'occurrence au 31 décembre 2023. Il est crucial de faire une analyse dans une logique de « stock », et non pas seulement dans une logique de « flux » (dossiers admis annuellement), afin de saisir la charge de travail réelle des BAPAs. L'analyse par « stock » permet en effet de mettre en évidence le report de charge annuel (dossiers créés avant 2023, mais toujours actifs). Si ce report de charge est aujourd'hui reconnu financièrement en prenant les dossiers actifs, et non plus les dossiers traités annuellement (flux) comme indicateur du volume de la charge de travail des BAPAs, il importe de le monitorer en le mettant en évidence au regard des ressources humaines.

1. Évolution du stock de dossiers actifs

L'indicateur plus pertinent pour évaluer tant les activités que la charge de travail des BAPAs est l'évolution des dossiers actifs, vu que ces derniers donnent une mesure de l'ensemble des bénéficiaires au sein du parcours, peu importe l'année d'admission et peu importe où se trouve le bénéficiaire au sein du parcours. Au 31 décembre 2023, on dénombre **5.628 dossiers actifs. La moyenne de l'année s'élève à 4.756 dossiers actifs.**

Si nous observons maintenant l'évolution annuelle des dossiers actifs (Figure 7), nous pouvons identifier trois périodes différentes :

- **Une augmentation jusqu'en 2019** : les dossiers actifs connaissent une hausse constante pendant les premières années qui représentent la période de développement et d'adaptation à la demande. Cette évolution est caractéristique d'un service public qui atteint son « rythme croisière » en 2019.
- **Une diminution entre 2020 et 2022.** Cette période est marquée par une stagnation suivie d'une importante diminution des dossiers actifs liée aux effets de la pandémie de Covid-19 et à l'anticipation de l'entrée vigueur de l'obligation (campagne d'archivage des « faux dossiers actifs »).
- **Une forte croissance en 2023** : Cette année, les BAPAs connaissent une augmentation significative de leur dossiers actifs, avec **une hausse de 69 %** par rapport à 2022 (3.340 dossiers). Il convient également ici de le comparer avec les chiffres pré-pandémiques, il s'agit d'une augmentation de 15 % par rapport à 2019. Cette croissance s'explique par la première année où le régime d'obligation et d'élargissement du public sont pleinement mis en œuvre.

En ce qui concerne l'évolution des suspensions, la Figure 7 ci-dessous, donne à voir une chute de 81 % du stock des dossiers suspendus le 31/12/2023, comptant seulement 563 dossiers. Cette diminution s'explique par des archivages de plus en plus récurrents de dossiers suspendus. Cependant, ces dossiers ne représentent pas seulement des dossiers totalement clôturés ; certain-es bénéficiaires sont amené-es en effet à revenir dans le parcours. C'est le cas, par exemple, de nos jours pour des personnes étrangères qui reviennent dans le parcours dans le cadre d'une demande de nationalité et qui avaient auparavant effectué le seul module de droits et devoirs (contrainte des communes et/ou CPAS dans le cadre du renouvellement du titre de séjour ou du maintien du RIS).

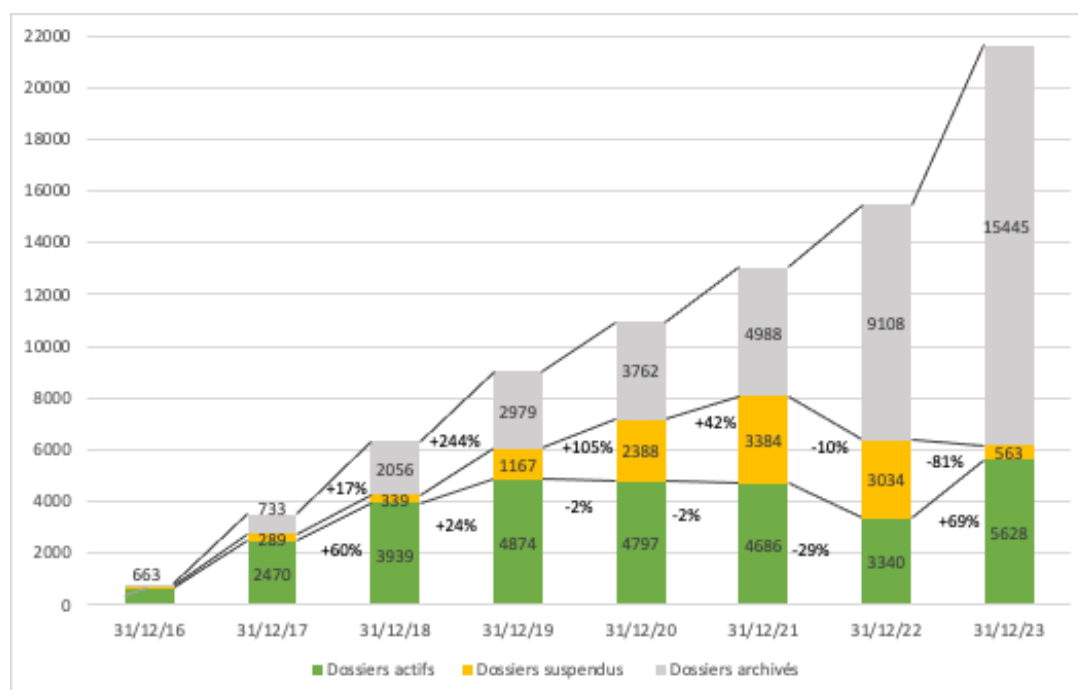


Figure 7. Évolution annuelle des dossiers actifs, suspendus et archivés. Source : APA (extraction 2024).

Au niveau des BAPAs, au 31 décembre 2023, les dossiers actifs se répartissent comme suit : **39 % à BAPA-BXL, 37 % à VIA, 24 % à Convivial**. Nous observons que les chiffres s'équilibrent de plus en plus entre les bureaux d'accueil. En termes de catégorie de bénéficiaires, au 31/12/2023 environ 35 % sont des primo-arrivant-es prioritaires, 45 % des primo-arrivant-es non-prioritaires et 21 % des personnes étrangères non-prioritaires.

Au-delà de l'évolution annuelle et mensuelle des dossiers actifs, il est aussi important de s'intéresser à leurs statuts au sein du parcours d'accueil au 31 décembre 2023 (*Tableau 2*). On notera que seul 40 % des dossiers actifs en 2023 se trouvent en volet secondaire. En comparant les catégories de public, nous observons que cette part est de 30 % pour le public prioritaire et de 45 % pour le public non-prioritaire. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'une partie des primo-arrivant-es ayant droit sont des anciens dossiers (avant l'obligation), mais aussi par le fait que les personnes étrangères sont très vite en volet secondaire (FOCI).

Statut des dossiers actifs	PRIORITAIRE			NON-PRIORITAIRE			TOTAL		
	Effectif	Part	Cumulée	Effectif	Part	Cumulée	Effectif	Part	Cumulée
Données en cours	0	0 %	0 %	1	0 %	0 %	1	0 %	0 %
Admis	5	0 %	0 %	229	6 %	6 %	234	4 %	4 %
Volet primaire en cours	262	13 %	14 %	259	7 %	13 %	521	9 %	13 %
Dossier ouvert	342	18 %	31 %	473	13 %	26 %	815	14 %	28 %
Dossier traité	284	15 %	46 %	332	9 %	35 %	616	11 %	39 %
Volet primaire complet	482	25 %	71 %	725	20 %	55 %	1207	21 %	60 %
Convention générée	178	9 %	80 %	382	10 %	65 %	560	10 %	70 %
Volet secondaire en cours	368	19 %	99 %	1225	33 %	98 %	1593	28 %	99 %
Volet secondaire terminé	24	1 %	100 %	57	2 %	100 %	81	1 %	100 %
Total Dossiers actifs	1945	100%		3683	100%		5628	100%	

Tableau 2.statuts des dossiers actifs au 31 décembre 2023. Source : APA (janvier 2024).

2. Évolution des flux d'admissions et des fins de parcours

Nous exposons ici l'évolution annuelle des flux de personnes nouvellement admises (entrées) et des personnes ayant terminé le parcours (sorties) par rapport au stock de dossiers actifs. En 2023, **6.255 personnes sont admises dans le parcours** ce qui représente plus du double (+161 %) qu'en 2022. A l'inverse, **2.543 bénéficiaires ont terminé le parcours**, soit 58 % de plus qu'en 2022. Ensuite, la répartition des catégories de bénéficiaires de la totalité du public est assez équilibrée où 36 % sont des primo-arrivant-es prioritaires, 33 % des personnes étrangères et 31 % des primo-arrivant-es non-prioritaires (Figure 8). En comparant cette répartition avec celle du stock au 31 décembre 2023, on observe que la proportion des primo-arrivant-es prioritaires est similaire, avec une différence d'un point de pourcentage en moins pour le stock. Cependant, il y a une différence notable pour les personnes non-prioritaires : la part des personnes étrangères du stock est de 21 % contre 33 % du flux, tandis que pour les primo-arrivant-es ayant-droit elle est de 45 % (stock) contre 31 % (flux).

Au niveau des BAPAs, nous observons des disparités dans la composition des catégories de bénéficiaires. Tout d'abord, Convivial est réparti assez uniformément (35 %-35 %-30 %) par rapport aux autres BAPAs et par rapport à la distribution total des personnes admises (36 %-32 %-33 %) (Figure 8). C'est entre les deux BAPAs historiques qu'il existe des grandes différences, là où le public de BAPA-BXL est pour presque la moitié prioritaire (contre 27 % à VIA), à VIA se sont les personnes étrangères qui dominent (soit 42 %). Ces différences seront analysées plus en profondeur dans les profils des publics admis (cf : Partie III).

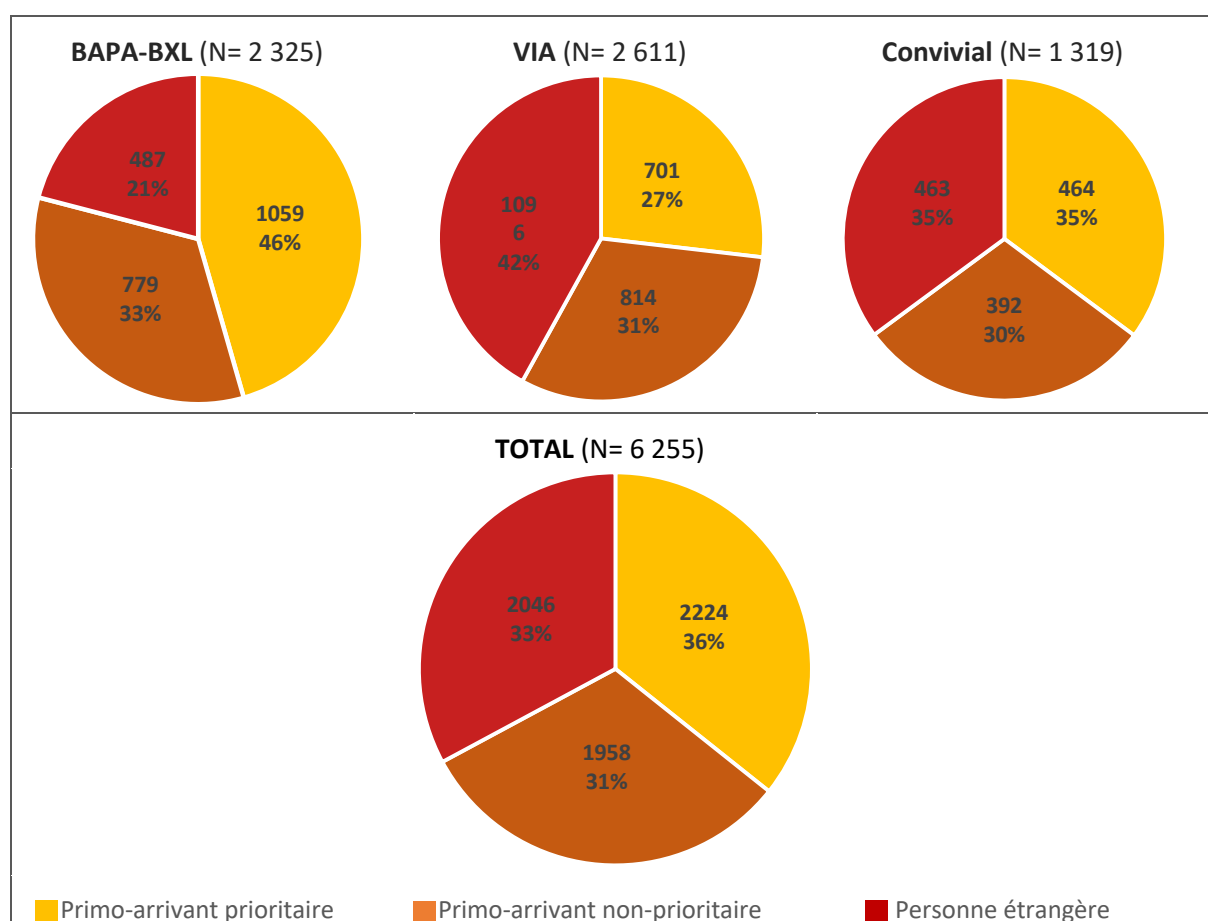


Figure 8. Répartition des bénéficiaires admis en 2023 par BAPA et selon la catégorie du public. Source : APA (extraction 01/24).

En comparant l'évolution des personnes admises avec celle des dossiers actifs, on constate qu'entre 2019 et 2022, bien que le nombre de personnes admises n'augmente pas, voire même diminue en 2020, le nombre de dossiers actifs, lui, continue de croître (*Figure 9*). Cela s'explique par le stock de dossiers actifs, qui était reporté chaque année et qui restait souvent actif pendant une longue durée. C'est pourquoi les BAPAs ont procédé à une opération d'archivage de ces dossiers, après reprise de contact pour évaluer la situation de ces bénéficiaires. Pour la première année depuis 2017, le nombre de personnes admises est supérieure au nombre de dossiers actifs. Ce qui résulte d'une part, d'un stock de dossiers actifs d'années précédentes plus faible et d'autre part, d'une augmentation du flux sortant, notamment de parcours terminés.

Notons que **la moitié des bénéficiaires ayant obtenu une attestation de fin de volet secondaire cette année ont été admis cette même année** (cf. infra : partie IV, Figure 35). En effet, on aperçoit des parcours différenciés selon la nature des besoins de chacun·e, qui se traduisent également en des temps de parcours distincts.

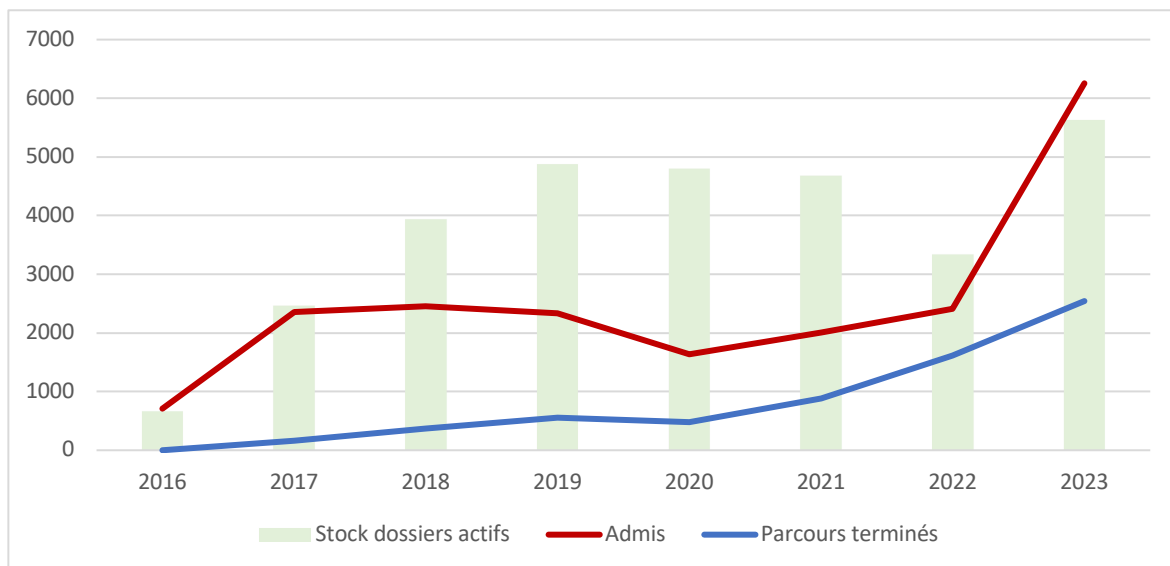


Figure 9. Évolution annuelle des flux d'admissions et de parcours terminés par rapport aux stocks de dossiers actifs. Source : APA (extraction 2024)

Dans ce sens, analysons la durée du parcours. En 2023, en moyenne les bénéficiaires admis on finit le parcours d'accueil en 16 mois, alors que ce temps moyen en 2022 de 27 mois. Cette forte diminution peut s'expliquer par les disparités existantes du temps de parcours selon la catégorie des bénéficiaires (Figure 11).

Les personnes primo-arrivantes prioritaires ont une durée moyenne de parcours de 7 mois, ce qui est favorable, sachant qu'elles sont contraintes de terminer le parcours en maximum 18 mois. Cette moyenne s'explique par les efforts que les BAPAs ont fait pour tenter de réduire le temps du parcours face à la pression des 18 mois mais aussi par le caractère prioritaire de celui-ci. Cependant, ce temps risque d'être plus élevé dans un contexte de saturation.

Ensuite, parmi les bénéficiaires non-prioritaires, les personnes étrangères ont également une moyenne de 7 mois, même si elles ne sont pas prioritaires. Cela s'explique par le fait qu'un nombre significatif d'entre elles ne suivent pas de module linguistique, ce qui

raccourcit davantage le parcours. Au contraire, le public primo-arrivant non-prioritaire a des durées moyennes de parcours beaucoup plus longues, soit de près de deux ans. De plus, la dispersion de la durée du parcours, c'est-à-dire la variation des temps de parcours, est beaucoup plus grande par rapport aux autres publics. Cet écart s'explique tout d'abord par le caractère non prioritaire, mais aussi parce que l'obtention d'une attestation n'est pas toujours une nécessité. En ne clôturant pas le parcours, ils maintiennent la possibilité de poursuivre l'accompagnement social. Enfin, ils-elles sont plus enclines à suivre des cours de langues. A ce sujet, nous observons que le fait de ne pas suivre des cours de langues raccourcit considérablement le temps médian (5 mois) et moyen (9 mois) du parcours (*Figure 12*). Cependant, d'importantes différences existent entre les filières linguistiques, où la moitié du public alpha met plus de 3 ans à finir le parcours, tandis que la moitié des bénéficiaires en FLE A met plus de 2 ans. Ainsi, même s'il existe une grande dispersion des temps au sein des filières, plus la filière linguistique est « élevée », plus le temps médian du parcours diminue (plus ou moins 1 an entre chaque filière).

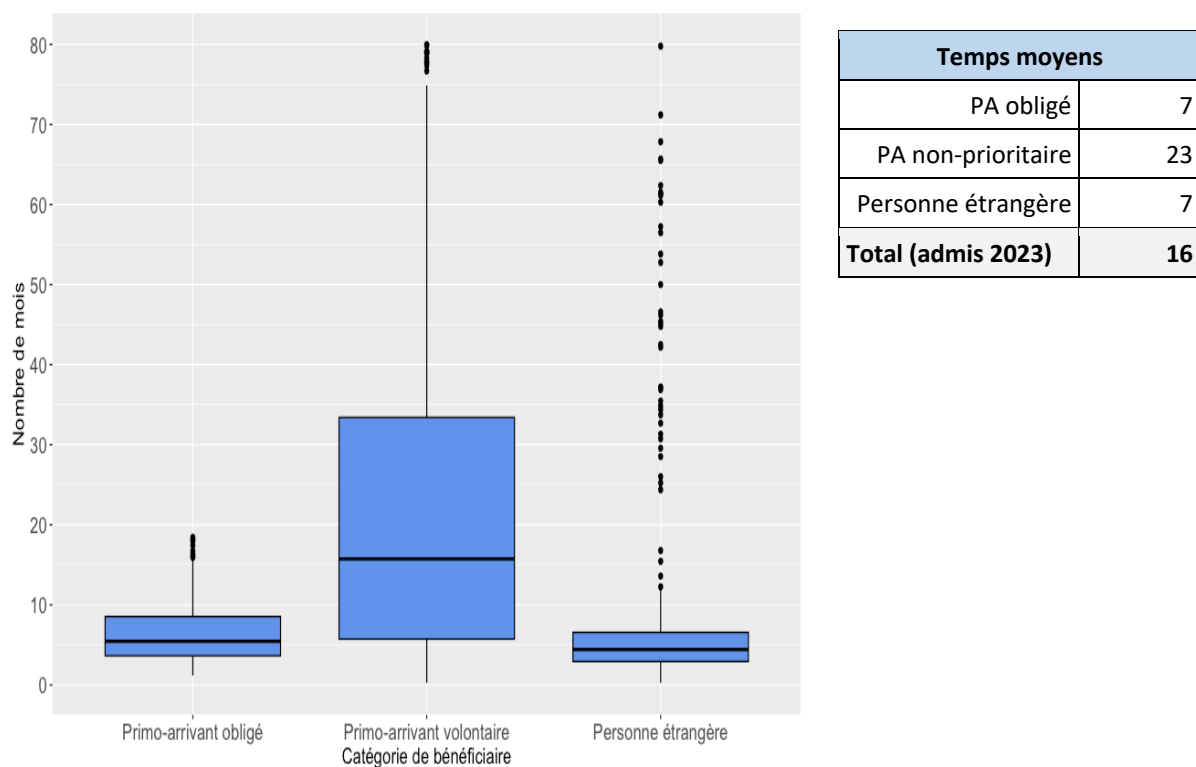


Figure 10. Dispersion du temps en mois pour effectuer le parcours selon la catégorie de bénéficiaire. Source : APA (extraction janvier 2024)

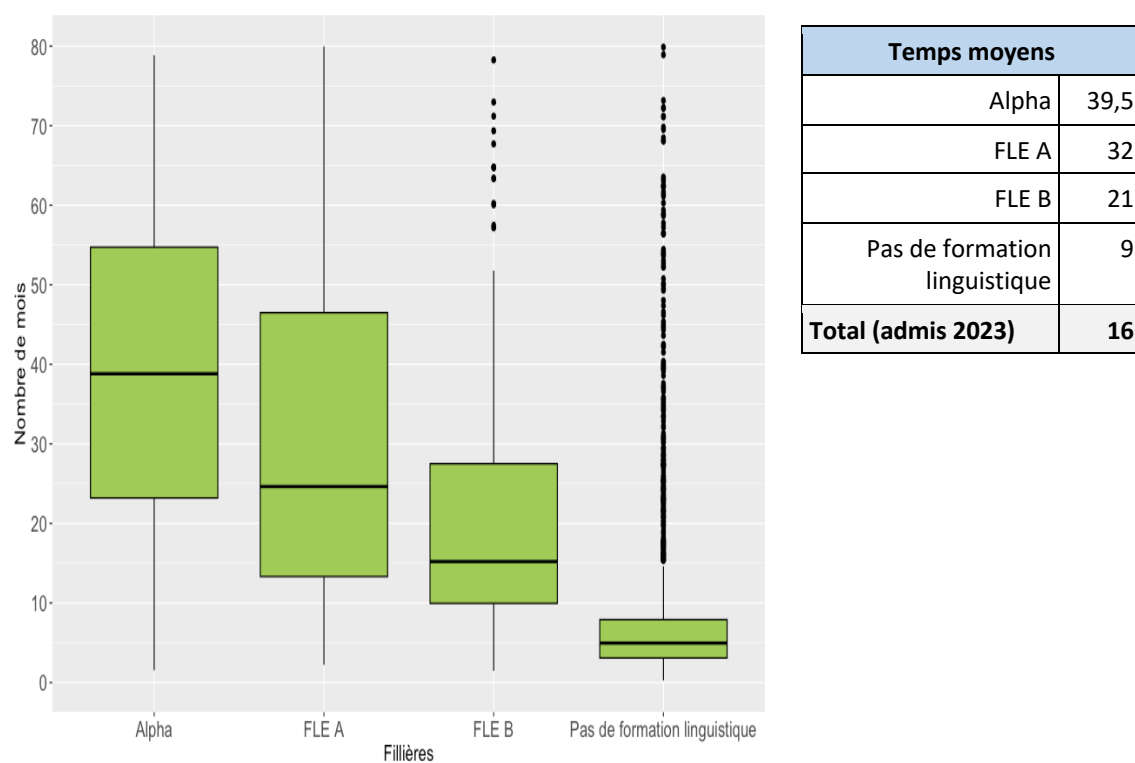


Figure 11. Dispersion du temps en mois pour effectuer le parcours selon les modules de formation linguistique. Source : APA (extraction 2024).

Notons que finir le parcours avec une attestation ne représente pas le seul moyen de « sortir » du parcours, il existe aussi les abandons pour les personnes non-prioritaires. Cette année nous ne sommes pas en capacité de les estimer pour des raisons techniques liées à la plateforme informatique (APA). Pour les BAPAs, les abandons de parcours peuvent être expliqués par une situation où le besoin (ou une partie de celui-ci) disparaît – ce que l’un d’entre eux¹⁶ appelle « l’ancrage » : quand par exemple le bénéficiaire trouve un emploi, a acquis suffisamment de maîtrise du français au regard de ses propres besoins, a trouvé une autre façon pour obtenir une preuve d’intégration pour la nationalité, déménage dans une autre région ou autre pays etc. Ils peuvent également être expliqués par une situation où d’autres éléments réduisent la disponibilité du bénéficiaire dans le suivi de son parcours – à savoir, « le décrochage », quand par exemple le bénéficiaire a perdu son titre de séjour, est incapable de s’adapter aux contraintes et exigences du parcours, etc. L’abandon peut traduire l’existence de motivations extrinsèques, qui peut ainsi lui faire perdre son sens. Cette année nous ne sommes malheureusement pas en mesure de calculer le taux d’abandon du fait de problèmes techniques dans l’historique des dossiers suspendus ou archivés, parfois effectués de façon automatique.

3. Les suspensions

Avec la mise en place de l’obligation, la nature des suspensions a changé ainsi que les acteurs qui peuvent l’octroyer. La commune peut désormais suspendre le parcours d’une personne prioritaire. Comme évoqué précédemment, ces changements ont impliqué une importante modification dans la plateforme APA, utilisée par les BAPAs, avec la liaison de la plateforme de la commune BruWelcome. Parmi les 573 dossiers suspendus au 31/12/2024, 47 % sont des personnes primo-arrivantes non-prioritaires, 41 % des prioritaires et 12 % des personnes étrangères (Tableau 3). Si les primo-arrivant-es non-prioritaires sont les plus nombreux-euses à être en suspension, sans y être obligés, c’est parce qu’ils-elles sont souvent contraint-es de suivre le parcours par les CPAS et ont donc besoin d’une attestation.

Motifs de suspensions	Primo-arrivant prioritaire		Non-prioritaire				Total	
	Effectif	Part	Primo-arrivant		Personne étrangère		Effectif	Part
Suspension par la commune	101	43 %	0	0 %	0	0 %	101	15 %
Perte ou interruption de séjour	4	2 %	6	2 %	0	0 %	10	1 %
Professionnelle ou formation	20	9 %	146	54 %	31	46 %	197	28 %
Raison de santé	4	2 %	59	22 %	17	25 %	80	11 %
Raisons liées à la naissance et à la garde d'enfants	9	4 %	51	19 %	16	24 %	76	11 %
Raison familiale	1	0 %	4	1 %	4	6 %	9	1 %
Déménagement	2	1 %	3	1 %	0	0 %	5	1 %
Autre par AS	94	40 %	1	0 %	0	0 %	95	13 %
Total	235	100 %	270	100 %	68	100 %	573	100%

Tableau 3. Motifs de suspensions selon la catégorie de bénéficiaires au 31/12/23. Source : APA (2023)

¹⁶ Cf. Rapport d’activités, VIA, p.56.

En ce qui concerne les motifs de suspensions, comme évoqué en introduction (méthodologie), des problèmes techniques sont survenus en 2023 nous empêchant d'analyser les motifs du public prioritaire. Pour ce qui est du public non-prioritaire, **les raisons liées à l'emploi ou à la formation sont les plus fréquentes**, pour 54 % des primo-arrivant·es et pour 46 % des personnes étrangères. Ensuite, ce sont les raisons liées à la santé puis à la naissance et à la garde d'enfants.

Les BAPAs soulèvent la charge de travail administrative qu'implique de suspendre les dossiers des personnes prioritaires et assurer le suivi avec la commune. Notamment pour les personnes qui travaillent et qui doivent apporter des « preuves » tous les trois mois¹⁷. Notons que la nouvelle réglementation COCOM (arrêté d'exécution) prévoit à partir du 1^{er} janvier 2024 d'allonger le délai de suspension de 3 à 6 mois. De plus, Convivial déclare que le public prioritaire qui travaille rencontre des difficultés à obtenir des documents pour suspendre le parcours du fait d'horaires variables ou de contrats intérimaires qui rendent difficile même de suivre des formations en décalé. Dans d'autres cas, des bénéficiaires peinent à demander cette attestation à leur employeur¹⁸.

4. Saturation et ressources humaines

La saturation des deux BAPAs historiques est survenue en octobre 2023 par la mise en place de l'obligation et l'élargissement du public qui ont fait exploser le nombre de dossiers actifs. De plus ces deux changements législatifs se sont accompagnés d'un alourdissement du travail administratif, notamment pour les suspensions du public prioritaire ou les demandes de nationalités¹⁹.

4.1. Liste d'attente

A partir d'octobre 2023, un système de liste d'attente s'est mis en place suite à la saturation des deux BAPAs historiques. Pour rappel, on parle de saturation lorsqu'un des bureaux atteint plus de dossiers actifs que celui pour lequel il est agréé, soit plus de 2 000 dossiers actifs pour BAPA-BXL et VIA et plus de 1 500 dossiers pour Convivial (en 2023). La durée de la liste d'attente a été fixée à 3 mois, délai après lequel le bénéficiaire non-prioritaire peut se représenter. Pendant ces trois mois, il ne pourra pas s'inscrire dans un autre BAPA. Ensuite, s'il se représente après 3 mois, il pourra soit commencer le parcours soit être remis en liste d'attente si le BAPAs continue à être saturé²⁰. S'il ne le fait pas, le dossier sera archivé et ce dernier pourra alors s'inscrire dans n'importe quel BAPA.

La mise en place d'une liste d'attente pour les personnes non-prioritaires, soit les personnes étrangères et les primo-arrivant·es ayant-droit, s'est décidée en concertation avec la COCOF. Cette mesure a été mise en place pour pouvoir assurer des places aux personnes prioritaires qui sont contraintes par le temps. **Au 16 janvier 2024²¹, au total 341 bénéficiaires sont en liste d'attente**, dont 210 sont à VIA et 131 à BAPA-BXL.

¹⁷ Rapport d'activités 2023, VIA, p.9 ; Rapport d'activités 2023, Convivial, p.10.

¹⁸ Rapport d'activités 2023, Convivial, p.10.

¹⁹ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p12 ; Rapport d'activité 2023, VIA, p43.

²⁰ Rapport d'activités 2023, VIA, p. 10

²¹ Pour la liste d'attente nous ne pouvons pas savoir le stock au 31 décembre 2023 car il n'existe pas d'historique pour cette information.

4.2. Les ressources humaines

En 2023, on dénombre 49 travailleurs-euses social-es dans les trois BAPAs, 10 de plus que l'année dernière et 20 de plus depuis le début de la politique. Cette augmentation semble logique au vu de l'augmentation des dossiers actifs ainsi que des dossiers admis et actifs. Au niveau des BAPAs, on observe que VIA s'agrandit de 5 travailleurs-euses (24 au total)²² et Convivial de 6 (13 au total)²³ par rapport à 2022. Tandis que l'équipe de travailleurs-euses social-es à BAPA-BXL reste stable (12 au total)²⁴.

L'arrêté du Collège du 18 janvier 2024 attribue un nombre de base d'ETP (Équivalent temps plein) en fonction de la catégorie d'agrément des bureaux d'accueil. En 2023, ce nombre de base était fixé à 40 ETP pour les travailleurs-euses sociales pour l'ensemble des BAPAs. Ce chiffre peut ainsi estimer la charge de travail à **140 dossiers actifs/ETP** pour l'année 2023. Si l'on prend en compte les taux horaires des **travailleurs-euses sociaux effectifs** au 31/12/23, il en ressort que les BAPAs comptaient 38 ETP²⁵, ce qui élève la moyenne à **150 dossiers actifs/ETP**. Cependant, cette moyenne masque des disparités entre les différents BAPAs et entre les travailleurs-euses. Il est difficile d'imaginer qu'un ratio de 150 dossiers par travailleur-euse permette de garantir un accompagnement social dans les meilleures conditions, d'autant plus que la part de travail administratif dans l'accompagnement a considérablement augmenté (information concernant les demandes de nationalités, reprise de contact avec les bénéficiaires, adaptation des conventions, multiplication des attestations, etc.). En effet, tant les résultats du rapport de recherche 2023 du CRAcs que les rapports d'activité des BAPAs semblent indiquer une situation de surcharge pour les travailleurs-euses sociaux suite aux modifications législatives.

Ainsi, la saturation a eu un impact sur la qualité de l'accompagnement social, qui est devenu de plus en plus court, et sur la nature du travail des accompagnateurs-trices sociales²⁶. En effet, face à cette situation les assistants-es sociaux ressentaient une perte de sens dans la réalisation de leurs missions devenues de plus en plus administratives notamment par la multiplication de demandes d'attestations. C'est le cas par exemple des personnes étrangères dont les demandes d'accompagnement consistent majoritairement en la délivrance d'attestations²⁷. L'augmentation de cette charge administrative se fait également au détriment de l'accompagnement « effectif », qui vise aux besoins liés à l'installation et l'insertion des personnes migrantes.

En définitive, même si deux BAPAs ont recruté, cela ne semble pas suffisant au vu de la forte croissance des inscriptions et des dossiers actifs en 2023. La charge de travail s'accroît donc pour les travailleurs-euses sociaux des BAPAs.

²² Rapport d'activités 2023, VIA, pp.60-31.

²³ Rapport d'activités 2023, Convivial, p.53.

²⁴ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, pp 96-97.

²⁵ Il s'agit des ETPs effectifs, soit le nombre d'ETP en décembre 2023 (sans les personnes en congés longue durée). Les données concernant le nombre d'ETP ont été transmises directement par les BAPAs.

²⁶ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p.12.

²⁷ Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p.5.

PARTIE III : PROFILS DES BENEFICIAIRES ADMIS/INSCRITS

Nous présenterons dans cette partie les données uniquement dans une logique de flux, à savoir l'ensemble des personnes nouvellement inscrites durant l'année 2023.

Pour rappel, une personne *inscrite* est une personne qui sera admise et suivra effectivement le parcours d'accueil. Ceci étant, nous ne prenons pas en compte ici les *personnes accueillies* dans les BAPAs qui ne seront finalement pas admises dans le parcours d'accueil, quand bien même cet accueil est une charge de travail non négligeable pour les opérateurs : 1319 personnes – soit 21 % du public inscrit²⁸. Cette prise en charge consiste bien souvent en une « réorientation », et de plus en plus dans un contexte de saturation, en une « dissuasion » de faire le parcours après un travail de « screening » des conditions d'accès et de contrainte des bénéficiaires par les personnes de l'accueil ou des AS²⁹. C'est le cas en particulier pour les personnes dites « étrangères » qui auraient déjà une preuve valable de leur effort d'intégration (travail, étude, etc.).

Dans cette partie, nous présentons le profil socio-démographique des personnes inscrites en 2023 en suivant une approche évolutive et comparative avec les années précédentes. Nous ventilons par ailleurs les indicateurs selon les trois catégories administratives des bénéficiaires (*cf. surpa*).

1. Évolution des admissions en 2023

En 2023, **6 255 personnes ont été admises dans le parcours d'accueil**, soit près de trois fois plus qu'en 2022 (2 396 dossiers). Les BAPAs ont ainsi connu une explosion du nombre d'inscriptions (*Figure 12*) due aux deux importants changements législatifs, l'obligation à la mi-année 2022 d'une part, et l'ouverture du parcours aux personnes étrangères fin 2022 d'autre part. Cette augmentation des publics a amené à **une saturation des deux BAPAs historiques BAPA-BXL (2325 inscriptions, soit 37 %) et VIA (2611 inscriptions, soit 42 %)** et à la mise en place fin octobre 2023 **de listes d'attentes pour le public non-prioritaire**.

En ce qui concerne Convivial, nous observons une croissance considérable de son public, un effectif presque quatre fois plus important (soit +279 %) qu'en 2022 et qui atteint 21 % du public total des BAPAs (contre 15 % en 2022). Ces chiffres devraient continuer à croître en 2024 avec l'ouverture d'une nouvelle antenne de Convivial à Anderlecht en janvier 2024 accompagnée de son passage en Catégorie IV afin de gérer jusqu'à 2 000 dossiers actifs.

Parmi ces inscriptions en 2023, on observe une **relative équirépartition entre les trois sous-catégories de bénéficiaires** : si le public prioritaire domine légèrement (36 %), suivent les personnes étrangères (33 %) et les primo-arrivant-es ayant-droit (32 %). Nous observons par ailleurs que la part du public prioritaire ne cesse de s'accroître pendant toute l'année 2023.

A l'inverse, alors que l'année 2023 commençait avec une majorité de personnes étrangères inscrites, cette catégorie de bénéficiaires décroît progressivement pour enfin se stabiliser

²⁸ Cf. Rapports d'activités de 2023 des BAPAs. Une augmentation de 61 % par rapport à 2022.

²⁹ Rapport d'activités 2023, VIA, p14.

(Figure 13). Cette évolution trimestrielle – et en particulier les chiffres du quatrième trimestre 2023 – illustre une répartition plus attendue dans un régime d’obligation pleinement mise en œuvre : une part de plus en plus petite des publics non-prioritaires au détriment du public prioritaire. Cependant, il ne faut pas négliger l’impact au 4^{ème} trimestre de la mise en place des listes d’attentes pour les publics non-prioritaires.

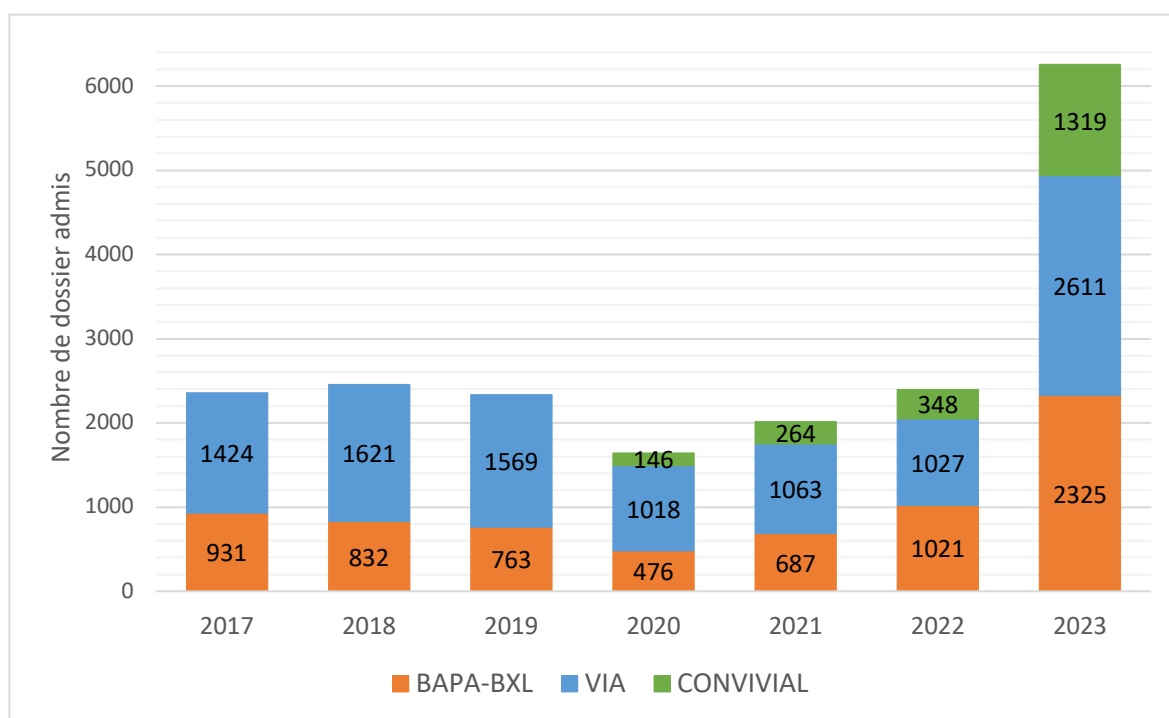


Figure 12. Nombre de personnes admises par BAPA (2017 - 2023). Source : APA (extraction janvier 2024)

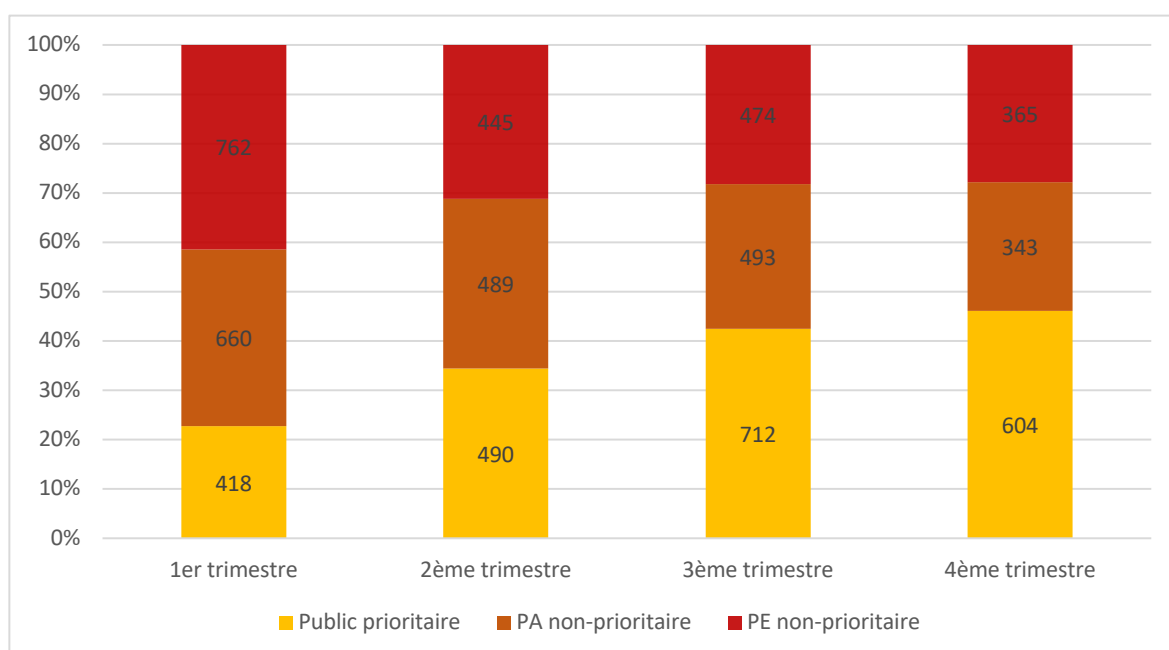


Figure 13. Répartition des personnes admises en 2023 par trimestre et selon le type de bénéficiaires. Source : APA (extraction janvier 2024)

2. Situation sociodémographique : genre, âge et composition du ménage

En 2023, le public des BAPAs continue d'être majoritairement féminin : 61 % du public admis sont des femmes, contre 39 % d'hommes³⁰. Au niveau des opérateurs, si BAPA-BXL à une répartition similaire, on note une part plus importante d'hommes à Convivial (+ 6 %) et une part légèrement plus grande de femmes à VIA (+2 %).

En ce qui concerne l'âge, nous observons la poursuite du vieillissement du public des BAPAs. La médiane d'âge est de 36 ans ; ce qui représente 2 ans de plus qu'en 2022 et 4 ans de plus qu'en 2021. Cette tendance s'explique notamment par l'arrivée des personnes étrangères dans le parcours qui ont une médiane d'âge plus importante que le reste. En effet, en 2023, la moitié des personnes étrangères ont 39 ans ou plus contre 36 ans pour le public prioritaire. Il reste à voir si c'est une tendance qui perdurera ou s'il s'agit d'un fait conjoncturel attribuable aux changements législatifs ayant permis l'accès au parcours à des personnes qui, pendant longtemps, ne trouvaient pas une telle offre. Le BAPA VIA exprime d'ailleurs, dans son rapport d'activité 2023, la difficulté à toucher un public plus jeune, ce qui l'a poussé à adapter des FOCIs spécifiquement pour ce public de jeunes adultes à partir d'octobre 2022³¹.

	Public prioritaire		Public non-prioritaire				Total		
			PA ayant-droit		Personnes étrangères				
Groupe d'âge	Effectif	Part	Effectif	Part	Effectif	Part	Effectif	Part	Cumulée
18-24 ans (et moins)	277	12 %	197	10 %	131	6 %	605	10 %	10 %
25-34 ans	944	42 %	808	41 %	572	28 %	2324	37 %	47 %
35-44 ans	667	30 %	653	33 %	828	40 %	2148	34 %	81 %
45-54 ans	256	12 %	232	12 %	406	20 %	894	14 %	95 %
55-64 ans (et plus)	80	4 %	95	5 %	109	5 %	284	5 %	100 %
Total	2224	100 %	1985	100 %	2046	100 %	6255	100 %	

Tableau 4. Répartition du public admis selon le groupe d'âge et le sous-type de bénéficiaires. Source : APA (extraction janvier 2024)

Passons maintenant à la composition des ménages (Tableau 5). Parmi les situations familiales connues (soit 83 %)³², nous retrouvons comme les années précédentes une plus grande part de couples avec enfant(s) dans le ménage soit 42 %, et cette part est deux fois plus élevée chez les femmes. Cette catégorie est surreprésentée par rapport à la réalité de la population étrangère bruxelloise, selon les données de l'IBSA de 2023, où seulement 25 % sont des couples avec enfants³³. Cela peut s'expliquer, comme nous le verrons plus loin, par la prédominance de personnes et plus concrètement de femmes en situation de regroupement familial dans le parcours. De plus, les familles monoparentales ont connu une légère augmentation en 2023 soit 15 % contre 12 % en 2022, tandis que la part des personnes isolées dans le parcours a diminué (15 % en 2023 contre 17 % en 2022). Cette

³⁰ Les autres catégories (Autre et inconnue) représentent 23 bénéficiaires, soit 0,4 %.

³¹ Cf. Rapport d'activités 2023, VIA, p.19

³² La proportion élevée de situations familiales inconnues est due à des données insuffisantes et parfois contradictoires qui ne permettent pas de classer les individus dans des catégories précises.

³³ Selon les données sur les ménages de l'IBSA au 1^{er} janvier de 2023.

dernière catégorie continue à être largement sous-représentée par rapport aux données de la région bruxelloise qui indiquent que près de la moitié de sa population est isolée.³⁴

Si nous analysons les compositions de ménages sous le prisme du genre, nous observons les mêmes tendances que les années précédentes : les familles monoparentales sont majoritairement des femmes (dans 80 % des cas) et les personnes isolées sont plus souvent des hommes (63 %). Pour ces derniers, il convient de noter que certains se retrouvent en procédure de regroupement familiale.

Composition de ménage	Homme		Femme		Inconnu	Total	
	Effectif	Part	Effectif	Part	Effectif	Effectif	Part
Couple avec enfant(s) dans le ménage	658	33 %	1488	47 %	8	2154	42 %
Couple avec enfant(s) hors ménage	174	9 %	67	2 %	0	241	5 %
Couple sans enfant	393	19 %	582	19 %	4	979	19 %
Famille monoparentale	147	7 %	617	20 %	3	767	15 %
Personne isolée	492	24 %	276	9 %	1	769	15 %
Autre	155	8 %	104	3 %	0	259	4 %
Sous-total	2019	82 %	3134	83 %	16	5169	83 %
Inconnu*	439	18 %	640	17 %	7	1086	17 %
Total	2458	100 %	3774	100 %	23	6255	100 %

Tableau 5. Répartition du public admis selon la composition de ménage et le genre. Source : APA (janvier 2024).

Il existe aussi des disparités notables entre les BAPAs, nous retrouvons par exemple une plus grande part de personnes en couple sans enfants (25 %) à BAPA-BXL, contre 15 % à VIA et 17 % à Convivial. A l'inverse, 46 % du public est en couple avec enfant(s) à VIA alors que cette part est inférieure de 10 points à BAPA-BXL (43 % à Convivial). Nous remarquons aussi que BAPA-BXL et Convivial ont admis la même part de personnes isolées (soit 17 %) en 2023 alors que ce dernier accueillait une plus grande part en 2022 (23 %). Pour VIA, la part de personnes isolées est nettement moins importante, soit de 9 % (15 % en 2022).

Enfin, si nous comparons maintenant les situations de ménages selon les différents types de publics (*Figure 14, ci-dessous*) nous remarquons qu'en terme de répartition des situations de ménages le public prioritaire et les PE non-prioritaires sont très similaires. Parmi les personnes primo-arrivantes non-prioritaires nous retrouvons une plus grande représentation des personnes isolées et des situations de monoparentalité.

³⁴ Notons que la comparaison avec les chiffres régionaux de l'IBSA est délicate dans la mesure où les données brutes de composition de ménage reflètent rarement la réalité des ménages. De plus, ces données concernent l'ensemble des catégories d'âge à l'inverse des bénéficiaires des BAPAs (18-65 ans).

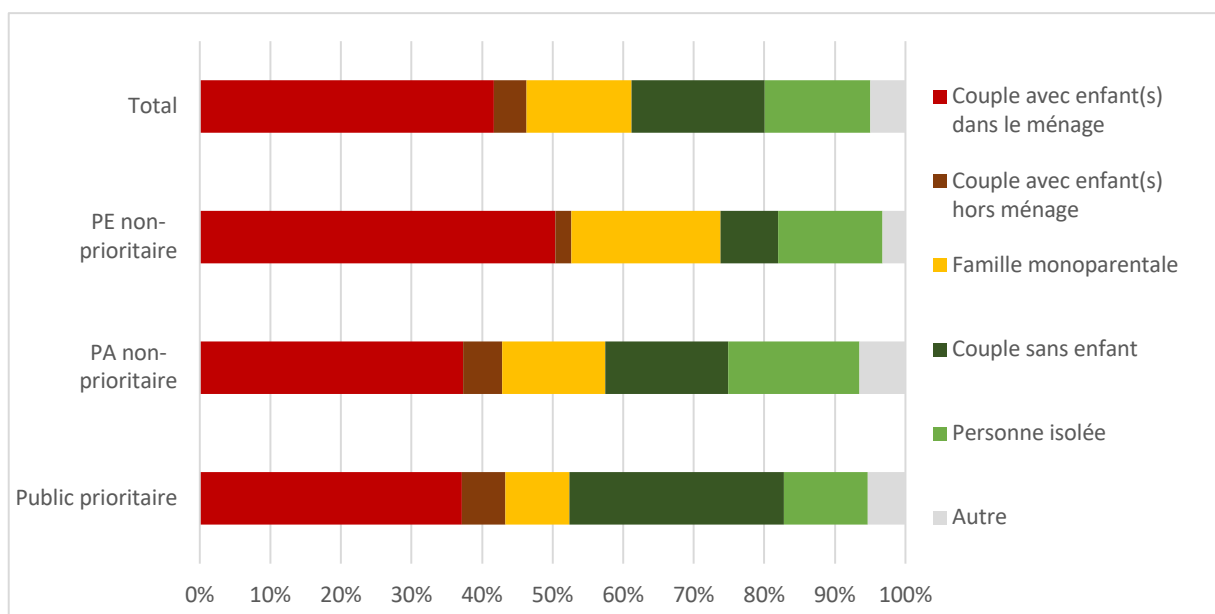


Figure 14. Répartition du public admis selon le type de bénéficiaire et leurs compositions de ménages. Source : APA (extraction janvier 2024)

3. Nationalité : régions et pays d'origine

En 2023, un problème technique dans l'identification de la nationalité des personnes prioritaires est survenu à cause de la non-compatibilité de plusieurs plateformes (cf. supra : méthodologie pp.2-3). Ainsi, il faudra tenir compte ici que 6 % des personnes admises ont des nationalités inconnues. Vu que **ces données manquantes concernent uniquement le public prioritaire (17 %)**, une analyse rigoureuse des nationalités du public prioritaire est néanmoins impossible.

La part du public en 2023 issu-es d'un pays hors de l'UE27+ est de 96 %³⁵, parmi lesquels plus de la moitié sont originaires d'Afrique du Nord (29 %) et d'Asie occidentale (26 %). Si l'on ajoute l'Afrique Subsaharienne (18 %) on atteint près de trois quarts du public admis en 2023 (-7 % par rapport à 2022) (Figure 15). Si nous retrouvons toujours en 2023 ces trois mêmes groupes de nationalités, il est toutefois fort probable que leurs poids respectifs, et donc leur ordre, soient différents au vu des données manquantes et au poids identique des autres groupes par rapport à l'année précédente. Les part de l'Asie orientale, de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des pays européens (UE et hors-UE) restent en effet identiques à celles de 2022.

Les personnes issues de pays d'Afrique du Nord sont en grande majorité des Marocains (soit 82 %). Il s'agit, pour la deuxième année consécutive de la **nationalité la plus représentée**, atteignant **presque un quart du public (23 %)**. Parmi les pays de l'Asie occidentale bien plus de la moitié sont des Syriens (soit 38 %) et des Indiens (soit 20 %). En Afrique Subsaharienne, ce sont les Guinéens (27 %), les Congolais (17 %) et les Camerounais (12 %). Ensuite, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, on retrouve dans la moitié des cas des Brésiliens, les

³⁵ Par définition, le public prioritaire est exclusivement ressortissant d'un pays hors UE27+, donc les nationalités manquantes sont incluses. En ce qui concerne les nationalités inconnues, Convivial a effectué une rapide analyse auprès de leur public prioritaire en recueillant les lieux de naissances, tout en assumant qu'il ne s'agit pas de données similaires (Rapport d'activité 2023, Convivial, p.17). Cette analyse amène à penser qu'il s'agirait en grande majorité de personnes syriennes.

suivent les Colombiens (11 %). Plus globalement, nous retrouvons les mêmes représentations de pays dans les groupements de nationalités que l'année précédente. Cependant, nous observons des écarts par rapport à l'année dernière lorsque nous nous intéressons au top dix des nationalités.

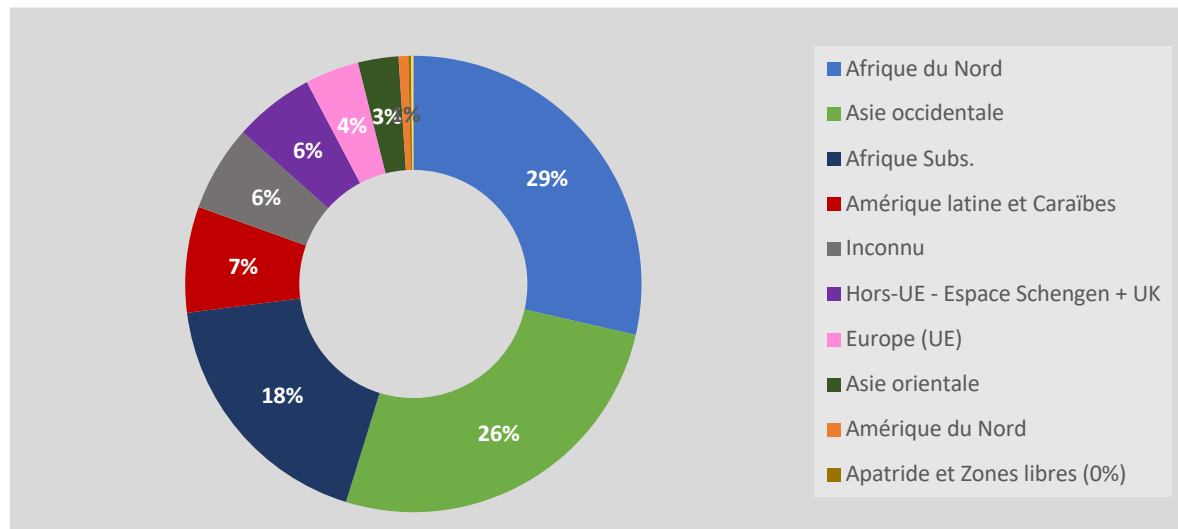


Figure 15. Répartition du public admis en 2023 selon le groupe de nationalité. Source : APA (Extraction janvier 2024).

Le top dix des premières nationalités du public admis de 2023 (voir Tableau 6) montre les deux nationalités dominantes dans le parcours : le Maroc (23 %) et la Syrie (10 % - une part probablement sous-estimée). Il peut donc être facilement avancé que ces deux nationalités représentent plus d'un tiers du public des BAPAs en 2023. Par rapport à l'année précédente, la proportion de personnes marocaines augmente de 5 points et il convient de souligner qu'ils-elles représentent désormais un tiers des personnes étrangères. Parallèlement, la part du public indien (5 %) diminue fortement par rapport à 2022 (-8 %). Les indien·nes sont surtout représenté·es parmi le public prioritaire et le primo-arrivant ayant-droit. En effet, comme nous le verrons par la suite, ils-elles ont souvent obtenu leur titre de séjour (limité) par regroupement familial, et sont donc soit contraint·es de suivre le parcours pour le renouvellement de celui-ci pour les arrivées les plus anciennes, soit soumis·es à l'obligation pour les arrivées les plus récentes. En outre, cette migration a peu de perspective d'installation à long terme, et donc de demande de la nationalité belge.

Depuis 2022, en parallèle aux changements législatifs, outre le renforcement de la nationalité marocaine, le parcours connaît **une diversification des origines**. On peut citer ici l'exemple de la nationalité Brésilienne qui n'était que très peu présente avant l'obligation. Cette année on remarque qu'ils-elles sont toujours nombreux·ses dans le public prioritaire, mais apparaissent aussi en tant que primo-arrivant·es ayant-droit. Ceci nous amène à se demander : d'une part si le réseau communautaire faisait « obstacle » à la connaissance du parcours d'accueil avant l'obligation ; et d'autre part si des informations concernant le parcours d'accueil se sont transmises depuis lors au sein de la communauté brésilienne (attirant ainsi un public brésilien non prioritaire). Les Japonais, dans le parcours presque exclusivement parmi le public prioritaire, sont un autre exemple de cette diversification des origines et des profils. On notera enfin que l'Algérie et le Cameroun apparaissent dans le top dix cette année, représentés surtout parmi les personnes étrangères, mais aussi parmi le public prioritaire pour les Algériens.

	Public prioritaire			Public non-prioritaire						Public admis total		
	PA ayant-droit			Personne étrangère								
	Pays	n	%	Pays	n	%	Pays	n	%	Pays	n	%
1	Maroc	464	21 %	Maroc	336	17 %	Maroc	669	33 %	Maroc	1469	23 %
2	Inconnu*	381	17 %	Syrie	278	14 %	Syrie	275	13 %	Syrie	628	10 %
3	Brésil	150	7 %	Inde	187	10 %	Guinée	118	6 %	Inconnu*	381	6 %
4	Inde	118	5 %	Guinée	133	7 %	Congo (RDC)	89	4 %	Inde	331	5 %
5	Syrie	75	3 %	Brésil	57	3 %	Algérie	64	3 %	Guinée	313	5 %
6	Congo (RDC)	69	3 %	Turquie	48	2 %	Afghanistan	61	3 %	Brésil	238	4 %
7	Tunisie	68	3 %	Congo (RDC)	47	2 %	Cameroun	49	2 %	Congo (RDC)	205	3 %
8	Guinée	62	3 %	Liban	45	2 %	Turquie	35	2 %	Algérie	159	2 %
9	Algérie	55	2 %	Afghanistan	44	2 %	Albanie	33	2 %	Turquie	138	2 %
10	Turquie	55	2 %	Ukraine	41	2 %	Tunisie	33	2 %	Cameroun	134	2 %
	TOTAL	2224		TOTAL	1958		TOTAL	2046		TOTAL	6255	

Tableau 6. Top dix des premières nationalités selon la catégorie du public admis en 2023. Source: APA (extraction janvier 2024)

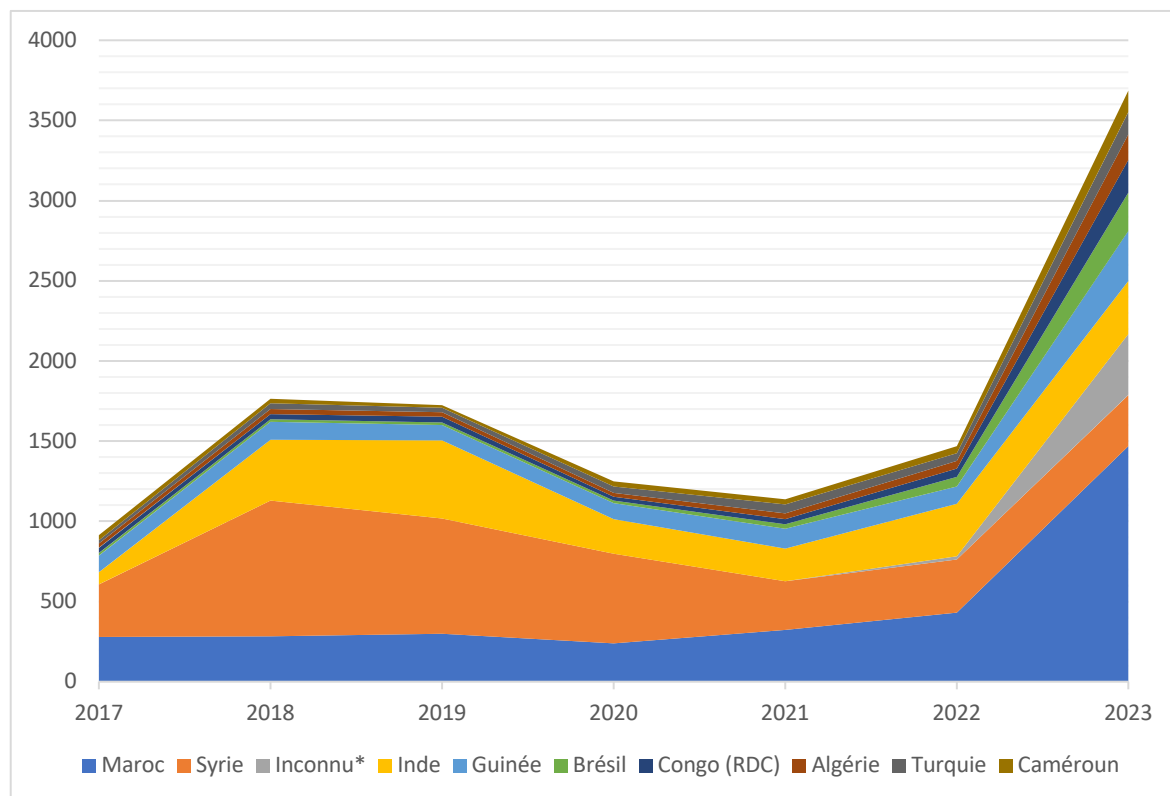


Figure 16. Évolution des 10 premières nationalités du public admis 2023. Source : APA (extraction janvier 2023)

Au niveau du genre, sachant que la distribution des personnes admises est de 61 %- 39 % femmes-hommes respectivement, on remarque que certaines nationalités ont une prédominance de femmes comme pour le Maroc, l'Inde et dans une moindre mesure l'Algérie. A contrario, les hommes sont surreprésentés pour la Turquie, la Syrie, le Cameroun. On notera par ailleurs la part très élevée d'hommes pour les nationalités inconnues.

On observe aussi des distinctions notables entre les BAPAs (Tableau 7). **BAPA-BXL** est d'abord marqué par une surreprésentation des Indiens et des Brésiliens et ensuite, dans des effectifs bien plus réduits, par les ressortissants des pays européens hors-UE (Ukraine et Russie), d'Amérique du Nord, et d'Asie de l'Est (Japon). **VIA** connaît une forte surreprésentation de l'Asie de l'Ouest (Syriens), mais aussi des pays d'Afrique du Nord (Maroc) et de l'UE (Roumanie). Enfin, **Convivial**, est plus marquée par une surreprésentation des ressortissant-es d'Afrique subsaharienne, surtout des Camerounais, des Congolais (RDC) et Guinéens (liée à l'histoire de l'association) et d'Amérique latine surtout des Brésiliens (liée à sa localisation proche du bas de Saint-Gilles et Forest).

Groupe de nationalité	Total	BAPA-BXL		VIA		Convivial	
	Part	Part	Spec.	Part	Spec.	Part	Spec.
Afrique du Nord, dont :	29 %	23 %	0,8	34 %	1,2	28 %	1,0
Maroc	28 %	18 %	0,6	30 %	1,1	22 %	0,8
Asie de l'Ouest, dont :	16 %	10 %	0,6	24 %	1,5	12 %	0,7
Asie du Sud	10 %	13 %	1,4	9 %	0,9	5 %	0,5
Inde	5 %	8 %	1,6	5 %	1,0	1 %	0,2
Afrique de l'Ouest, dont :	10 %	10 %	1,1	7 %	0,8	13 %	1,3
Guinée	5 %	5 %	1,0	5 %	1,0	6 %	1,2
Amérique du Sud, dont :	6 %	9 %	1,4	3 %	0,4	10 %	1,5
Brésil	4 %	5 %	1,3	1 %	0,3	7 %	1,8
Inconnu*	6 %	5 %	0,8	6 %	1,0	8 %	1,3
Afrique Centrale, dont :	6 %	7 %	1,1	4 %	0,6	9 %	1,5
Europe(hors-UE), dont :	6 %	8 %	1,4	4 %	0,7	5 %	0,9
Europe(UE)	4 %	4 %	1,0	4 %	1,1	3 %	0,8
Afrique de l'Est, dont :	3 %	3 %	1,0	2 %	0,7	4 %	1,6
Asie de l'Est	2 %	4 %	2,0	1 %	0,4	0 %	0,3
Amérique Centrale et Caraïbes	1 %	2 %	1,4	1 %	0,8	1 %	0,7
Asie du Sud-Est	1 %	2 %	1,8	0 %	0,4	1 %	0,8
Amérique du Nord	1 %	1 %	2,0	0 %	0,2	1 %	0,9
Zones libres & Apatride	0 %	0 %	0,0	0 %	2,2	0 %	0,4
Océanie	0 %	0 %	1,6	0 %	0,5	0 %	0,9
Asie Centrale	0 %	0 %	0,9	0 %	0,4	0 %	2,4
Afrique du Sud	0 %	0 %	2,7	0 %	0,0	0 %	0,0

Tableau 7. Coefficient de spécificité des régions (et pays) d'origine du public admis en 2023 selon le BAPA d'enregistrement. Source: APA (janvier 2024)

4. Situation socioprofessionnelle : revenus et plus hauts diplômes

Les bénéficiaires des BAPAs font face à une grande précarité qui peut être liée à leur situation socioprofessionnelle. Parmi les situations socioprofessionnelles connues³⁶ (soit 80 % du public admis), **60 % des bénéficiaires admis sont inactifs**, soit allocataires du RIS (20 %), soit sans revenu ou au foyer (39 %). L'évolution des situations financières des publics admis des BAPAs depuis 2017 (Figure 17) révèle une tendance significative à la **dualisation socioprofessionnelle**, et qui semble se renforcer avec les changements législatifs. D'une part, on constate une diminution de la proportion d'allocataires RIS (-3 % en 2023), ce qui peut s'expliquer par l'augmentation du nombre de bénéficiaires en regroupement familial, en particulier des femmes exclues des aides sociales et dépendantes du revenu du conjoint. D'autre part, on observe une augmentation de la part des personnes en emploi (+3 % en 2023) qui peut être attribué notamment aux personnes étrangères plus fréquemment en situation d'emploi. Cependant, être en emploi ne garantit pas une situation socioéconomique pérenne et stable ; il s'agit en effet souvent de contrats précaires tels que des emplois « flexibles », des intérim, des emplois à temps partiels ou des CDD.

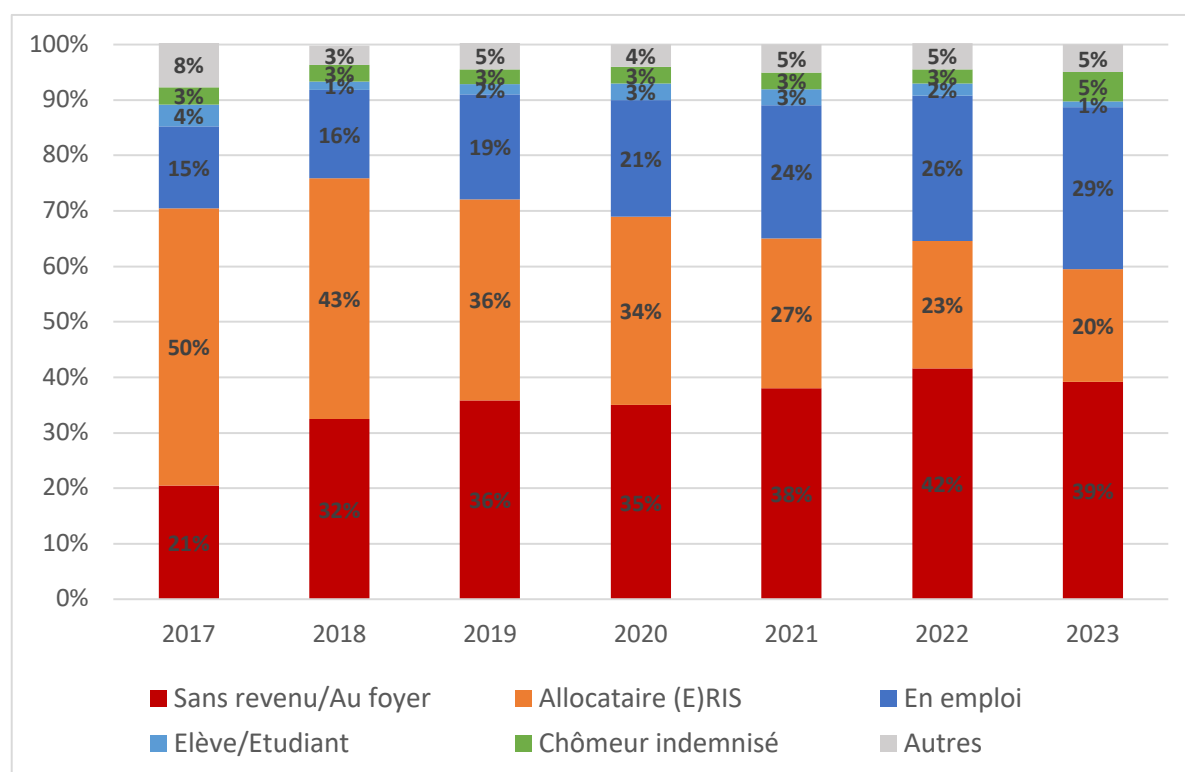


Figure 17. Évolution des situations socioprofessionnelle du public admis entre 2017 et 2023. Source : APA (extraction 2024).

³⁶ Il y a un taux de 20 % de données manquantes pour cet indicateur. Parmi celles-ci, 80 % sont dues au fait que le bilan social n'a pas encore établi au 31/12/23. Le reste des données manquantes est attribué à l'absence d'informations sur la plateforme APA. Dans ce contexte, nous avons choisi de ne pas les intégrer dans l'analyse pour éviter des interprétations arbitraires, car les raisons de ce manque de données sont principalement liées à des contraintes temporelles plutôt qu'à des caractéristiques spécifiques des individus. Ces mêmes problèmes se posent pour les indicateurs qui suivent.

Des différences existent aussi selon les catégories de public qui peuvent aider à caractériser cette dualité socioprofessionnelle. Parmi le public prioritaire, 43 % sont au foyer ou sans revenu, notamment du fait de leur plus grande propension à être en regroupement familial (68 % d'entre eux-elles), contre 18 % en emploi et 13 % allocataires RIS. Concernant les publics non-prioritaires, ces proportions sont plus équilibrées. Pour les personnes primo-arrivantes ayant-droit, un quart sont en emploi, un quart au foyer ou sans revenus, et 20 % sont allocataires RIS. Ce dernier chiffre doit se comprendre en sachant que certain-es sont contraint-es par le CPAS de faire le parcours pour percevoir le RIS. Pour les personnes étrangères, une plus grande part est en emploi (soit 29 %), 24 % sont au foyer ou sans revenu et 17 % sont allocataires RIS. Une disparité des situations financières est relevée lorsque nous analysons ces données selon le genre (*Tableau 8*). En effet, la moitié des femmes se retrouvent au foyer ou sans revenu, tandis que les hommes sont dans 43 % des cas, en emploi, soit 23 pp. de plus que les femmes.

Enfin, au niveau de la répartition entre BAPAs, nous observons que VIA a une proportion de bénéficiaires « *en emploi* » plus faible que les deux autres BAPAs. Notons que ce public est nettement plus important à Convivial que l'année précédente (21 % en 2022, +15 %), qu'ils attribuent à l'arrivée des personnes étrangères dans le parcours³⁷. On remarquera aussi que la part d'allocataires RIS à BAPA-BXL est deux fois moins élevée qu'à VIA, alors que Convivial se situe entre ces derniers.

Situation socioprofessionnelle	BAPA-BXL			VIA			Convivial			TOTAL		
	H	F	TOT	H	F	TOT	H	F	TOT	H	F	TOT
<i>Au foyer/sans revenu</i>	24 %	53 %	41 %	18 %	55 %	41 %	11 %	50 %	33 %	18 %	53 %	39 %
<i>Allocataire (E)RIS</i>	14 %	12 %	13 %	32 %	24 %	27 %	25 %	16 %	20 %	24 %	18 %	20 %
<i>Chômeur-se indemnisé-e</i>	6 %	3 %	4 %	10 %	4 %	6 %	8 %	4 %	6 %	8 %	4 %	5 %
<i>En emploi</i>	51 %	27 %	36 %	33 %	11 %	19 %	48 %	25 %	36 %	43 %	20 %	29 %
<i>Élève/Étudiant-e</i>	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
<i>Autres</i>	6 %	4 %	5 %	6 %	5 %	5 %	7 %	4 %	5 %	6 %	4 %	5 %

Tableau 8. Répartition de la situation socioprofessionnelle du public admis en 2023 selon le genre et le BAPA.
Source : APA (extraction janvier 2024)

En ce qui concerne le niveau d'étude, nous observons premièrement, une diminution importante des bénéficiaires détenant un diplôme d'études supérieures (-13 %) (*Figure 18*). Une première hypothèse pour expliquer cette baisse est que la proportion de bénéficiaires indien·nes ait fortement diminué cette année - en sachant qu'ils-elles représentent un public hautement qualifié. Ensuite, une forte diminution de la part cumulée des bénéficiaires avec un diplôme du primaire et sans diplôme (16 %) par rapport à 2022 (28 %). En analysant plus en détail cet indicateur selon les catégories de bénéficiaires (*Figure 19*), nous constatons que c'est principalement les personnes étrangères qui modifient cette répartition en 2023 : la part cumulée des personnes « sans diplômes » et/ou avec un diplôme du primaire est plus faible (soit 34 %), tandis que celle des personnes ayant des études supérieures est plus élevée (25 %). Ceci illustre une nouvelle fois le renforcement de cette **tendance à la dualisation sociale du public**.

³⁷ Rapport d'activités 2023, Convivial, p.22

Pour ce qui est des différences entre BAPAs, nous retrouvons des proportions presque identiques qu'en 2022 avec un public nettement plus diplômé à BAPA-BXL, où 71 % du public admis a obtenu au moins un diplôme du secondaire, contre 50 % à Convivial et 47 % à VIA. De plus, VIA et Convivial ont proportionnellement le double de bénéficiaires admis sans diplôme (soit 22 % à VIA et 19 % à Convivial) que BAPA-BXL (soit 10 %).

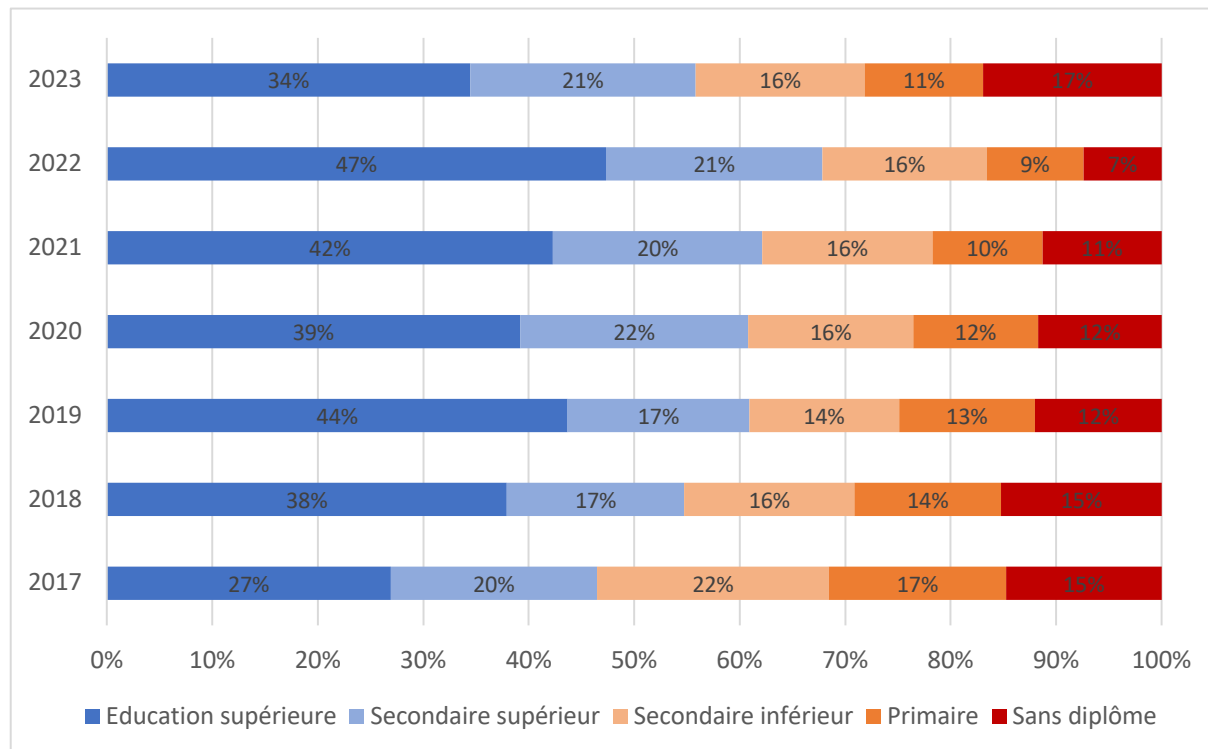


Figure 18. Évolution du plus haut diplôme obtenu à l'étranger ou en Belgique (2017-2023). Source : APA (extraction janvier 2024)

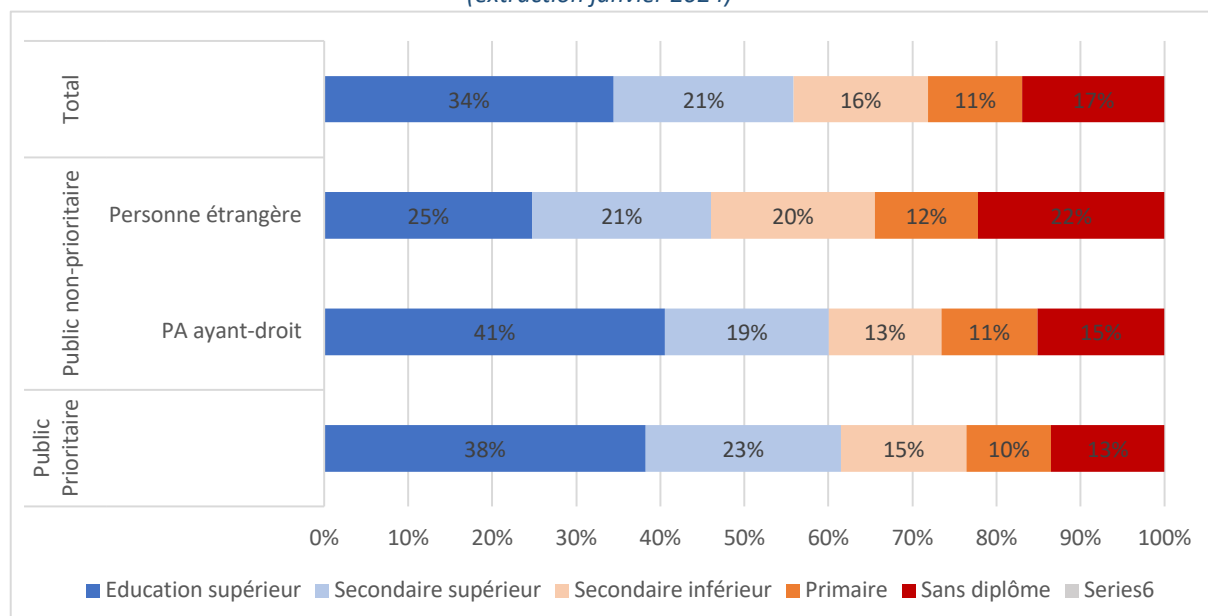


Figure 19. Répartition du plus haut diplôme obtenu à l'étranger ou en Belgique selon le type de public (2017-2023). Source : APA (extraction janvier 2024)

5. Situation sociojuridique : titres et motifs de séjour

En 2023, la grande majorité du public admis dans les BAPAs, soit 82 %, se concentre dans deux catégories de motifs de séjour : le regroupement familial d'abord, qui s'élève à 61 % du public (+ 5 pp. par rapport à 2022), suivi des protections internationales (réfugiés et protections subsidiaires) qui représentent 21 % (Figure 20). Par ailleurs, nous observons que la part des motifs de séjour pour raisons de travail ou d'études a chuté de moitié par rapport aux années précédentes.

La croissance des motifs de séjours liés au regroupement familial n'est pas surprenante d'une part car il s'agit de la principale voie d'accès au territoire (cf. contexte) et d'autre part en raison de l'obligation qui contraint aujourd'hui certaines personnes qui auparavant n'y recouraient pas. En effet, environ deux tiers du public prioritaire et des personnes étrangères sont en regroupement familial, sans pour autant négliger qu'il concerne aussi la moitié des personnes primo-arrivantes non-prioritaires. En croisant avec les nationalités, 84 % des personnes marocaines, proportionnellement plus nombreuses en tant que personnes primo-arrivantes obligées et personnes étrangères, sont en regroupement familial, parmi lesquels trois quarts sont des femmes. Les Brésiliens et les Indiens se trouvent également largement en situation de regroupement familial, soit 76 % et 67 % respectivement. Les protections subsidiaires et les statuts de réfugiés sont détenus en plus grande partie par le public non-prioritaire, soit 24 % tant pour les primo-arrivant·es que pour les personnes étrangères, contre 10 % pour le public prioritaire. Les Syriens sont plus souvent liés à ce type de motif de séjour.

Enfin, la majorité des femmes, soit 70 %, sont arrivées dans le cadre d'un regroupement familial. Le public indien est particulièrement intéressant pour illustrer le caractère genré de certains motifs de séjour. Parmi les ressortissants indiens, 90 % des regroupements familiaux concernent des femmes, alors que 71 % des motifs de séjour lié au travail concernent des hommes.

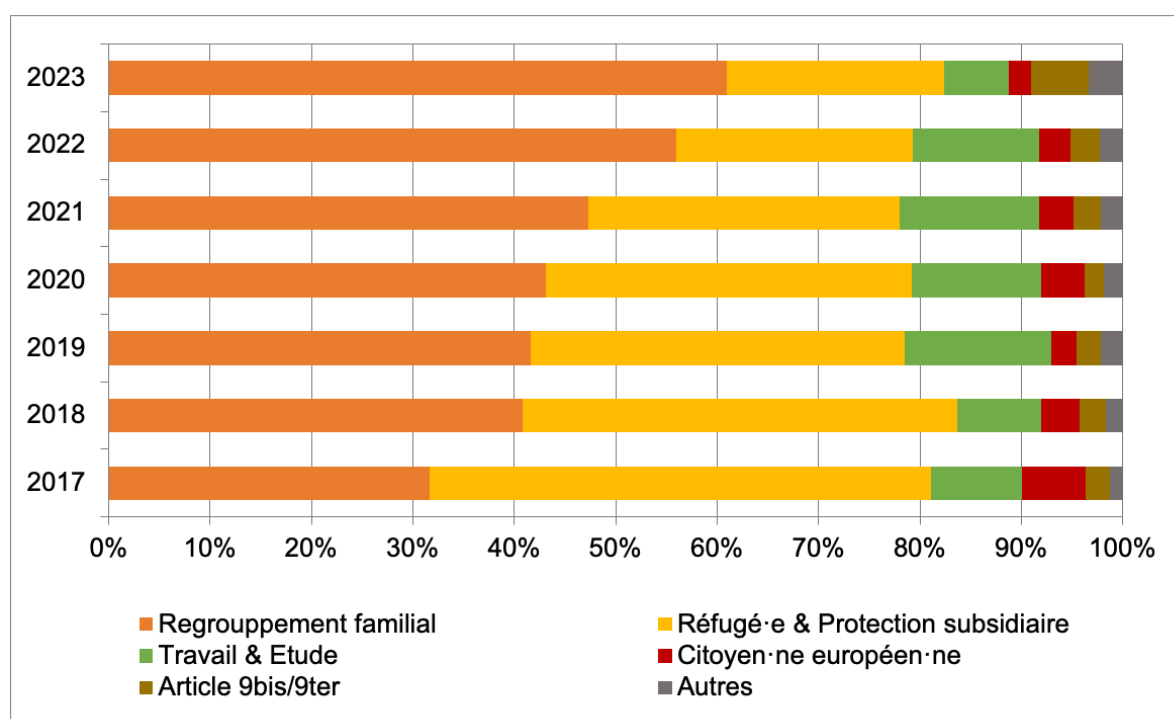


Figure 20. Public admis selon les motifs de délivrance du titre de séjour. Source : APA (extraction 2024).

Pour l'analyse des cartes de séjour, nous ferons la distinction entre les séjours limités et les séjours illimités³⁸. La durée de séjour représente un enjeu majeur de la précarité du séjour et dans les conditions d'accès et de suivi du parcours d'accueil. Un fait saillant cette année est que pour la première fois depuis 2017, un peu plus de la moitié du public admis est en séjour illimité (soit 53 %). Pour les séjours limités, comme pour la totalité du public admis, les cartes A prédominent (Figure 21). Cependant en 2023, elles sont proportionnellement en diminution (- 17pp) par rapport aux cinq dernières années où plus de la moitié des personnes admises les détenaient. A contrario, la part des bénéficiaires détenant un séjour illimité augmente (+23pp). En effet, la part des cartes F (+) qui concernent le regroupement familial augmentent de 14 points et les cartes B doublent par rapport à l'année passée. Ces dernières sont davantage représentées par des personnes étrangères. Ce tournant dans les tendances est à mettre en lien avec la diversification des publics.

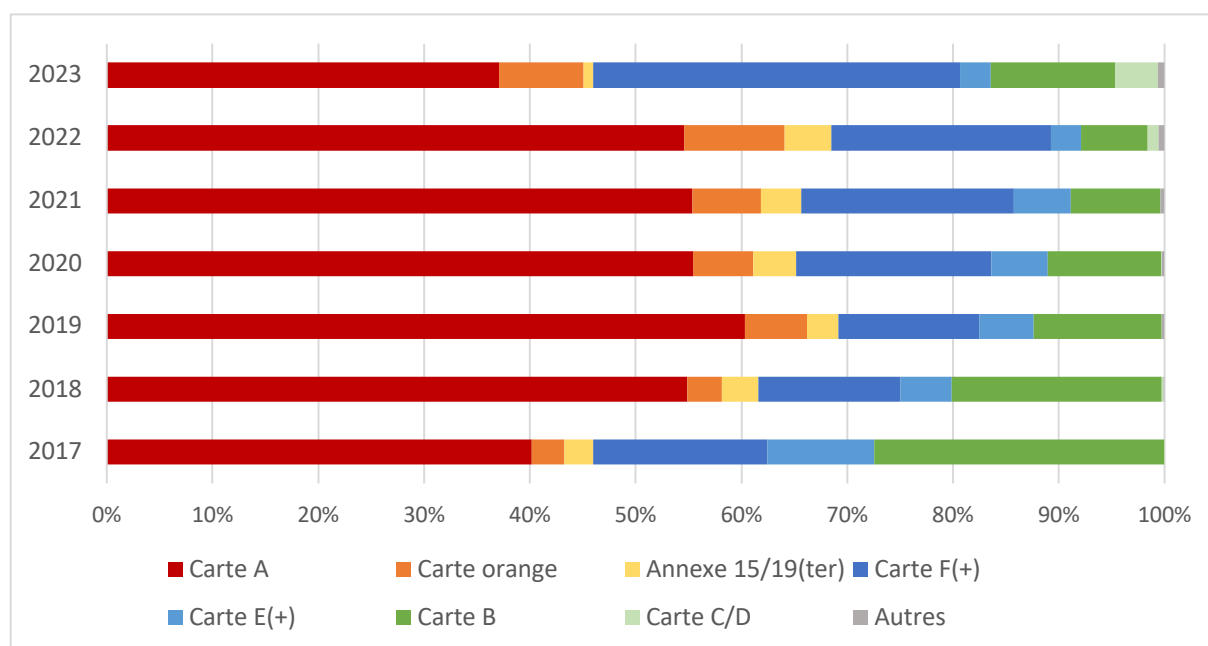


Figure 21. Public admis selon les attestations de titre de séjour. Source : APA (extraction 2024).

Au niveau des catégories de bénéficiaires, le public primo-arrivant, tant prioritaire que non-prioritaire, a sans surprise majoritairement des séjours limités (soit 70 % et 61 % respectivement) ; la moitié d'entre eux ont des cartes A. A ce titre, on rappellera ici que pour le public primo-arrivant non-prioritaire une des conditions de renouvellement du titre de séjour peut être de s'inscrire à un parcours d'accueil. On notera ensuite que 18 % du public prioritaire a une carte orange sachant que la durée de celle-ci pour une personne admise dans le parcours est de 3 mois à 6 mois. A ce propos, deux bureaux d'accueil soulèvent dans leur rapport d'activités deux principales difficultés lors de la mise en œuvre de l'obligation avec les personnes ayant des séjours limités : les interruptions ou renouvellements des titres de séjours les amènent parfois à devoir faire un travail de réorientation vers des associations juridiques, mais aussi entraînent des planifications complexes de formations lorsque le titre de séjour expire dans un court délai³⁹.

³⁸ Les séjours limités concernent les cartes A, orange et les annexes 15, 19 et 19ter. Les séjours illimités (5 ans) concernent les cartes B, C, D, E, E+, F, F+.

³⁹ Rapport d'activité Convivial 2023, p24 ; Rapport d'activité BAPA-BXL, p30

6. Géographie résidentielle : communes de résidence

Comme mentionné dans la méthodologie, deux problèmes techniques sont survenus en 2023 concernant les données de résidence des bénéficiaires, rendant impossible une analyse spatiale aussi fine que les années précédentes. En effet, les secteurs statistiques des bénéficiaires ont disparu, empêchant toute analyse à l'échelle infra-communale, ainsi que les codes postaux des anciennes communes de la « Ville de Bruxelles » (Haren, NOH et Laeken), imposant une agrégation de ces bénéficiaires au sein de cette dernière.

Comme l'année dernière, plus de la moitié du public admis (52 %) réside dans quatre communes : Bruxelles-Ville (16 %), Anderlecht (13 %), Schaerbeek (13 %) et Molenbeek (10 %). On soulignera qu'Anderlecht supplante pour la première fois les deux communes d'implantation de VIA. Mais, comme déjà évoqué dans le monitoring de l'année dernière, l'évolution de la répartition des bénéficiaires selon leurs communes de résidence traduit une relative « décentralisation spatiale » depuis l'entrée en vigueur de l'obligation et de l'élargissement du public aux personnes étrangères : 55 % du public admis en 2023 réside dans les cinq communes d'implantation des 3 BAPAs (en prenant Forest et Anderlecht pour Convivial vu que son implantation se trouve à la frontière de ces deux communes), alors que cette part était de 62 % entre 2016-2022. On observe en outre un renforcement des communes de première couronne sud (Ixelles et Saint-Gilles), et une légère augmentation dans les communes de deuxième couronne, en particulier à Uccle (+3 % par rapport à la période 2016-2022). On notera enfin, et pour la première fois, une diminution significative de la part de la commune d'Evere (-3 % par rapport à la période 2016-2022).

Certaines disparités au niveau de la commune de résidence existent également selon le type de bénéficiaires (*Tableau 9*). Nous observons par exemple que le public prioritaire est très peu représenté à Molenbeek – 5 % des personnes primo-arrivantes obligées alors que cette commune représente 15 % des personnes étrangères et 10 % du total des bénéficiaires, et dans une moindre mesure à Forest. Ceci peut s'expliquer par au moins trois raisons : *primo*, des problèmes techniques dans la détection des PA obligés au niveau des administrations communales ; *secundo*, la présence en 2023 d'un important stock de « personnes étrangères » en recherche de cours de citoyenneté suite aux changements du code de la nationalité survenus à partir de 2018 (les « cours de citoyenneté » délivrés en dehors des parcours d'accueil ne sont plus reconnus comme une preuve d'intégration) ; *tertio*, mais moins probable, la diminution du caractère d'accueil des quartiers populaires de ces communes.

Commune de résidence	Public prioritaire		Public non-prioritaire				Total	
	Effectif	Part	PA ayant-droit		Personnes étrangères		Effectif	Part
Bruxelles-Ville	364	16 %	343	17 %	310	15 %	1017	16 %
Anderlecht	349	16 %	225	11 %	238	12 %	812	13 %
Schaerbeek	224	10 %	267	13 %	301	15 %	792	13 %
Molenbeek-Saint-Jean	106	5 %	199	10 %	299	15 %	604	10 %
Ixelles	207	9 %	137	7 %	107	5 %	451	7 %
Saint-Gilles	141	6 %	91	5 %	72	4 %	304	5 %
Etterbeek	157	7 %	99	5 %	45	2 %	301	5 %
Saint-Josse-Ten-Noode	151	7 %	62	3 %	71	3 %	284	5 %
Uccle	144	6 %	64	3 %	65	3 %	273	4 %
Evere	58	3 %	121	6 %	70	3 %	249	4 %
Jette	34	2 %	67	3 %	119	6 %	220	4 %
Forest	24	1 %	77	4 %	108	5 %	209	3 %
Woluwe-Saint-Lambert	25	1 %	69	3 %	40	2 %	134	2 %
Auderghem	83	4 %	27	1 %	23	1 %	133	2 %
Koekelberg	13	1 %	34	2 %	67	3 %	114	2 %
Ganshoren	43	2 %	20	1 %	43	2 %	106	2 %
Berchem-Saint-Agathe	41	2 %	32	2 %	26	1 %	99	2 %
Woluwe-Saint-Pierre	27	1 %	30	2 %	26	1 %	83	1 %
Watermael-Boitsfort	27	1 %	18	1 %	15	1 %	60	1 %
Inconnue	6	0 %	3	0 %	1	0 %	8	0 %
Total	2224	100 %	1985	100%	2046	100 %	6255	100 %

Tableau 9. Répartition des communes de résidence selon la catégorie de bénéficiaires. Source : APA (2024).

De plus, on remarque que la répartition des communes de résidence des personnes étrangères (ex-primo-arrivant·es) est plus concentrée que pour les autres publics (Tableau 9). Les communes où la part de personnes étrangères est plus élevée sont Bruxelles-Ville, Schaerbeek et Molenbeek, avec une répartition identique de 15 % chacune. Plus substantiellement, la cartographie du public prioritaire et des personnes étrangères illustre deux géographies résidentielles distinctes (Figure 23) – la taille du cercle représente le nombre total de bénéficiaires résidant dans la commune et les couleurs des cercles représentent la part de la catégorie de bénéficiaire. D’une part, pour les personnes primo-arrivantes obligées, les communes plus aisées du quadrant sud de la région sont surreprésentées (Etterbeek, Ixelles, Saint-Gilles, Uccle), ce qui renforce l’idée que l’obligation attire des profils de primo-arrivant·es qui ne venaient pas spécialement dans le parcours auparavant. D’autre part, pour les personnes étrangères, outre le poids des communes d’implantation des BAPAs, on observe une opposition entre le nord-ouest et le sud-est de la Région, qui tend à confirmer l’établissement résidentiel et les dynamiques migratoires des personnes étrangères des quartiers populaires centraux vers la deuxième couronne ouest⁴⁰ de la RBC. **En dernière analyse, l’entrée en vigueur de l’obligation et l’élargissement du public aux personnes étrangères a eu tendance à élargir la zone de recrutement des BAPAs.**

⁴⁰ Van Hamme, Grippa, Van Crielingen (2016), “Mouvements migratoires et dynamiques des quartiers à Bruxelles ». Brussels Studies, Collection générale, n°97.

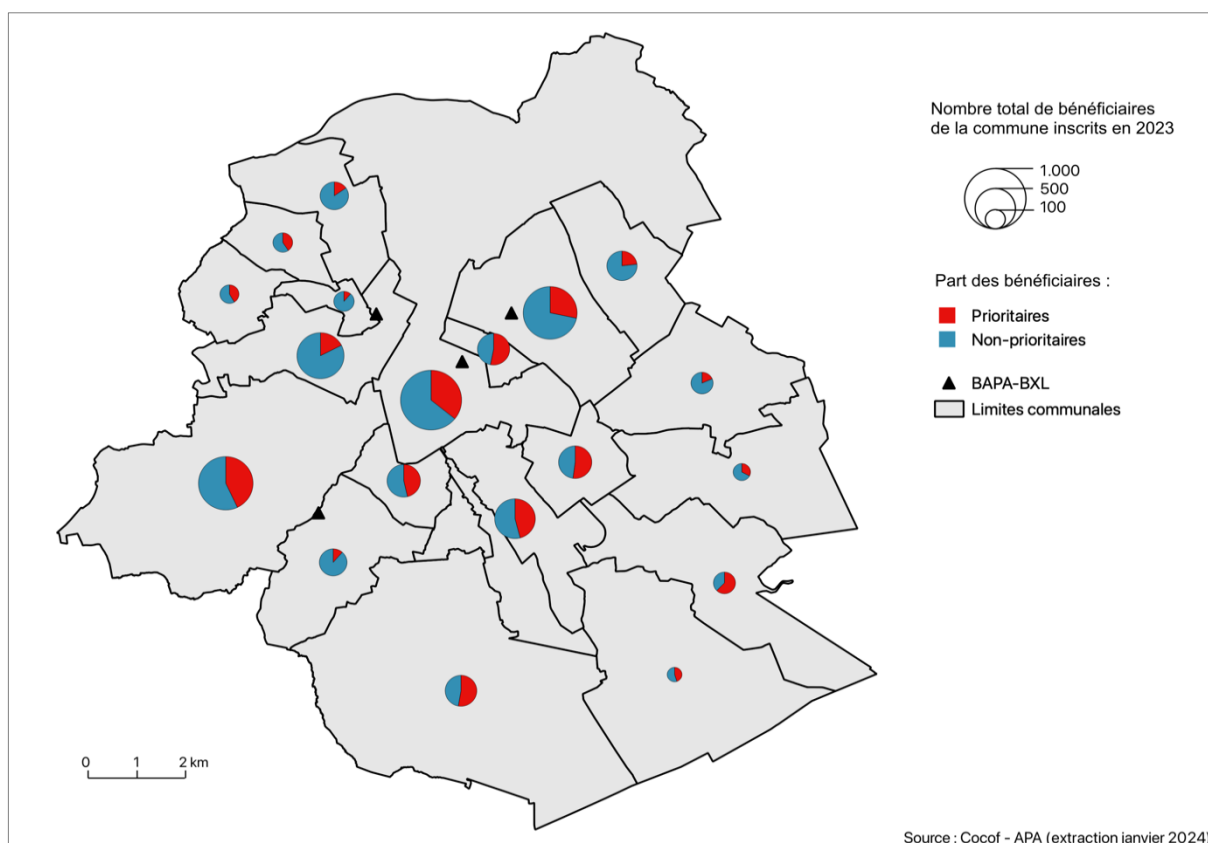


Figure 22. Répartition communale des bénéficiaires admis en 2023 selon leur catégorie. Source : APA (extraction janvier 2024)

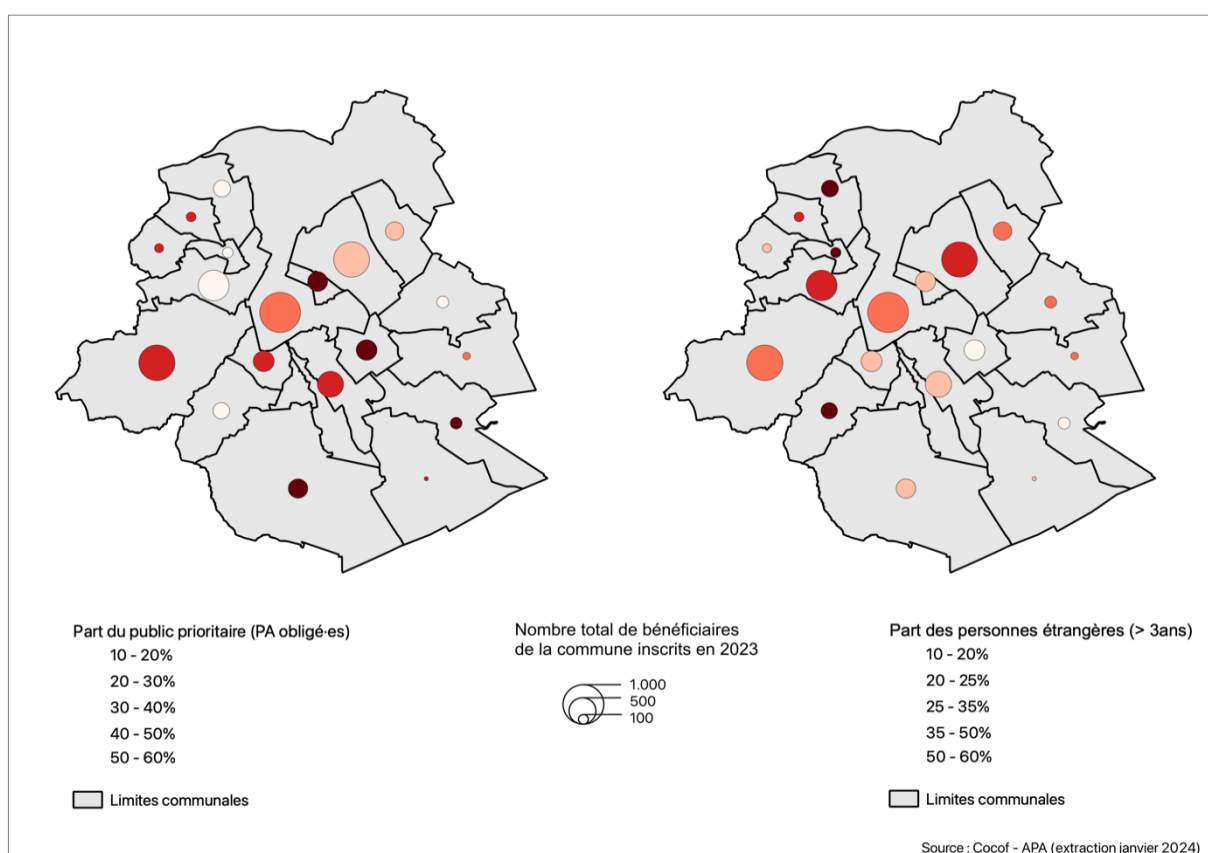


Figure 23. Répartition communale des bénéficiaires « obligés » (à gauche) et personnes étrangères (à droite) admis en 2023. Source : APA (extraction janvier 2024)

La carte ci-dessous (Figure 24) permet d'approcher le public admis à l'échelle des communes selon leur BAPA d'enregistrement. Celle-ci montre une **logique de proximité – et communale – du recrutement**. Cette tendance tend toutefois à diminuer pour les deux BAPAs historiques : 25 % du public de BAPA-BXL réside à Bruxelles-Ville (contre 52 % en 2017) et 42 % du public de VIA réside à Schaerbeek ou Molenbeek (contre 54 % en 2017). A Convivial, plus de la moitié du son public réside à Forest, Saint-Gilles ou Anderlecht (55 %, contre 45 % en 2022). Il est toutefois évident que la zone de recrutement de BAPA-BXL est la plus large du fait de sa centralité géographique et son accessibilité en transports publics (métro).

Avec la future implantation de Convivial au cœur d'Anderlecht (Saint-Guidon) en 2024, il peut être raisonnablement avancé que cette tendance au recrutement déterminée par une logique de proximité – ou plus exactement par quadrants au regard de la carte (Figure 24) – se poursuivra. En somme, on peut identifier **trois bassins de recrutement distincts** :

- BAPA-BXL : Bruxelles-Ville et le quadrant sud-est ;
- VIA : le nord de Bruxelles – les quadrants nord-est et nord-ouest ;
- Convivial : le quadrant sud-ouest (Anderlecht, Forest, Saint-Gilles, Uccle).

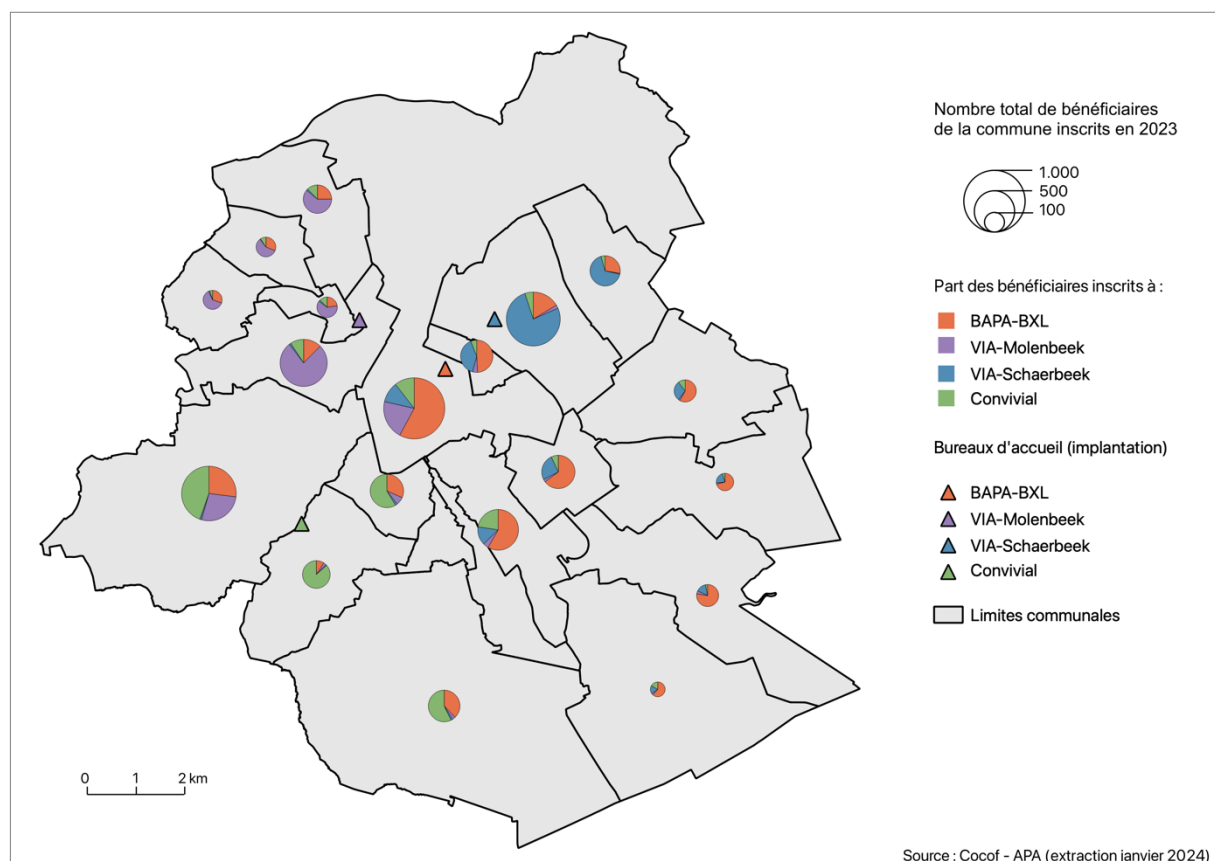


Figure 24. Commune de résidence du public admis en 2023 selon le BAPA d'enregistrement. Source : APA (extraction janvier 2024)

PARTIE IV : ACTIONS MISES EN ŒUVRE PAR LES BAPAs

1. Volet primaire

Pour rappel, le volet primaire - type comprend six dimensions :

- Entretien « accueil » (premier contact et enregistrement) ;
- Entretien(s) « Bilan social » (identification des besoins) ;
- Entretien(s) « Bilan linguistique » (évaluation des compétences linguistiques) ;
- Module droits et devoirs (10h) ;
- Entretien(s) de fin de volet I et de discussion du projet d'accompagnement ;
- Court(s) entretien(s) pour la remise et la signature de la convention.

Même si la législation prévoit que l'accompagnement soit réalisé dans le cadre du volet secondaire, l'urgence des situations sociales vécues par certains-es bénéficiaires amènent les travailleurs et travailleuses sociales à entamer ce travail dès le volet primaire.

1.1. Bilans sociaux et linguistiques

Le bilan social (BS) représente une étape cruciale dans le parcours : c'est ici que sont identifiés les compétences et les besoins du/de la bénéficiaire afin de définir les objectifs et stratégies à mettre en place dans la suite du parcours. Selon les BAPAs, le « bilan social étendu » permet d'aider les bénéficiaires à comprendre un ensemble de démarches administratives ainsi que les documents reçus par des administrations, à accéder à certains droits (mutuelle, allocations, etc.), à accéder à des services spécialisés (entre autres associatifs) et à rechercher des solutions en cas d'urgences (relais vers services psychologiques, du logement, d'aide matérielles...) ⁴¹.

Dès lors, il peut prendre plusieurs formes (écoute attentive, conseils, information, orientation...) selon les besoins des bénéficiaires mais aussi selon leur catégorie. La mise en place de l'obligation a amené toute une série de démarches administratives pendant le BS, comme l'apport de la preuve pour suspendre le parcours, ou le déblocage de dossiers interrompus suite à l'expiration d'un titre de séjour, notamment les cartes orange, auprès de la commune ⁴². A contrario, pour les personnes étrangères, cette étape prendra sûrement une autre forme car elles sont souvent moins en demande d'accompagnement social du fait de leur installation plus ancienne en Belgique ⁴³.

En 2023, **5.252 bilans sociaux ont été réalisés** par les trois BAPAs, soit plus du double qu'en 2022 (+137 %) et presque le triple qu'en 2021 (+274 %) (*Figure 25*). Ces chiffres correspondent à l'explosion du nombre de bénéficiaires admis en 2023. Au sein des BAPAs cette croissance s'observe également, Convivial connaît la plus forte progression voyant ses chiffres plus que triplés (+257), le suit VIA avec une augmentation de 132 %, puis BAPA-BXL

⁴¹ Cf. Rapport activités 2023, VIA, pp.28-29.

⁴² Cf. Rapport activités 2023, VIA, p.28.

⁴³ Cf. Rapport d'activités 2023, Convivial, p29.

avec près du double de BS qu'en 2022 (+97 %). Ceci donne à voir une disparité dans la répartition entre les BAPAs (35 % BAPA-BXL ; 42 % VIA ; 23 % Convivial) par rapport à 2022 (42 % BAPA-BXL ; 43 % VIA ; 15 % Convivial). Convivial connaît une augmentation de 8 points par rapport à 2022 aux dépens de BAPA-BXL qui diminue de 7 points et VIA reste assez stable (- 1 %).

Pour évaluer l'efficacité du parcours à cette étape-ci, nous comparons la part ayant réalisé un bilan social la même année⁴⁴. Parmi les 6.255 admis-es en 2023, **81 % ont réalisés un bilan social**, soit 5.252 bénéficiaires. Cet indicateur est le plus faible depuis 2017, la moyenne des six dernières années se situant à 86 %. La chute de cet indicateur doit se comprendre dans un contexte de saturation des deux BAPAs historiques due à la croissance sans précédent du public.

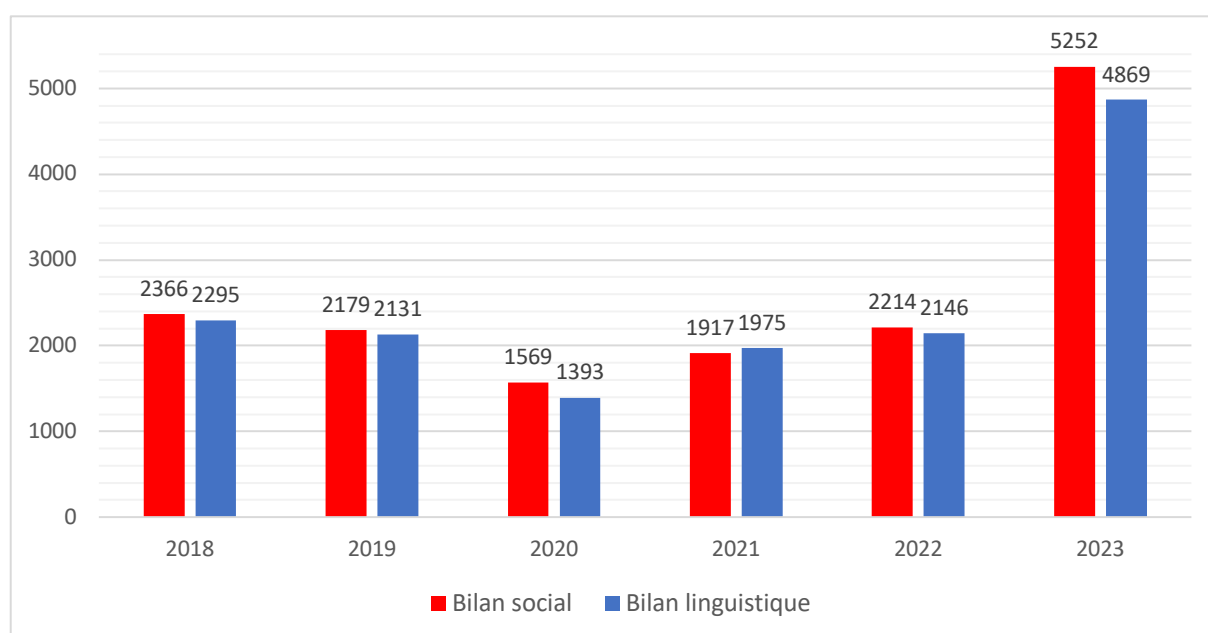


Figure 25. Évolution du nombre de bilans sociaux, bilans linguistiques (2017-2023). Source : APA (janvier 2024)

Le **bilan linguistique** (BL) est également un moment important pour la suite du parcours. Il sert à évaluer les compétences linguistiques du·de la bénéficiaire et le·la positionner au sein des différents niveaux de formations (filières et modules), en vue de son inscription à un premier module auprès des opérateurs linguistiques. Le BL est effectué par les assistant-es social-es et comprend deux volets : un test linguistique et un entretien portant sur le parcours scolaire, les disponibilités du bénéficiaire, etc.

En 2023, on dénombre **4.869 bilans linguistiques** réalisés dans les trois BAPAs. Tout comme les bilans sociaux, ces chiffres ont plus que doublé (+127 %) par rapport à 2022 (Figure 25). Si on observe la répartition entre BAPAs on retrouve des tendances semblables que pour les bilans sociaux (34 %-45 %-21 %). La proportion de BL effectués par VIA reste stable par rapport à 2023 pendant que BAPA-BXL (34 %) connaît une diminution de 7 points et que la proportion à Convivial augmente de 7 points.

⁴⁴ Cet indicateur est influencé par l'importance des admissions en fin d'année : une personne admise par exemple le 28 décembre 2023 réalisera très probablement son BS en 2024.

Parmi les 4.869 bilans linguistiques, **2.519 personnes, soit plus de la moitié (52 %) détenaient le niveau linguistique requis**. Par rapport à 2022, la part des personnes arrivées avec un niveau de français requis augmente considérablement (soit de 16 pp.). Parmi les bénéficiaires ayant le niveau requis de français, la moitié sont des personnes étrangères, 27 % des primo-arrivant·es non-prioritaires et 24 % des primo-arrivant·es prioritaires.

Parmi ces derniers, 72 % (12 % en Alpha et 60 % en FLE) ont été dispensées suite à un test de positionnement tandis que 28 % des personnes (toutes en filière FLE) avaient une attestation reconnue (*Tableau 10*). On retiendra de ces chiffres, deux éléments : une augmentation de la part des personnes maîtrisant le A1 (7 % en 2022) et l'importance des personnes ayant une attestation délivrée par d'autres institutions (identique à 2022), indiquant que le parcours n'est pas toujours le premier contact avec des institutions réalisant des tests de positionnement.

Filières	Public prioritaire		Public non-prioritaire				Total	
	Effectif	Part	PA ayant-droit		Personnes étrangères		Effectif	Part
Filière Alpha - Au-delà du A1	44	7 %	69	10 %	185	15 %	298	12 %
Filière FLE - Au-delà du A2	552	93 %	602	90 %	1067	85 %	2221	88 %
Positionnement par le BAPA	459	77 %	425	63 %	630	50 %	1514	60 %
Attestation reconnue	93	16 %	177	26 %	437	35 %	707	28 %
Total	596	100 %	671	100 %	1252	100 %	2519	100 %

Tableau 10. Détail des personnes dispensées de formation linguistique après BL selon la sous-catégorie de bénéficiaires. Source : APA (2023)

Concernant les tests de positionnement à proprement parler, **2.322 personnes ont été positionnées** dans des modules linguistiques selon une répartition en sous-filière comme suit : **24 % en Alpha, 2 % en FLE NAL⁴⁵, 33 % en FLE A et 40 % en FLE B**. Cette année, la part de filières FLE B diminue de 9 points au profit de la filière Alpha qui augmente de 4 points et de la nouvelle filière FLE NAL. Cette répartition diffère également très fortement d'un BAPA à l'autre (*Figure 26*) ; ce qui peut d'ailleurs être mis en parallèle avec les profils de leurs bénéficiaires (cf. *supra*. Partie III). On remarquera surtout la faible part en filière Alpha (10 %) et la part élevée en filière FLE B (62 %) à BAPA-BXL, contrairement à VIA qui a une répartition nettement plus équilibrée entre les trois principales filières (30 %-39 %-27 %). Convivial a la part plus importante de bénéficiaires en filière Alpha et la plus petite en FLE A suivant une répartition tel que 34 %-28 %-39 %.

⁴⁵ Nouvelle filière qui « remplace » les modules « alphabet latin ». Elle comprend deux modules de 150 heures pour atteindre le A1. Les personnes peuvent par après continuer en FLE A ou en FLE B. Si l'effectif de cette filière est faible c'est parce qu'elle a débuté à la fin de l'année 2023.

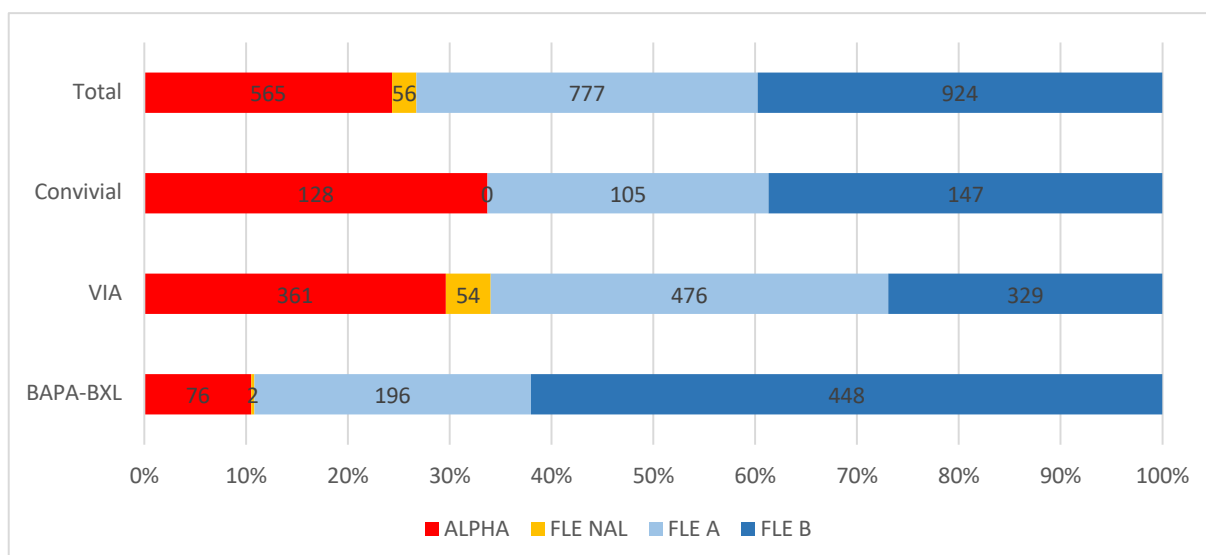


Figure 26. Répartition des bénéficiaires ayant réalisés un BL en 2023 et ayant besoin d'une formation linguistique selon la filière linguistique pressentie. Source : APA (2024)

1.2. Modules droits et devoirs

Les modules « droits et devoirs » (DD) sont en règle générale dispensés par les accompagnateurs·rices social·es, mais le nombre conséquent de modules à dispenser annuellement – en moyenne 192 modules depuis 2017 – peut nécessiter le renfort des formateurs et formatrices. Et ceci a inévitablement des conséquences sur la charge de travail de ces dernier·ères.

De plus, la diversité toujours plus grande des langues proposées (cf. *infra*) nécessite dans certains cas – en particulier pour les langues rares (Dari, Farsi, Pashto, Tigrina, etc.) – l'intervention d'un interprète, que ce soit un·e travailleur·se social·e (au sein des BAPAs) ou externe (e.g. : SETIS, Bruxelles Accueil). Dans ce dernier cas, selon les données récoltées par les BAPAs, 16 % des modules réalisés en 2023 ont fait appel à une personne tierce (4 points de moins qu'en 2022). Notons qu'au total 16 langues différentes sont parlées tous BAPAs confondus. En plus des modules en langues rares et en français facile, les BAPAs mettent en avant l'utilisation de méthodes d'animation avec des outils visuels pour pallier les difficultés de compréhension, ainsi que le partage d'expérience pour favoriser la participation.⁴⁶

Au niveau du volume, **266 modules DD ont été organisés en 2023** : 48 % par VIA ; 29 % par BAPA-BXL et 26 % par Convivial (Figure 27). Ce nombre de modules est le plus élevé depuis l'ouverture des BAPAs, et représente une augmentation de 30 % par rapport à l'offre de 2022. Si on prend comme indicateur **la capacité effective (nombre de participant·es)** la répartition est plus équilibrée : 46 % par VIA, 31 % par BAPA-BXL et 22 % par Convivial (Figure 28). En 2023, les BAPAs ont accueilli dans leur DD plus du double de participant·es par rapport à l'année dernière et à la moyenne des années prépandémiques, soit **4.727 bénéficiaires**. En définitive, ces 266 modules avaient **une capacité effective médiane de 19 participant·es**, qui est nettement supérieure à celle de 2022 (+ 10 participant·es) et ont un **taux de participation de 89 %**.

⁴⁶ Cf Rapport d'activité 2023, BAPA-BXL, p.55. Rapport d'activité 2023, Convivial, p. 36.

Ces modules sont dispensés en 2023 dans **22 langues**, mais dans des proportions différentes : **82 % des modules sont réalisés soit en français (37 %), soit en arabe⁴⁷ (30 %), soit en anglais (15 %)**. Ces trois langues concernant 90 % des participant·es effectifs des DD de cette année. Contrairement à l'année dernière, cette année les modules en français sont plus nombreux que ceux dispensés en arabe. Les BAPAs attribuent ce changement à l'arrivée des personnes étrangères qui maîtrisent déjà le français. Ensuite on retrouve l'espagnol (4 %) et 15 autres langues (chacune entre 0-3 %). On observe par ailleurs des différences notables entre les BAPAs liées aux spécificités de leur public (cf. *supra*) :

- BAPA-BXL : 27 % de ses modules sont dispensés en anglais (communauté indienne) ;
- VIA : 42 % sont dispensés en arabe orientale ou arabe maghrébin (réfugiés syriens ainsi que le regroupement familial des Marocains) ;
- Convivial : la moitié des modules (52 %) sont dispensés en français (migration d'Afrique subsaharienne).

On soulignera qu'il y a une plus grande diversification de langues à VIA (18 langues) par rapport aux autres BAPAs. Cependant, cette année tant BAPA-BXL (11 langues) que Convivial (7 langues) ont ajouté une langue supplémentaire dans leur offre de DD. A ce sujet, les BAPAs soulèvent les difficultés à trouver ou à agencer des DD (et FOCI) avec des interprètes tiers. Ils soulignent la charge de travail supplémentaire, souvent administrative, que cela implique⁴⁸.

Ensuite, les BAPAs soulèvent deux autres difficultés dans la gestion des DD. En premier lieu, il semble y avoir une augmentation de la demande de formation en « décalé » par la présence accrue de bénéficiaires en emploi ou en formation due à la diversification du public⁴⁹. En effet, par rapport à 2022, **il y a une augmentation de 25 % du nombre de DD « en décalé » (20 contre 25 modules en 2023). Cependant, la part des modules « en décalé » reste identique à 2022**. Il reste à vérifier si l'évolution de la part des modules « en décalé » de FOCIs peu appuyer de façon plus évidente les constats des BAPAs (cf. *infra*).

En second lieu, la gestion des niveaux de connaissances est devenue plus complexe avec l'arrivée de personnes étrangères en DD. Pour ce public, qui est présent depuis longtemps en Belgique, certains thèmes sont peu intéressants⁵⁰. Pour y pallier plusieurs stratégies sont mise en place, VIA par exemple a numérisé la formation accessible exclusivement pour les personnes étrangères avec des connaissances suffisantes en français et en informatique. Une demi-journée est prévue pour des échanges et des éventuelles questions⁵¹.

⁴⁷ Ici on considère les modules arabes : les modules d'arabe oriental (11 %), d'arabe classique (10 %) et d'arabe maghrébin (9 %).

⁴⁸ Cf Rapport d'activité, Convivial, p.37.

⁴⁹ Cf Rapport d'activité, Convivial, p.37.

⁵⁰ Cf Rapport d'activité 2023, Convivial, p.36.

⁵¹ Cf Rapport d'activité 2023, VIA, p.40.

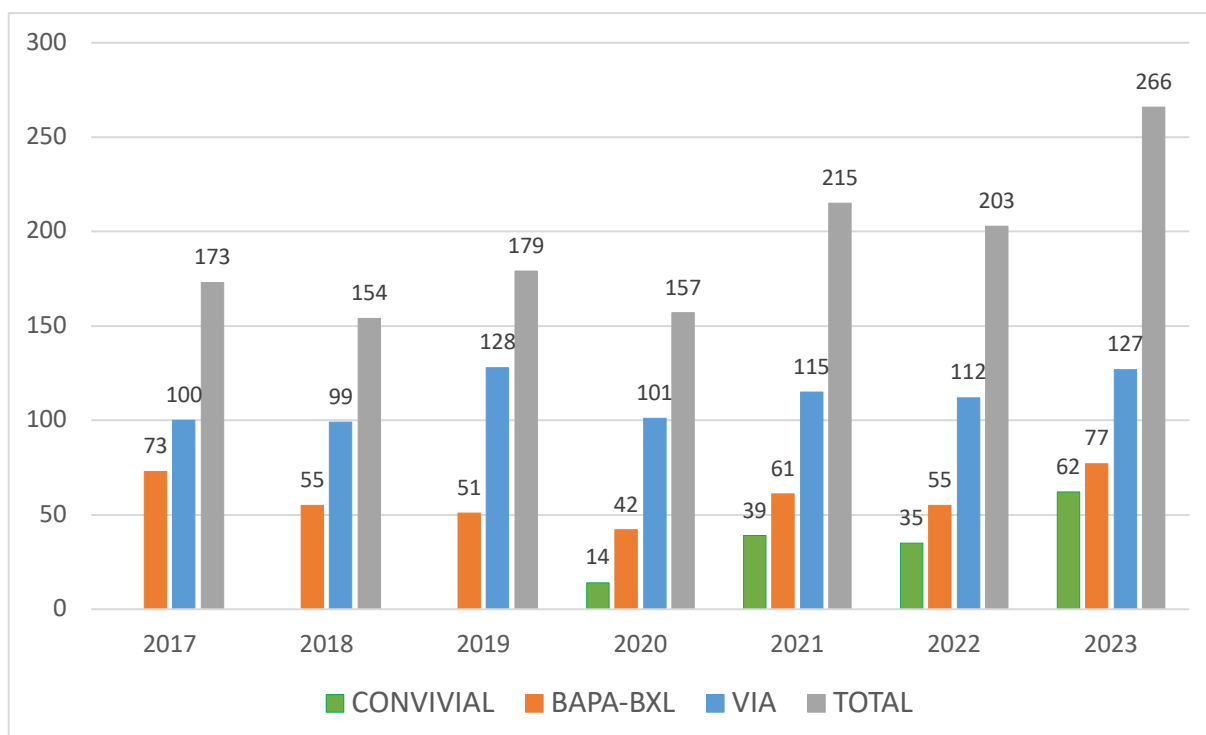


Figure 27. Évolution du nombre de modules droits et devoirs par BAPA (2017-2023). Source : Rapport d'activités 2023 (BAPA, mars 2024).

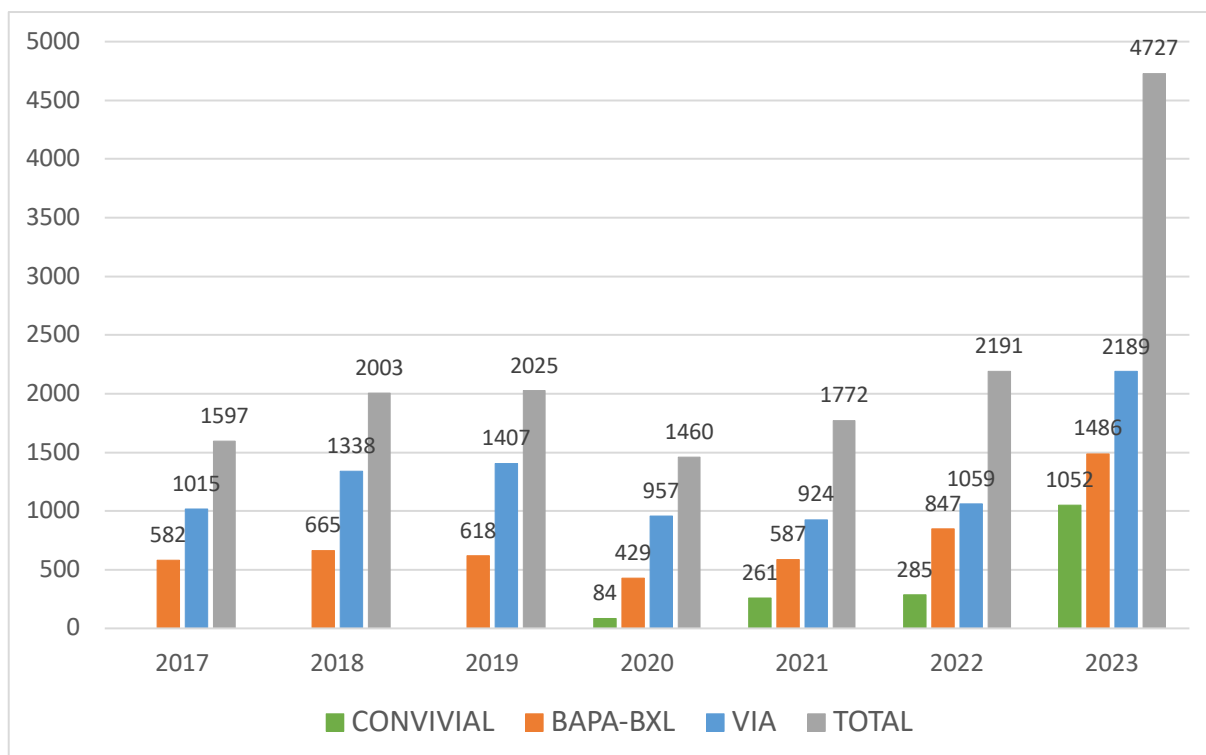


Figure 28. Évolution du nombre d'effectif de participant-es aux modules droits et devoirs par BAPA (2017-2023). Source : Rapports d'activités 2023 (BAPA, mars 2023).

1.3. Les volets primaires terminés

En 2023, **3.264 attestations de fin de volet primaire ont été délivrées**, contre 2.003 en 2022 (+63 %) et représentent plus du double qu'en 2019 (+117 %) (Figure 29).

Si nous observons la répartition entre BAPAs, on observe que la moitié (des attestations de fin de volet primaire 52 %) sont délivrées par VIA, 34 % par BAPA-BXL et 19 % par Convivial. Cette répartition est similaire à celle des bilans sociaux et linguistiques et donne à penser qu'en volet primaire il y a peu de décalage temporel des effectifs admis entre les années. En effet, 80 % des volets primaires terminés en 2023 concernent des bénéficiaires admis cette même année. Ce taux a connu une augmentation de 30 pp. par rapport à l'année dernière ce qui amène à affirmer que les décalages temporaires en volet primaire s'atténuent cette année. Une explication est la diminution du temps médian du volet primaire qui se situe en 2023 à 2,5 mois, ce qui correspond aux temps d'avant la crise sanitaire (3 mois en 2022).

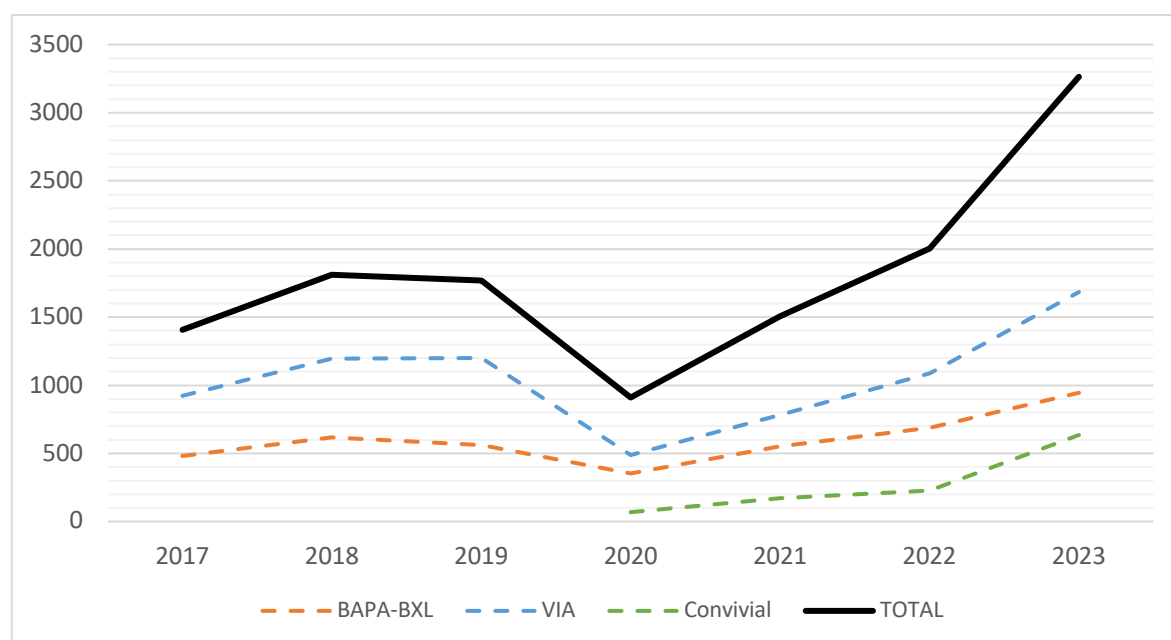


Figure 29. Évolution du nombre de volets primaires complétés (2016-2023). Source : APA (janvier 2024).

2. Volet secondaire

À l'issue du volet primaire, les bénéficiaires se voient proposer la signature d'une convention en vue de réaliser un volet secondaire, comprenant trois composantes majeures : l'accompagnement individuel, la formation à la citoyenneté, et la formation linguistique.

2.1. Les volets secondaires entamés

En 2023, **2.980 conventions ont été signées**. Le nombre de conventions signées a augmenté de 72 % par rapport à 2022 et de 82 % par rapport à la moyenne prépandémique. Il s'agit d'une croissance légèrement plus importante que celle des volets primaires terminés (+9 %), qui s'explique par le nombre de bénéficiaires encore engagés dans un volet secondaire à la fin de l'année 2022.

En comparant ce nombre de conventions signées à l'ensemble des conventions proposées, on obtient un **taux de signature de 91 %**, 5 pp. de plus que l'année dernière et qui se rapproche de plus en plus au taux des années prépandémiques (95 %). Ce taux est plus équilibré au niveau des BAPAs, par rapport à 2022, avec une importante augmentation de la part des conventions signées à BAPA-BXL atteignant 85 % (63 % en 2022), mais des légères diminutions à Convivial (90 % contre 95 % en 2022) et à VIA (95 % contre 99 % en 2022).

Concernant le contenu des conventions des trois grandes composantes du volet secondaire, **la formation citoyenne est toujours la plus fréquente dans les conventions signées**. Elle est présente dans la quasi-totalité des conventions (93 %), mais est toutefois en léger recul (-5 %), enregistrant ainsi le taux le plus bas des cinq dernières années (Figure 30). Ce recul pourrait s'expliquer par la définition récente des critères de dispense pour les bénéficiaires ayant suivi des formations similaires ailleurs. En ce qui concerne les BAPAs, nous observons que pour VIA il y a légèrement plus de conventions signées intégrant la formation citoyenne, soit 96 % contre 91 % pour BAPA-BXL et pour Convivial (Figure 31).

Au contraire, **l'accompagnement social est en augmentation cette année (+6 %) et est présent dans 74 % des conventions signées** (Figure 30). On notera une grande disparité entre BAPAs, Convivial a notamment une plus grande part de conventions signées où l'accompagnement social est présent, soit 93 %, contre 86 % à BAPA-BXL et 61 % à VIA (Figure 31). Cependant, seul VIA voit son taux augmenter de 9 points par rapport à 2022 pendant que ceux de Convivial et BAPA-BXL chutent de 9 pp. et 3 pp. respectivement. Ces fortes différences de représentations peuvent s'expliquer parce que les BAPAs n'établissent pas les conventions de la même façon. A VIA, par exemple, l'accompagnement social n'est inclus dans la convention que lorsqu'il consiste en un suivi structurel pour répondre à des besoins sociaux spécifiques tout au long du volet secondaire, une orientation ou un suivi de parcours n'est pas comptabilisé comme un accompagnement social.

Ensuite, **la formation linguistique est présente dans seulement 39 % des conventions signées**. Par rapport à l'année dernière sa proportion a chuté de 20 pp. représentant la plus faible depuis l'ouverture des BAPAs (Figure 30). Cette décroissance relative de la demande de formation linguistique est sûrement liée à l'arrivée de personnes étrangères dans le parcours qui, vivant en Belgique depuis plus de trois ans, sont plus susceptibles à connaître la langue et pouvoir l'attester. Au niveau des bureaux d'accueil (Figure 31), on observe un fort contraste, alors que les formations linguistiques représentent moins d'un tiers des conventions signées à BAPA-BXL (22 %) et à Convivial (31 %), elles constituent la moitié à VIA (52 %). Ce constat avait déjà été soulevé l'année dernière et s'explique par un niveau d'étude plus faible à VIA et un public arabophone plus important.

Enfin, un peu plus d'un quart des conventions signées (27 %) portent sur des volets secondaires « complets », c'est-à-dire contiennent les trois composantes possibles de celui-ci. Une proportion qui augmente par rapport à 2022 (+4 %), mais qui reste toujours plus faible que les taux des années prépandémiques. Cela se traduit plus largement par la diversification des profils du public ayant des besoins et des demandes distinctes.

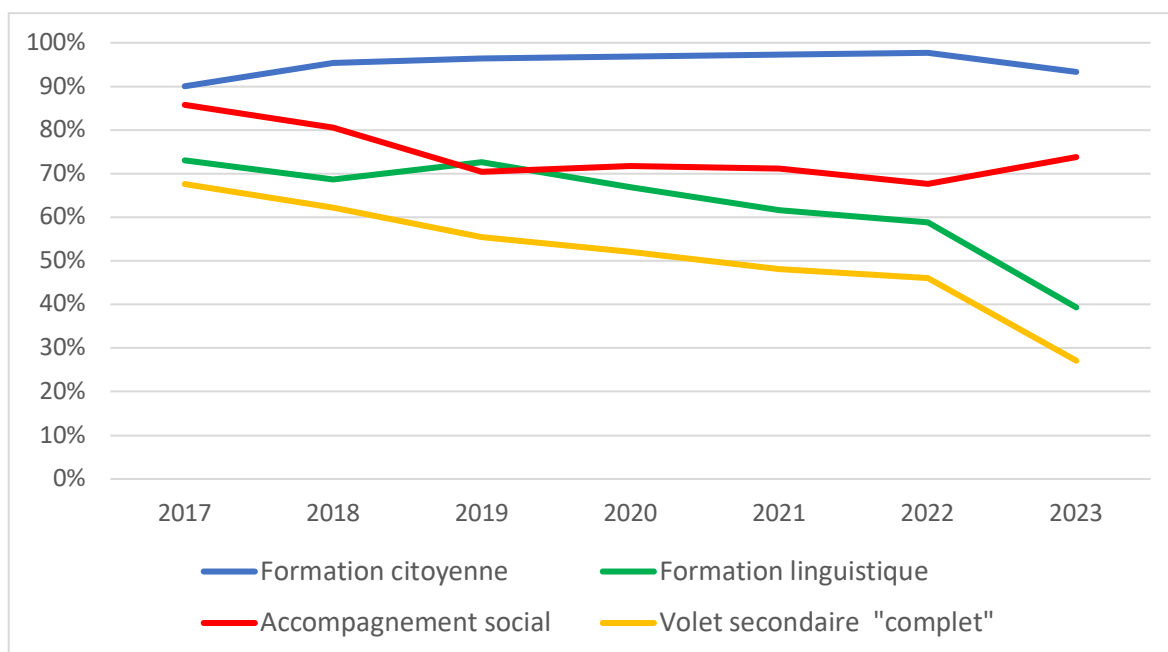


Figure 30. Évolution de la part des trois composantes du volet secondaire dans les conventions signées (2017-2023). Source : APA (Extraction janvier 2024).

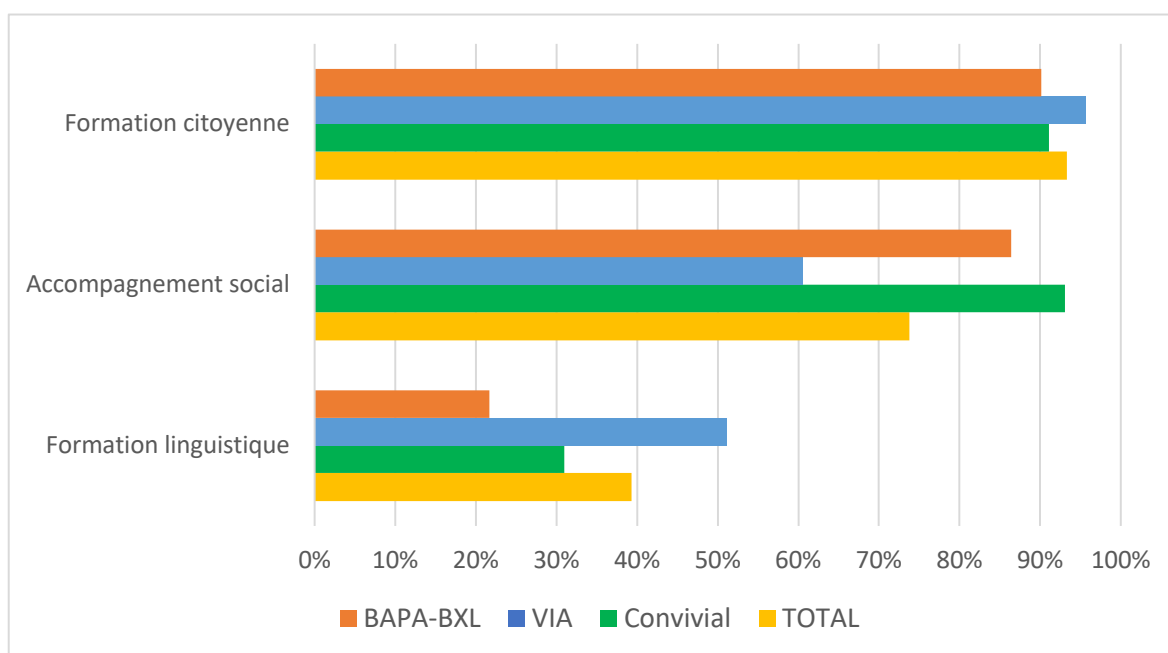


Figure 31. Part des trois composantes du volet secondaire dans le total des convention signées et selon les BAPAs en 2023. Source : APA (extraction janvier 2024).

2.2. Accompagnement social

Comme nous l'avons vu précédemment, cette année il y a un essor de la volonté de suivre un accompagnement social pendant le parcours. Lors du bilan social, de nombreuses questions sont soulevées et mettent très vite en lumière les besoins des bénéficiaires dans leur installation. L'accompagnement « est réalisé par un travailleur social [et] consiste à l'évaluation continue de la situation du bénéficiaire pendant le volet secondaire du parcours

d'accueil, dans le soutien du bénéficiaire dans les démarches qu'il entreprend en vue de son insertion sociale et professionnelle et le cas échéant, en ce compris en cas de difficulté d'apprentissage linguistique, dans son orientation vers d'autres dispositifs. » (Art. 16, Arrêté Cocof 2014).

Bien que l'accompagnement social dépende des caractéristiques de chaque bénéficiaire, les problématiques sociales les plus récurrentes (non-exhaustives) d'après les rapports d'activités des BAPAs, auxquelles les travailleur·ses social·es sont confrontées sont⁵² :

- la compréhension et la gestion des démarches administratives et juridiques (relation avec les communes et CPAS, perte et renouvellement des titres de séjour), cette année davantage liées à la demande de nationalité par les personnes étrangères ;
- les difficultés financières (perte de revenu, paiement des charges, gestion de dette);
- la recherche d'une formation professionnelle et/ou d'un emploi (Orientation ISP);
- la recherche et la gestion d'un logement ;
- les problèmes de santé mentale et/ou physique (notamment des situations d'handicaps d'une personne à charge) ;
- les violences d'ordre familial (en particulier, conjugales) ;

Comme l'indique un BAPA dans son rapport d'activités, l'enjeu pour les BAPAs est ainsi de trouver l'équilibre entre ces deux axes afin qu'ils ne rentrent pas en tension : *« Comme le parcours vise l'autonomie de la personne, nous considérons qu'il est important que la personne primo-arrivante aille aussi vers des associations pouvant répondre à ses demandes dans le futur. Dès son inscription dans le parcours, nous expliquons à la personne qu'elle sera amenée à aller vers d'autres services avec qui nous sommes en collaboration. Il s'agit de rassurer la personne, mais aussi de faire en sorte qu'elle ne reçoive pas toute l'aide nécessaire auprès de son accompagnateur·trice social·e. de le faire connaître à nos bénéficiaires pour leurs démarches ultérieures. »*⁵³

Néanmoins, cet équilibre peut être mis à mal si les associations partenaires sont elles-mêmes saturées : *« le suivi d'un grand nombre de personnes primo-arrivantes dans le parcours d'accueil rend l'orientation indispensable. Nous comptons sur les partenariats que nous avons créés pour assurer des relais. Mais ces services sont parfois eux-mêmes saturés, notamment ceux qui sont spécialisés en aide juridique »*⁵⁴. Les services spécifiques internes développés par les BAPAs ces dernières années permettent de soulager les accompagnateurs·trices social·es. Si VIA a lancé en 2022 un service juridique, BAPA-BXL a développé depuis 2021 deux permanences juridique et psychologique dans ses murs. À côté de ces nouveaux services internes, les trois BAPAs ont également développé des activités pour lutter contre l'isolement social (tables de conversation), les inégalités de genre (ateliers pour femmes), ou plus récemment la fracture numérique (ateliers informatiques). Ainsi, l'orientation est dorénavant autant externe qu'interne⁵⁵.

⁵² Pour une présentation détaillée des tâches des accompagnateur·rices social·es, voir le Rapport d'activité 2023 de BAPA-BXL (pp.61-62).

⁵³ Cf Rapport d'activité 2023, VIA, p.44.

⁵⁴ Cf. Rapport d'activité 2023, VIA, p.44.

⁵⁵ Voir rapport de recherche du CRAcs (2023) sur la pratique de l'orientation des bénéficiaires et sur la place du parcours d'accueil dans le paysage de l'action publique en région bruxelloise.

De plus, cette tendance à « l'orientation interne » est particulièrement importante pour **l'orientation vers l'Insertion socio-professionnelle (ISP)** – une composante prioritaire dès le début de la politique et qui est centrale dans l'accompagnement social. En effet, face au constat des nombreux écueils rencontrés par les bénéficiaires dans leur orientation vers les services ISP « classiques », les bureaux d'accueil mènent depuis 2019 une réflexion sur un accompagnement professionnel spécifique vers les personnes primo-arrivantes, qui a abouti à des projets ISP annexes au parcours d'accueil, tels que du coaching professionnel individuel, la Guidance socioprofessionnelle de Convivial (équivalence de diplôme, recherche de stage et formation, mentorat féminin), ou encore le projet PEPA de VIA (activités « pré-ISP » en vue de préparer à une offre ISP généraliste). VIA témoigne de ce constat dans son rapport d'activité : « *Nous réorientons systématiquement vers les structures d'accompagnement ISP, malgré le fait qu'il existe un « écart » entre l'offre de ces dernières et le besoin de nos bénéficiaires en termes d'accompagnement d'ISP. En 2019, VIA a ajouté dans son plan stratégique l'ambition de développer « un parcours « pro » complémentaire au parcours d'accueil avec ses partenaires qui s'est réalisé en 2023.* »⁵⁶

Enfin, les BAPAs soulignent des nouvelles difficultés rencontrées par les bénéficiaires :

- De plus en plus de situations de personnes présentant une fragilité psychologique ou psychiatrique.
- La fracture numérique et/ou la méconnaissance d'une des langues nationales d'une partie du public qui rend « *le public particulièrement dépendant des travailleurs sociaux pour toutes les démarches sociales à accomplir. Cela constitue un frein important à l'autonomisation des bénéficiaires.* »⁵⁷
- L'augmentation des violences conjugales et de l'isolement social.

Les BAPAs font eux-même face à de nouvelles difficultés dans l'accompagnement social en lien avec le profil des bénéficiaires. C'est le cas notamment pour les bénéficiaires obligé-es ou contraint-es par une autre administration qui ne sont pas motivé-es par le parcours ou pour qui celui-ci ne représente pas une priorité⁵⁸. Les raisons sont variées et peuvent être liées à l'emploi, aux démarches d'installations, le charge domestique... Le suivi devient plus énergivore pour les travailleur·euses social·es qui se voient devoir rappeler les bénéficiaires pour des rendez-vous ou des inscriptions aux formations.⁵⁹ De plus, VIA soulève : « *Une autre difficulté dans l'accompagnement est l'urgence de devoir répondre à certains bénéficiaires qui n'ont pas toujours été adéquatement informés des tenants et aboutissants du parcours par des intervenants extérieurs [...] ces éléments engendrent des situations de nervosité et parfois d'agressivité, que ce soit à l'accueil ou en face à face avec nos accompagnateurs sociaux.* »⁶⁰

⁵⁶ Rapport d'activités 2023, VIA, p.44. Ce projet est actuellement en cours.

⁵⁷ Rapport d'activités, Convivial, p.41.

⁵⁸ Rapport d'activités, VIA, p. 44.

⁵⁹ Rapport d'activités 2023, Convivial, p.41.

⁶⁰ Pour des exemples cf. Rapport d'activités, VIA, 2023, p.45.

2.3. Formations citoyennes

La formation « Citoyenne » (FOCI) a « *une durée minimum de cinquante heures [et] est dispensée à des groupes de maximum vingt bénéficiaires par un formateur disposant des compétences pédagogiques en ce compris à l'égard d'un public primo-arrivant ne maîtrisant pas le français, titulaire d'une attestation de formation de formateur à la citoyenneté délivrée par un organisme de formation reconnu ou agréé, ainsi que d'une attestation de formation continuée en cours de validité délivrée par ce même type d'organisme.* » (Art. 18, Arrêté 2014/562). Les grandes thématiques de cette formation sont définies par ce premier Arrêté d'exécution (2014), à savoir « *l'histoire de la Belgique y compris l'histoire des migrations, l'organisation politique et institutionnelle de la Belgique, la géographie de la Belgique, l'organisation socio-économique de la Belgique, le système de sécurité sociale belge, l'organisation du marché de l'emploi, ainsi que les modalités de participation* » (Art. 19, Arrêté 2014/562). Toutefois, les BAPAs disposent d'une certaine marge de liberté dans la construction de son contenu (cf. Rapport d'activités respectifs des BAPAs).

En 2023, **131 modules « formation Citoyenneté » ont été réalisés**, un module en moins par rapport à l'année dernière. Au niveau des BAPAs, nous remarquons des évolutions différentes, Convivial a effectué 8 modules de plus par rapport à 2022, tandis que VIA en fait 8 de moins et BAPA-BXL un en moins (*Figure 32*). La répartition du nombre de modules entre les BAPAs est la suivante : 47 % (VIA), 32 % (BAPA-BXL) et 21 % (Convivial).

Si le nombre de FOCI diminue, ce n'est pas le cas pour le nombre de participant-es. En effet, **la capacité effective des « formations Citoyenneté » s'élève à 2.338 participant-es** en 2023. Ce qui correspond à une augmentation de 20 % par rapport à l'année dernière et près du double qu'en 2021 (+96 %) (*Figure 33*). Au niveau des BAPAs, leur croissance respective diffère quelque peu de celle du nombre de modules : Convivial connaît la plus forte augmentation avec plus du double de participant-es, suivi de BAPA-BXL (+24 %), et enfin de VIA qui diminue un peu (-3 %). En outre, en rapportant cette capacité effective totale aux 2.649 personnes inscrites à une FOCI, nous obtenons un taux de participation de 88 % identique à celui de 2022 et de 2019. La répartition du nombre effectif de participant-es à ces modules est de 47 % à VIA, 33 % à BAPA-BXL et 20 % à Convivial – quasi identique à celui du nombre de modules (cf. supra).

Depuis la pandémie et du fait des mesures sanitaires, la tendance était d'accroître le nombre de modules et réduire la capacité effective des modules. Pour la première année le nombre médian de participant-es par module FOCI est égale à la médiane pré-covid de 2019, c'est-à-dire 19 participant-es. La diminution des modules des FOCIs est ainsi compensée par l'augmentation de la capacité effective des FOCIs qui croît de 4 participant-es par rapport à 2022. Notons cependant que la médiane est au-dessus de ce que les formateur-trices considèrent le groupe idéal qui est de 15 personnes. Cependant, les bureaux d'accueil sont contraints par la limitation des ressources tant humaines que budgétaires⁶¹.

Cette année les modules de citoyenneté sont dispensés en 6 langues. A l'instar des DDs (cf. supra), les modules de français ont pris le dessus par rapport à l'année dernière sur les modules en arabes. Ainsi, 44 % sont des FOCIs dispensées en français, dont 8 % sont en « français facile » (modules destinés aux bénéficiaires ayant acquis le A2). En revanche, les modules d'arabe représentent 39 % et perdent 8 pp. par rapport à 2022. Les suivent les

⁶¹ Cf. Rapports d'activités 2023, VIA, p.52.

modules d'anglais (16 %) qui augmentent de 6 points. Deux autres modules sont dispensés en espagnol et en portugais. On observe quelques différences marquantes entre les BAPAs associées aux profils de leur public (cf. *supra* : Partie 3). BAPA-BXL et Convivial ont une part similaire de modules en français (47 % et 48 %) alors que cette part est plus faible à VIA (39 %). La moitié des FOCIs à VIA sont en arabe. La deuxième langue dominante à BAPA-BXL est l'anglais (29 %) et à Convivial l'arabe classique (37 %).

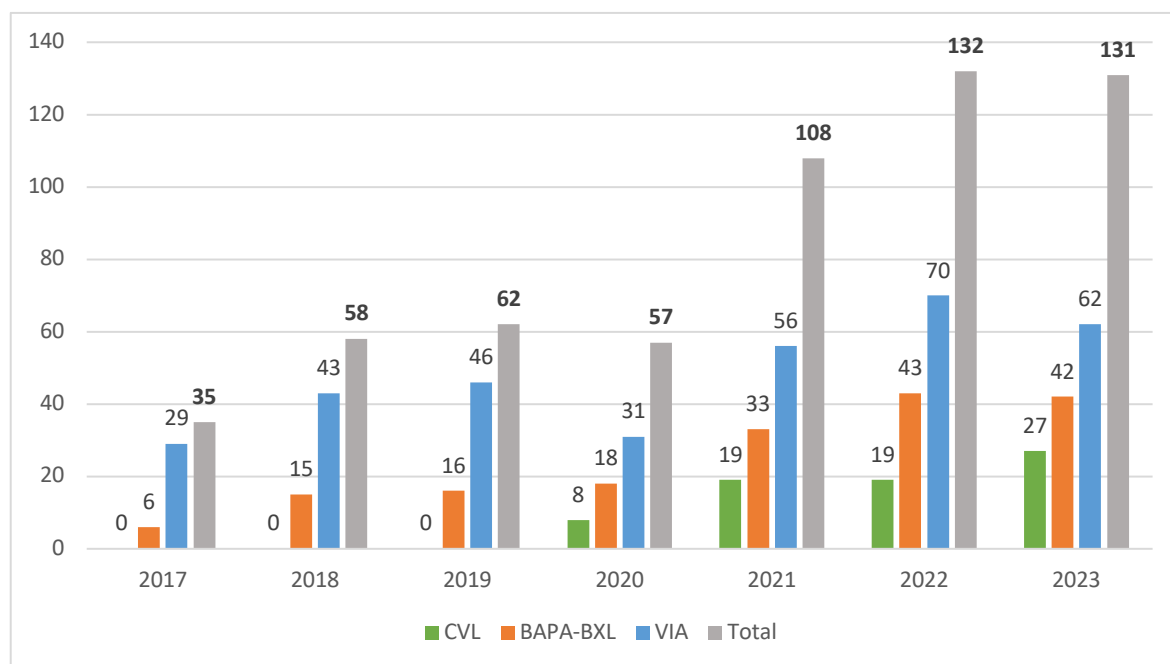


Figure 32. Évolution du nombre de FOCI dispensés (2017-2023). Source : APA (2023) et Rapport d'activités 2023 (BAPA-BXL, VIA et Convivial).

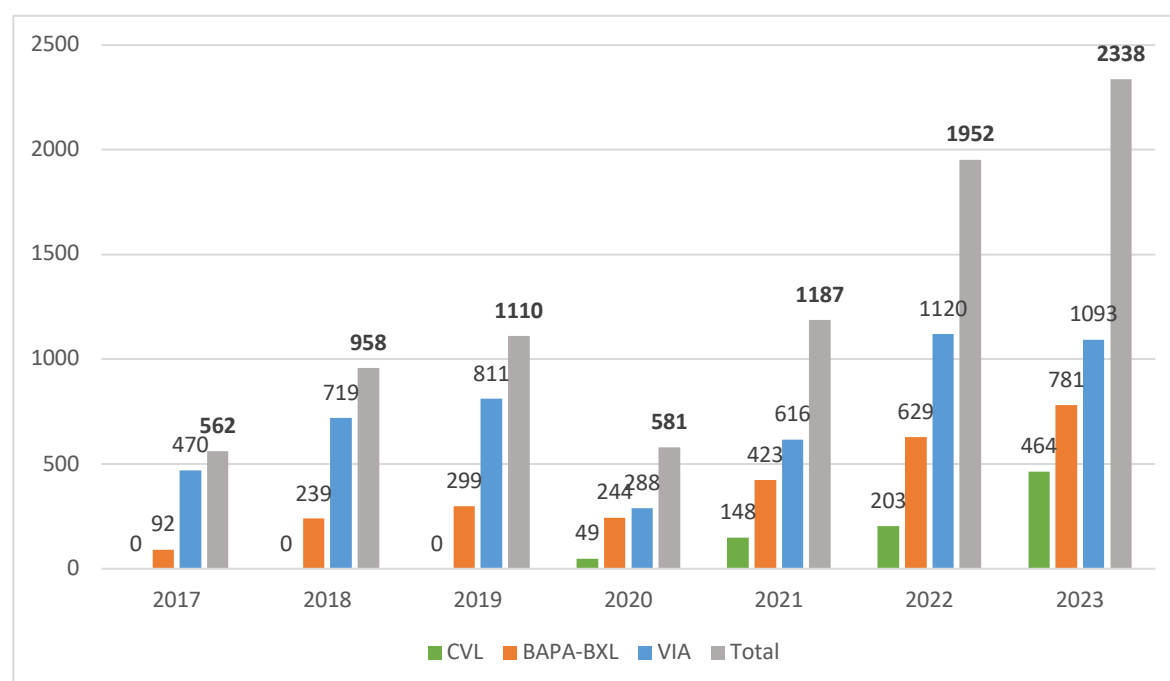


Figure 33. Évolution du nombre de participant-es aux modules de FOCI (2017-2023). Source : APA (2023) et Rapport d'activités 2023 (BAPA-BXL, VIA et Convivial)

Ensuite, des interprètes ont été nécessaires dans 13 % des modules (-6 pp. en 2022) et les BAPAs ont fait appel à une personne tierce dans 2 % des modules. Il semble que les bureaux sont de plus en plus autonomes à ce sujet. Cependant, il est également possible que la difficulté à faire appel à un interprète, déjà mentionné précédemment pour les DDs, pourrait expliquer la baisse de la part des modules avec interprètes.

Cette année aucune FOCI n'a été dispensée en distanciel. Pour rappel, il y a une volonté de la part des BAPAs de les faire en présentiel en raison tant de la fracture numérique des publics plus fragilisés, mais aussi pour favoriser les échanges et la sociabilité entre les participant·es.

Dans leur rapport d'activités, les BAPAs soulignent **plusieurs difficultés structurelles** :

- La gestion des demandes de FOCI en différentes langues. VIA soulève la difficulté à composer des groupes de 20 personnes dans certaines langues ce qui retarde pour certain·es bénéficiaires le parcours en attente d'avoir un niveau de français minimum pour suivre un module de « français facile ». ⁶² Cependant, BAPA-BXL rencontre plutôt des problèmes à trouver des interprètes, comme pour les DD mais qui est d'autant plus compliqué pour les modules de FOCI de 50h ⁶³.
- Les demandes croissantes de modules « en décalé » par des bénéficiaires qui ne sont pas disponibles en journée. L'organisation de ces modules engendre des difficultés d'organisation d'interventions extérieures ou de visites, mais implique aussi des moyens supplémentaires ⁶⁴. VIA envisage d'augmenter le nombre de FOCIs en soirée entre 4 et 6 pour 2024.
- Enfin, comme les années précédentes, les trois BAPAs font le constat que les 50h de formation Citoyenneté ne suffisent pas pour voir l'ensemble de la matière, et à plus forte raison, si l'ambition est de prendre en considération les demandes des bénéficiaires (souvent issues de frustrations liées à la rapidité des modules droits et devoirs). Cependant, cette modification du parcours s'est vue adoptée en 2024 dans l'arrêté d'exécution de la nouvelle ordonnance Cocom. Un module de 60h pourra être proposé par les BAPAs, reprenant les 10h de Droits et Devoirs et les 50h de FOCI.

2.4. Formations linguistiques

La formation linguistique est la seule composante qui doit obligatoirement être mise en œuvre par des opérateurs tiers. Depuis l'adoption en 2019 de l'arrêté modifiant ⁶⁵, les BAPAs peuvent orienter leur public vers plusieurs types d'opérateurs.

« Art. 17. La formation linguistique vise l'apprentissage du français et est dispensée soit par Bruxelles-Formation ou par un établissement de promotion sociale bruxellois organisé ou

⁶² Cf. Rapport d'activité 2023, VIA, p.52.

⁶³ Cf. Rapport d'activité 2023, BAPA-BXL, p.84

⁶⁴ Cf. Rapport d'activité 2023, VIA, p.52.

⁶⁵ Arrêté 2018/2162 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Cocof du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Cocof du 5 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants (MB : 14 Mars 2019).

subventionné par la Commission Communautaire Française ou la Communauté française, soit par des opérateurs de formation conventionnés et subventionnés (...). Par dérogation au paragraphe 1er et compte tenu de la situation personnelle, des projets et compétences du bénéficiaire, les formations visant l'apprentissage du français dispensées par d'autres services publics ou associations subventionnées exerçant ce type d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale pourront être prises en considération par le bureau d'accueil dans le cadre du programme de formation linguistique. Ces formations doivent être proposées gratuitement aux bénéficiaires de parcours d'accueil. Le membre du Collège chargé de la cohésion sociale arrête la liste de ces opérateurs. » (art. 6)

Il en résulte donc une collaboration nécessaire entre les BAPAs – qui réalisent les bilans linguistiques, inscrivent les bénéficiaires dans des modules de formation (et donc composent des groupes), et assurent le suivi de la formation (rappel du début, prise en charge des éventuels redoublements, etc.) – et ces opérateurs linguistiques tiers qui dispensent les formations. S'il existe une attente en matière de collaboration et de partage d'informations entre les BAPAs et les Opérateurs linguistiques conventionnés (OL), ceci est nettement moins le cas avec les trois autres types d'opérateurs : Promotion sociale, Bruxelles-Formation et les autres opérateurs associatifs subventionnés dans le cadre du décret relatif à la Cohésion sociale. À ce titre, le Tableau 11 ci-dessous montre que les personnes inscrites en formation linguistique sont très largement (**89 %**) orientées vers **les 16 opérateurs conventionnés en 2023**.

La répartition des différents opérateurs reste presque inchangée par rapport à 2022, la promotion sociale connaît une baisse de 1,6 points. Les opérateurs reconnus en Cohésion sociale (4 %) – spécialisés dans l'alphabétisation (P2) – et *Bruxelles Formation* (moins de 1 %) restent quasi inexistantes.

	Opérateurs conventionnés	Opérateurs reconnus (CoSo)	Promotion sociale	Bruxelles-Formation
Inscriptions	1929	83	139	7
Part (%)	89,4 %	3,8 %	6,4 %	0,3 %

Tableau 11. Répartition des personnes inscrites en formation linguistique ayant réalisé un bilan linguistique en 2023 selon le type d'opérateurs. Source : APA (extraction 2024)

En ce qui concerne la collaboration avec les OLs, tous les BAPAs soulèvent une amélioration notable dans la communication, la coordination de l'offre et le suivi des bénéficiaires. Ils évoquent en particulier un échange fluide des documents importants (fiches de début et de fin de modules), des ajustements à faire (changements de groupe, de niveau, d'horaire) et des potentielles difficultés, d'apprentissage ou personnelle, que des bénéficiaires peuvent rencontrer⁶⁶. Cette bonne collaboration serait d'autant plus perceptible au prisme de la collaboration avec les Établissements de Promotion sociale (EPS). Convivial explique que ce partenariat se complique à deux niveaux : d'une part, l'impossible inscription de bénéficiaires à mi-parcours – avec un niveau « faux-débutant » (non UE1/A1), d'autre part, une mauvaise circulation des documents (fiches de modules)⁶⁷.

⁶⁶ Cf. Rapport d'activités 2023, BAPA-BXL, p.85. ; Rapport d'activités, VIA, p 53. ; Rapport d'activités, Convivial, p. 46.

⁶⁷ Rapport d'activités 2023, Convivial, p.47.

Si les BAPAs saluent l'amélioration de la coordination de l'offre des opérateurs linguistiques ils évoquent la persistance de plusieurs difficultés :

- Difficultés liées au manque de **coordination géographique et temporelle de l'offre** : c'est-à-dire éviter que les mêmes filières ne commencent en même temps et dans le même secteur géographique, et de séparer le temps et l'espace lors du début des modules. VIA soulève tout de même une évolution positive lors de la rentrée de septembre 2023 par l'étalement du début des formations linguistiques⁶⁸ ;
- **Difficultés liées aux redoublements**.⁶⁹ Les BAPAs ne sont prévenus de ce redoublement qu'à la fin du module, ce qui arrive souvent trop tard pour une réinscription immédiate, et engendre ainsi une perte cruciale dans l'apprentissage ;
- **Manque d'harmonisation des niveaux** entre opérateurs linguistiques. L'interchangeabilité des modules entre opérateurs devient plus difficile et le dispositif perd en efficacité ;
- Difficulté à orienter certains bénéficiaires cherchant à poursuivre **leur formation linguistique au-delà du niveau A2 (présumé)** et/ou une offre au terme de laquelle une attestation valable dans le cadre de la demande de nationalité sera délivrée ;

Tenant compte de toutes ces difficultés, et malgré l'amélioration ces dernières années de la collaboration entre les BAPAs et les OL, les BAPAs recommandent, à l'instar de « *Het Huis van het Nederlands* » (VG), la mise en place d'une **structure de coordination des besoins (tests de positionnement) et de l'offre linguistiques (organisation des filières) à destination des personnes primo-arrivantes**. Ceci renforcerait la fluidité des parcours linguistiques, en raccourcissant notamment le délai entre le bilan linguistique et les débuts des cours de langue.

3. Les fins de parcours : attestations

Le nombre d'attestations de fin de parcours semble légèrement sous-estimé par des problèmes informatiques dans la plateforme APA (cf. supra : introduction) mais ceux-ci permettent tout de même d'exploiter les nouvelles tendances.

En 2023, **2.543 attestations de fin de volet secondaire ont été délivrées**, contre 1.612 l'année dernière, soit une augmentation de 58 %, contre 881 en 2021, soit près du triple (+187 %). Cette évolution s'explique par la croissance et la diversification des publics suite aux changements législatifs. Les bénéficiaires arrivent au bureau d'accueil avec des profils et des besoins différents ce qui entraîne également une diversification des contenus des parcours ainsi que de leur durée.

La répartition selon le genre des bénéficiaires ayant obtenu une attestation en 2023 est à 1 point de pourcentage près, la même que celle des personnes admises, soit 60 % des femmes et 40 % des hommes. Cela donnerait à dire que le rythme est plus au moins semblable entre

⁶⁸ Rapport d'activités 2023, VIA, p. 53.

⁶⁹ Aucune notation formelle n'est attribuée à l'issue du module linguistique. Cependant, les compétences sont évaluées de manière non standardisée par les formateur-trices, en fonction du contenu dispensé durant les cours et permettant de déterminer si les acquis sont jugés suffisants pour suivre le module qui suit.

hommes et femmes. Au niveau des BAPAs (*Figure 34*), on observe que la répartition est aussi semblable à celle des admissions en 2023 soit : 47 % (VIA) – 36 % (BAPA-BXL) – 17 % (Convivial). Les deux BAPAs historiques continuent, comme l'année dernière, à tendre vers un équilibre. Le nombre d'attestation de fin de parcours est multiplié par 5 par rapport à 2022, ce qui fait augmenter sa part de 10pp par rapport à 2022 (12 %).

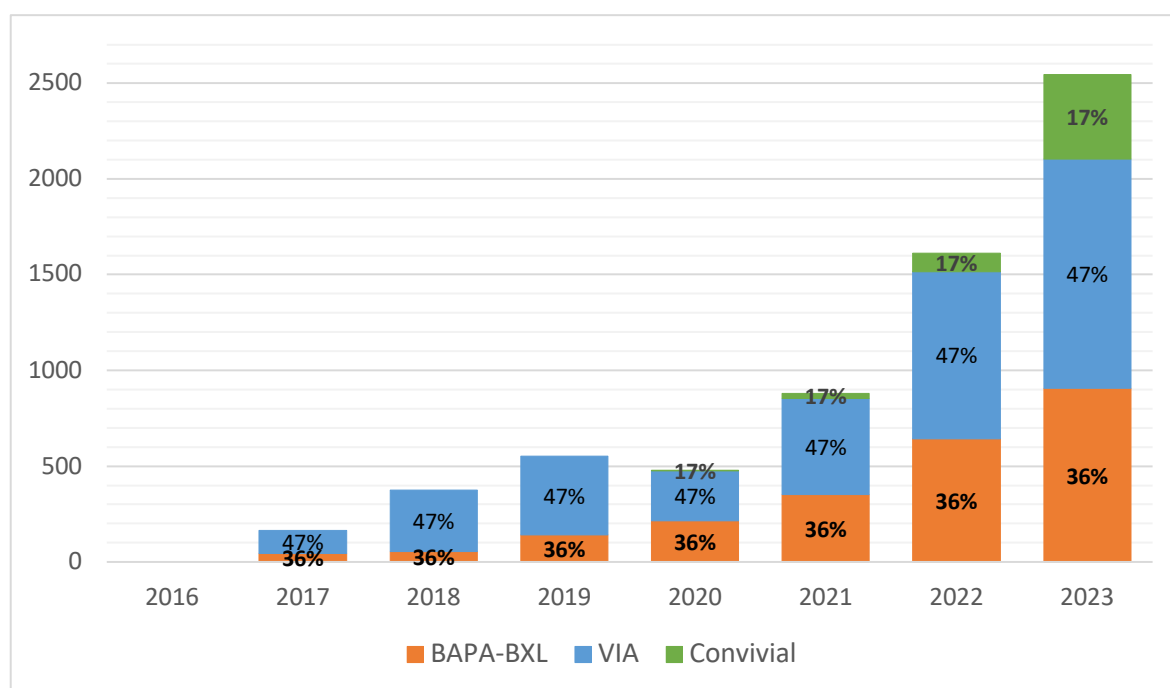


Figure 34. Évolution du nombre d'attestations de volet secondaire selon les BAPAs d'inscription. Source : APA (extraction 2024).

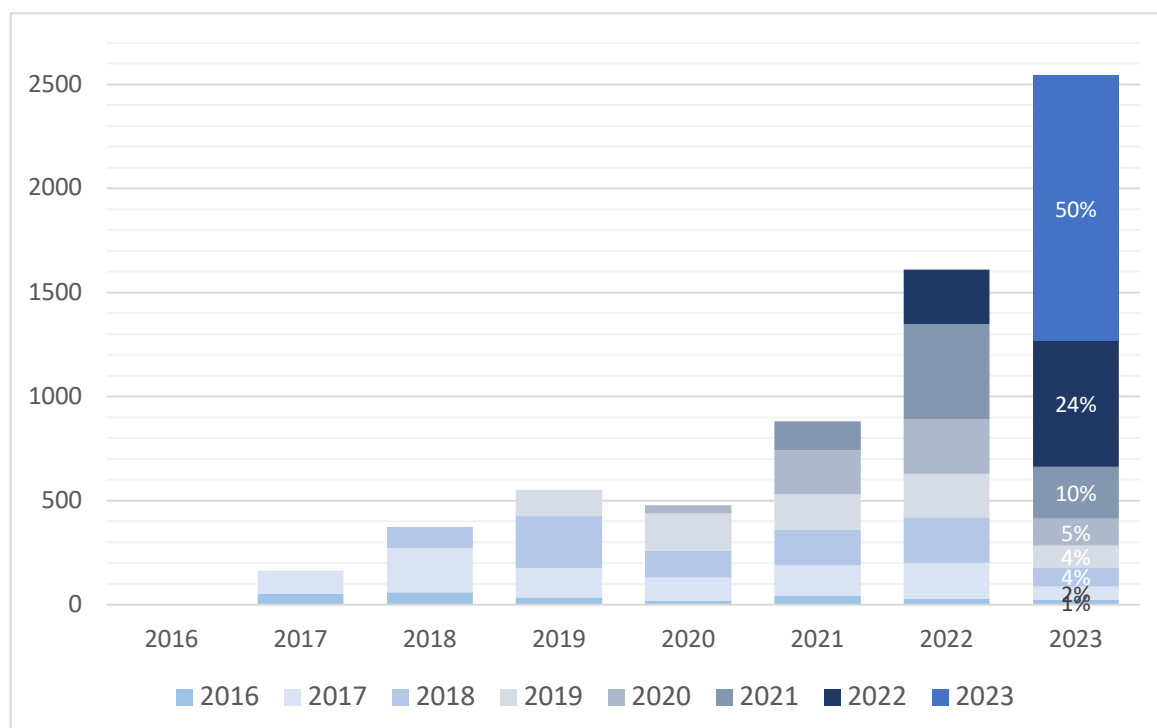


Figure 35. Évolution du nombre d'attestations de volet secondaire selon l'année d'admission. Source : APA (2023).

La moitié des bénéficiaires ayant obtenu une attestation de fin de volet secondaire cette année avait été admis cette même année (Figure 35). Il s'agit du taux le plus important depuis 2017 et permet d'appuyer que certains parcours sont plus rapides que les années précédentes. A ce sujet, le **temps médian pour réaliser le volet secondaire diminue considérablement en 2023, passant à environ 3 mois** alors qu'en 2022, il s'élevait à 13 mois. Cependant, il y a des grandes dispersions dans les temps du volet secondaire, la moyenne étant de 10 mois. Ceci donne à voir qu'il existe de grands écarts de durée du volet secondaire entre le public. Ce décalage ne s'explique pas par le genre, comme présumé précédemment, car la médiane de la durée du volet secondaire est la même tant pour les hommes que pour les femmes. Cet écart s'explique par le fait de suivre des modules linguistiques ou non et par la catégorie de bénéficiaire. Le temps médian du volet secondaire pour les bénéficiaires qui suivent une formation linguistique de FLE B augmente jusqu'à un an et jusqu'à 26 mois pour les bénéficiaires dans un module d'alpha. Au niveau des opérateurs, les médianes se situent entre 2 et 3 mois, mais VIA présente un écart plus important entre sa médiane (3 mois) et sa moyenne (12,5 mois) par rapport aux autres BAPAs. Cela s'explique par le grand nombre de personnes en module alpha qu'ils accueillent, lesquelles ont, en moyenne et en médiane, des temps de volet secondaire nettement plus longs.

Il reste tout de même important de mettre en évidence les décalages temporels, c'est-à-dire l'influence du moment de l'année où les bénéficiaires ont commencé cette étape du parcours. En effet, la moitié des bénéficiaires ayant terminé le volet secondaire étaient admis avant 2023, un quart (26 %) étaient admis en 2022 et 16 % avant. Par rapport aux années précédentes il s'agit d'un stock beaucoup plus faible, ce qui s'explique par les différentes formes que prend le parcours, impactant ainsi sa durée selon les besoins des bénéficiaires.

CONCLUSION : LES PERSPECTIVES DU PARCOURS D'ACCUEIL EN 2024

Les chiffres de 2023 permettent de montrer l'afflux massif de bénéficiaires que les BAPAs ont connu suite aux changements législatifs. Il restera à déterminer dans les années à venir l'évolution dans le temps de la demande des différents publics. En ce qui concerne les personnes étrangères, au fil de l'année on a observé que la part et le nombre diminue, ce qui emmènerait à penser que l'afflux massif à la fin de l'année 2022 et au début de l'année 2023 constituait un effet d'engouement⁷⁰ plutôt qu'une demande structurelle. Ensuite, les admissions des personnes primo-arrivantes non prioritaires ont connu également une diminution. Ceci amène à penser que cette catégorie de bénéficiaire est vouée à devenir marginale dans la mesure où la plupart d'entre eux aura déjà été « obligé » de faire le parcours d'accueil. Cependant, la fin de l'année a aussi été marquée par la saturation de deux BAPAs ce qui a également un impact sur le nombre de personnes admises non prioritaires. En 2024, il sera donc encore pertinent d'évaluer l'évolution de la demande de ces publics.

L'année 2023 se termine avec la saturation de deux bureaux d'accueil, et les tendances à BAPA Convivial donne à voir un état de saturation dans le courant de l'année 2024. Ceci s'illustre notamment par la réorientation de certain-es bénéficiaires vers Convivial par les BAPAs actuellement saturés. Il sera d'ailleurs intéressant en 2024 d'évaluer l'impact de l'ouverture d'une nouvelle antenne, qui semble ne pouvoir à court terme résorber à lui seul cet afflux massif.

La saturation des bureaux d'accueil soulève deux autres défis. Premièrement, continuer à pouvoir inscrire des personnes non prioritaires, notamment les personnes étrangères qui ont eu accès au parcours en décembre 2022 et qui sont actuellement mises en liste d'attente. Deuxièmement, pouvoir assurer un accompagnement social de qualité et absorber dans les formations collectives (DD, FOCl, FL) l'afflux de bénéficiaires (augmentation de la taille des groupes) sans perdre en qualité pédagogique.

En 2024, la politique d'accueil sera administrée par la Commission communautaire commune (COCOM). Cette « cocomisation » implique des changements structurels du parcours avec la fin de la distinction entre volet primaire et secondaire, la possibilité de faire le module de droits et devoirs (10h) et de citoyenneté en un seul module de 60h, mais aussi l'intégration de nouvelles attestations d'enregistrement, ou encore le suivi des démarches d'exemption et de suspension. De plus, une des grandes réformes sera le passage à un parcours bilingue (statut juridique, accueil et accompagnement des bénéficiaires, etc.), qui implique la collaboration avec les opérateurs néerlandophones tant de la politique d'accueil (*Inburgering – BON, Het huis van het Nederlands*) qu'avec le réseau associatif bruxellois néerlandophone dans le cadre de l'accompagnement social (orientation).

Ces changements de fonctionnement du parcours vont par conséquent amener à des changements dans la structure du rapport d'évaluation de 2024.

⁷⁰ Beaucoup de personnes étrangères étaient dans l'attente de cette ouverture afin d'entamer un parcours dans le cadre de la demande de nationalité.